

LA
RÉPUBLIQUE DE GÈNES
ET LA FRANCE

PENDANT LA GUERRE
DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE
(1740-1748)

THÈSE PRINCIPALE

*présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris
pour le doctorat d'Etat*

PAR

GASTON-E. BROCHE

Professeur agrégé de l'Université (à la disposition du Ministère des Affaires étrangères),
Détaché à la Faculté des Lettres de Gênes,
Secrétaire général de l'Alliance Française de Gênes,
Membre de l'Académie de Ligurie.

TOME II

DE LA NEUTRALITÉ A LA GUERRE,
AUX VICTOIRES ET AUX CATASTROPHES
(sept. 1743 - nov. 1746)

PARIS
SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE ET DE LIBRAIRIE
ANCIENNE LIBRAIRIE LECÈNE, OUDIN ET C^{ie}
15, rue de Cluny, 15

1935



Digitized by the Internet Archive
in 2026

CHAPITRE PREMIER

Vers la riposte génoise au Traité de Worms. L'alliance de Gênes avec l'Espagne et la France (traité d'Aranjuez, 1^{er} mai 1745).

(Septembre 1743-mai 1745).

Sur l'impression produite à Gênes par la nouvelle du traité de Worms, il ne faut rien demander à Jonville, car il repart en congé pour la France précisément fin septembre ! Il est vrai que son secrétaire Dupont et le consul général Coutlet profitent aussitôt de l'occasion nouvelle pour se mettre en valeur par des lettres à Versailles, dans lesquelles, comme toujours, ils rivalisent de zèle pour renseigner le gouvernement. Dans une lettre de Dupont du 9 octobre, on voit que Gênes a déjà entendu parler du traité, mais comme le commun des Génois ignore ce qu'il contient à l'égard de la République,

on trouve cette alliance toute naturelle, parce que, dit-on, il n'est absolument point de l'intérêt de S. M. S. de laisser augmenter en Italie la puissance de la Maison de Bourbons qui tôt ou tard lui reprendrait ce qu'elle luy auroit donné pour arriver à son but.

Coutlet écrit le même jour 9 octobre, et comme, ainsi qu'il advient assez souvent, il est mieux informé que son rival, il a déjà

entendu murmurer quelques-uns de ces Messieurs-cy comme si dans le traité que le Roy de Sardaigne vient de signer avec la Reyne de Hongrie il y eut quelques articles à leur préjudice...

Mais les bruits sont vagues et contradictoires sur le contenu de ces fâcheux articles. On parle sans doute de Finale que Gênes devrait, que cela lui plaise ou non, livrer au roi de Sar-

daigne, la République devant être remboursée de ce qu'elle a payé à l'Autriche si elle remet Finale dans l'état où elle l'a trouvé. Or cela n'est plus possible, Gênes s'étant empressée d'en raser les fortifications. « Quoy qu'il en soit on paroît icy dans une grande agitation. » Vers la fin octobre, on commence à voir clair dans l'énormité du traité et Dupont signale avec empressement à Amelot « certaines idées qu'auroit la République de s'unir avec ces deux couronnes... ». Mais on n'y saurait songer que lorsqu'on verra l'armée espagnole entrer en Piémont ou dans la Lombardie. Avant, ce serait trop dangereux ! Et Amelot intéressé, pour la première fois, par la dépêche de notre légation de Gênes, bien qu'elle ne soit signée que du secrétaire, répond aussitôt le 5 novembre, de Fontainebleau, qu'il faut « veiller au plus ou moins de progrès que feront ces premières dispositions. Pour la première fois depuis le commencement de la guerre, le ministère chargeait la légation de France à Gênes de faire quelque chose !

Mais beaucoup mieux que par les lettres de notre légation ou de notre consulat général à Gênes, le gouvernement français allait être éclairé sur les dispositions nouvelles du gouvernement génois par l'attitude du ministre génois à Paris.

Il faut rendre cette justice à Doria : bien qu'il eût précédemment parlé d'une façon très nette pour une entente entre Gênes et l'Angleterre, en vue de garantir l'intégrité territoriale de la République, il comprit parfaitement, au lendemain du traité de Worms, qu'il fallait renoncer à toute idée de ce genre. De ce côté, tous les ponts étaient coupés et il eût été absurde, et indigne, de songer à les reconstruire. Seules, la France et l'Espagne étaient désormais en état de garantir la République. Il semblait qu'elles y eussent un intérêt évident, ne fût-ce que pour éviter un agrandissement du roi de Sardaigne, voisin dont les forces et l'ambition ne cessaient de grandir ! L'idée même que ce prince — roi depuis si peu de temps — aspirait à être le maître de toute l'Italie, apparaît constamment dans les dépêches du ministre génois, dans celles qu'il reçoit du Sénat, dans ses conversations avec les membres du cabinet de Versailles. Il y avait évidemment exagération — et même un peu de rhétorique — dans les expressions alarmistes ; cependant avec assez de vérité pour qu'on

pût espérer à Gênes que la France et l'Espagne voudraient peut-être, même sans contre-partie, par seul souci de leurs intérêts bien entendus, prendre la défense de la République contre une spoliation aussi scandaleuse. Doria, fougueux et perspicace, sentait bien que cette attitude si prudente, cet espoir de se faire défendre sans bouger soi-même reposaient sur de faux calculs et il ne manquera pas d'en avertir son gouvernement, mais d'abord il fut bien obligé de se borner à agir en ce sens. Cette prudence du Sénat, ce désir d'obtenir le résultat cherché en faisant le moins d'efforts possible, et en évitant de courir des risques, était fort humain ! Placée aussi dangereusement qu'elle l'était, la République de Gênes avait bien le droit d'essayer de se tirer du danger au meilleur compte. Elle le pouvait d'autant plus que le danger n'était pas imminent, toutes réflexions faites. En effet, et Doria lui-même en convenait, tant qu'il y aurait en Savoie une armée espagnole de 40 à 50.000 hommes s'apprêtant à forcer le passage des Alpes pour marcher sur Turin, avec ou sans le concours des Français, le roi de Sardaigne n'aurait pas les moyens d'occuper effectivement le marquisat de Finale dont lui faisait cadeau si généreusement l'Autriche après l'avoir vendu à Gênes !! Il est vrai que les Anglais pourraient, en principe, se charger de procéder pour le compte de leur allié à cette occupation. Mais pour une opération de ce genre — même à supposer tant de zèle à Londres pour les intérêts de Turin — il faudrait un corps de débarquement dont il ne semblait pas que l'escadre de l'amiral Matthews fût pourvue. Donc, pour l'instant, renforcer la défense de Finale et essayer de persuader la France et l'Espagne de prendre d'elles-mêmes, diplomatiquement et militairement, la défense de Gênes. Cette ligne de conduite semblait dictée si impérativement par la situation que Doria l'adopta d'abord pour son propre compte avant même d'avoir reçu les instructions du Sénat, instructions qu'on lui fit attendre d'une façon désespérante — et même exaspérante ! — mais qui enfin concordèrent parfaitement avec ses propres vues.

Il commença par sonder Maurepas, l'homme le plus influent du cabinet en matière de relations franco-génoises. Mais Maurepas dont le ton ordinaire était, nous l'avons vu, volon-

tiers impertinent, en était venu depuis plusieurs mois, à un véritable état de fureur contre Gênes, à la suite d'un nouveau règlement du port génois, très draconien pour les vins de France, et, d'ailleurs, attentatoire — assurait le ministre français — aux antiques privilèges de la France non seulement à Gênes mais dans tous les ports étrangers. Aussi le compte rendu de cette première tentative de sondage est-il absolument désastreux. J'en traduis les passages essentiels (dépêche du 14 octobre 1743) :

Entrevue douloureuse, comme d'habitude. Il s'est répandu en récriminations, en invectives qui rempliraient des pages entières si je voulais les répéter. Il dit que depuis six mois c'est en vain qu'il attend une réponse à sa réplique sur la question du nouveau règlement du port de Gênes. Il s'en étonne d'autant plus que la République a besoin de la protection de la France pour éviter la perte imminente de Finale stipulée dans le traité de Worms ; il ajoute que Sa Majesté, fatiguée des procédés du gouvernement génois, ne peut que voir avec indifférence cette perte et même n'importe quelle perte de la République ; le roi est fâché que cette acquisition soit faite par le roi de Sardaigne mais qu'après tout il lui importe peu que les terres génoises aillent à un prince plutôt qu'à un autre, à l'Espagne ou à la reine de Hongrie, ou au Grand Turc ; attendu qu'il est bien persuadé que dans l'un quelconque de ces cas la France trouverait à Gênes plus de facilités, de commodités et de bon vouloir qu'elle n'y en trouve sous son gouvernement actuel. Et la preuve c'est qu'en dépit de la guerre actuelle les Français sont parfaitement bien reçus dans le port de Livourne, et y trouvent toutes facilités pour leurs affaires. Heureuse la France si elle pouvait avoir pour son commerce dans les ports de la République génoise ces commodités et ce bon vouloir qu'elle trouve dans les ports d'un prince avec lequel elle est en état de guerre ! Pour de moindres motifs, comme lui Maurepas l'avait fait remarquer à Sa Majesté, on avait vu un doge de Gênes à Paris ! Bien loin de mériter la moindre considération dans sa situation présente, la République de Gênes — et il l'avait insinué au roi — ne pouvait être utile que comme Etat à démembrer pour faciliter la conclusion de la paix ! Il ne comprend pas pourquoi le Sénat de Gênes se fait représenter à la cour de Versailles, attendu qu'il est impossible au moyen de ce représentant — et il en a fait, dit-il, l'expérience avec tous mes prédécesseurs comme avec moi — il est impossible d'arriver à la moindre solution d'aucune affaire, doléance ou demande ! que si j'étais bien accueilli partout, c'est à ma personne qu'allaient les égards et non à ma qualité d'envoyé de la République, et que c'était par égard pour moi, et

pour le nom que je portais, que Sa Majesté s'abstenait de me faire comprendre que je devais m'éloigner ou prendre congé¹!

Il était dur, surtout pour un homme comme Doria, d'avoir à supporter de pareilles violences verbales, mais il les supporta cependant : son amour-propre personnel, on le voit, était hors de cause ; d'autre part, il sentait profondément que les plaintes irritées de Maurepas ne s'expliquaient que trop et il le dira nettement, courageusement, à plusieurs reprises à son gouvernement, tout en expliquant sans relâche à Maurepas que ces lenteurs exaspérantes dans la chancellerie génoise étaient non pas mauvaise volonté mais vice inhérent à cette constitution génoise qui fragmentait à tout instant le droit d'examiner et de décider. Mais il est vrai aussi que ce vice — en le supposant même incontestable — pouvait servir de prétexte commode à l'embarras ou au danger de la décision ! Et doge et sénateurs et conseils, grand et petit, sans parler des commissions sénatoriales, ne se faisaient pas faute d'user de ce prétexte ! C'était leur droit. Et c'est aux résultats qu'il convenait de juger si l'usage de ce droit avait été conforme aux intérêts de Gênes ! Au total, il est difficile de ne pas admirer l'usage intelligent que l'on faisait à Gênes de

1. Conferenza col s^r C. di Maurepas, al solito dolorosa. Doglianze... Da sei mesi non ha avuto risposta alla sua replica... Invece, le quali esigerebbero più fogli se volessi ripeterle... si è espresso che la Rep^{ca} avea bisogno della protezione della Francia per andare al riparo dell'imminente perdita del Finale convenuta nel Trattato di Worms, che però lediata S. M. dell' irregolare procedere del Governo di VV. SS. Ser^{mo} avrebbe rimirato con indifferenza e questa e qualunque altra perdita delle Rep^{ca} ; che solo potea spiacerli l'acquisto a favor del Re di Sardegna ma che nel resto appartenesse lo Stato delle Rep^{ca} più ad un Principe che a un'altro, alla Spagna alla o Regina d'Ungheria o al Gran Turco, poco importava, essendo persuaso che in qualunque de' detti casi più di convenienza di facilità e di comodo avria trovato questa Nazione che essendo sotto il dominio e governo di W. SS. Ser^{mo}... Disse che non ostante la presente guerra, sudditi della Francia a Livorno erano benissimo accolti e vi facevano con tutta agevolezza il Commercio, e che si contenterebbe che né Porti della Rep^{ca} trovassero i Francesi que' commodi e quelle facilità al loro commercio che trovavano in quelli d'une Potenza attualmente nemica: che per minori motivi si era veduto il Doge a Parigi, come avea fatto rimarcare à S M, facendogli insieme comprendere che non meritava la Rep^{ca} alcun riguardo nella presente sua situazione, ma che anzi dovea considerarsi come uno Stato capace col di lui partaggio di facilitare la pace. Aggiunse che non capiva a qual fine W. SS. Ser^{mo} mi facessero rissiedere a questa Corte, mentre per mio mezzo, siccome avea osservato praticarsi con tutti i mei predecessori, non si aveva conclusione di alcuna delle lamente e delle domande della stessa ; che si doveva attribuire alla mia persona e non al mio carattere l'accoglimento che v'incontravo e dovermi al riguardo che per me e pel mio nome voleva bene avere S M, se come Inviato della Rep^{ca} non mi faceva insinuare di allontanarmi o di prender congedo.

(F. Doria au Sénat de Gênes, Fontainebleau, 14 octobre 1743, Archives de Gênes, Lettre Ministri Francia, n. g. 2223, mazzo 47.)

ces ressources constitutionnelles, et de ce droit à la lenteur, aux réponses dilatoires, qui n'excluait pas, quand on le voulait bien, la promptitude des résolutions décisives ! Mais cela rendait difficile le poste d'envoyé auprès d'un gouvernement comme celui de Versailles, centralisé, souverain, si rapide à concevoir, à ordonner et à exécuter ! Doria se contentait d'autant plus qu'il se rendait compte de la gravité du problème posé par le traité de Worms à sa patrie : se laisser démembrer en silence ou résister. Il n'acceptait même pas, bien entendu, d'examiner le premier parti, mais le second comportait deux solutions : résister par une intelligente manœuvre diplomatique qui ferait faire tous les frais du salut de Gênes par la France et l'Espagne, ou entrer dans la guerre aux côtés de ces deux puissances avec tous les sacrifices et tous les risques qu'impliquait une guerre aussi acharnée et aussi générale ! Il se tira donc comme il put de cette entrevue orageuse et continua ses sondages auprès des autres membres du cabinet car, ainsi qu'on a pu déjà l'observer, et à la différence des usages actuels qui n'admettent de contact, pour les représentants des puissances étrangères, qu'avec le ministre des affaires étrangères, on admettait alors pour les représentants qu'ils discutassent avec tous les ministres plus ou moins intéressés.

Au ministère des affaires étrangères, il trouva Amelot, comme toujours, parfaitement courtois, mais glacial : — il était au courant ; s'étonnait, bien entendu, que les signataires du traité de Worms eussent pu prendre une liberté aussi incroyable avec le bien d'autrui et demanda à voir l'acte de vente du marquisat de Finale par l'Autriche à Gênes. Doria se trouvait l'avoir dans les archives de sa légation et le communiqua aussitôt. Sur quoi Amelot dit qu'évidemment c'était un peu fort : l'Autriche avait bien vendu ce marquisat à la République de Gênes, en 1713 ; elle en avait reçu le prix ; elle l'avait effectivement cédé et Gênes l'occupait depuis ! Plusieurs traités ultérieurs en avaient pris acte. Mais ayant levé les bras au ciel, il fit nettement comprendre à l'envoyé génois que c'était l'affaire de Gênes et non de la France ! En somme, brutalités verbales à part remplacées par la plus exquise courtoisie, c'était l'attitude de Maurepas !

Chez le cardinal de Tencin, qui l'avait d'ailleurs invité à dîner, ce fut peut-être pire ! Le cardinal, en effet, le prit sur le ton de la plaisanterie : — l'énormité de la chose était telle qu'on devait nécessairement croire à un accord secret entre Gênes et les signataires du traité de Worms ! Cet accord était d'autant plus vraisemblable que l'opinion publique à Gênes avait toujours été bienveillante pour Marie-Thérèse. Bien plus, cette bienveillance venait de s'étendre jusqu'à son allié le roi de Sardaigne, bête noire de la République, et qui venait pourtant de trouver sur la place de Gênes tous les prêteurs qu'il avait désirés pour le placement d'un gros emprunt ! Le cardinal développa toutes ces considérations au dîner, d'un air tel qu'on ne pouvait savoir s'il parlait avec ironie ou sérieusement. Mais il n'y avait pas à en douter et Doria ne put le dissimuler à son gouvernement : c'était là, sous une nouvelle variété d'humeur, l'état d'esprit du comte de Maurepas, celui du cabinet tout entier. Cela créait à la République la situation la plus périlleuse — écrivait Doria — qu'on pût imaginer. Gênes, par sa neutralité, était devenue pour les deux partis, pour tous les belligérants, « un malheureux objet d'aversion et de ressentiment » ¹.

Un mois s'était écoulé et Doria en était encore à attendre des instructions sur la situation qui s'était créée depuis le traité de Worms. Tout le monde en parlait autour de lui, tout le monde lui demandait comment on le prenait à Gênes, et le Sénat de Gênes continuait à le laisser dans l'obscurité la plus complète sur ses sentiments et ses intentions ! Le pauvre Doria en devenait un objet de risée, et plein de douleur et d'exaspération il écrivait le 20 octobre, de Fontainebleau où se trouvait la cour :

Vos Seigneuries ne me disent pas un mot du traité de Worms, comme s'il ne regardait que les Moscovites et les Chinois ! Vous ne m'accusez même pas réception de ma dépêche du 23 septembre par laquelle je vous ai informés de sa conclusion ! Ma situation est la plus douloureuse où puisse se trouver un honnête homme intéressé au sort de sa patrie. Je me trouve dans une cour où on ne fait

1.... *a tutti infausto oggetto di aversione e di risentimento.*
(F. Doria au Sénat de Gênes, de Fontainebleau, 21 octobre 1743, Arch. de Gênes, *ibid.*)

que parler de nos malheurs et je suis le seul à être tenu dans l'ignorance, et dans l'incertitude de la conduite que je dois tenir. Je n'ai plus le front de me montrer à la cour et j'estime aussi dangereux qu'inconvenant de m'en éloigner ! Comment pourrais-je, alors qu'on délibère sur le destin de la République, alors que chacun a là-dessus son système, revenir à Paris et m'y promener les mains dans les poches, moi le représentant de cette République ¹ !

Et l'infortuné Doria, si durement traité par Maurepas, en arrivait à lui donner ouvertement raison contre son propre gouvernement :

Le comte de Maurepas a raison de demander pourquoi la République de Gênes entretient ici un envoyé ! Il a raison de se plaindre et d'être furieux de ce que, après des mois et des mois, on n'arrive pas à en finir avec les questions que pose le nouveau règlement de jauge dans notre port. Mon zèle, qui sous diverses formes est allé jusqu'à l'abnégation, commence à se sentir inutile et à souhaiter que d'autres viennent ici assumer cette tâche avec plus de profit ² !

Jamais sans doute un gouvernement n'avait reçu de son propre mandataire une pareille philippique ! Un Doria pouvait sans doute se la permettre, surtout avec tant d'apparence de raison ! Cependant, on comprend que placé devant de si graves alternatives, le Sénat de Gênes, au risque d'exaspérer son envoyé, ait voulu se réserver, dans quelques semaines de silence, le bénéfice d'informations plus amples et de réflexions plus mûries !

Mais la patience humaine — et en particulier celle d'un Doria — ayant des limites, l'envoyé de Gênes, malgré son

1. *Del trattato di Worms non mi dicono (le SS. VV. Ser^{me}) parola, come se riguardasse i Moscoviti o i Cinesi ; anzi neppure non mi si accusa la ricevuta del dispaccio del 23 settembre in cui ne segno la conclusione... la mia situazione è delle più dolorose che possano occorrere ad un galantuomo interessato nel bene della sua Patria Mitrovo alla Corte ove d'altro non si parla che de nostri guai, ed io solo non devo saperli, incerto della traccia che debbo tenere... Io non ho più faccia di comparire alla Corte. Allontanarmene lo stimo assardoso perche troppo improprio che mentre si tratta del destino della Rep^{ca} e da tutti se ne forma sistemi, il rappresentante della stessa ne se stia colle mani alla cintola e stia in Parigi.*

(F. Doria au Sénat de Gênes, de Fontainebleau, 21 octobre 1743, Arch. de Gênes, *ibid.*)

2. *Il sign. conte di Maurepas ha ragione di domandare perche qui tengono un Inviato ; ha ragione di dolersi ed inasprirsi se dopo mesi non si terminano le differenze della stazza. Il mio zelo che sin ora si è sacrificato in più modi comincia a crederse inutile e desiderare che altri vengano ad impiegarlo con più profitto.*

(Id., *ibid.*)

raisonnement en sens contraire, avait quitté Fontainebleau pour épargner à la République, disait-il ironiquement, la dépense de l'y entretenir, et se libérer lui-même des questions continuelles dont il était accablé !

À Paris, il n'avait plus tardé à recevoir enfin les instructions du Sénat : elles se limitaient pour l'instant, fort prudemment, à lui enjoindre de faire une démarche auprès du gouvernement français en vue d'obtenir de lui ses bons offices auprès de l'empereur et des princes de l'empire, pour préserver Gênes des funestes conséquences du traité de Worms. Doria était allé aussitôt faire la démarche prescrite. Mais Amelot s'était borné à faire observer froidement à l'envoyé génois que l'empereur et les princes de l'empire étaient absolument hors d'état de s'opposer à la volonté des signataires du traité de Worms. Doria le savait bien et on aurait dû le savoir à Gênes ! Il n'y avait plus à tergiverser. Du moins c'est ce que vit et déclara nettement Doria dans sa dépêche. Il se rendait d'autant mieux compte de la situation qu'il avait eu ces derniers temps une longue conversation avec la duchesse de Modène née Charlotte d'Orléans, dont le mari était déjà engagé dans l'alliance espagnole, et qui était bien placée pour connaître les sentiments du cabinet de Versailles et de la cour de Madrid. Cette princesse lui avait déclaré tout net qu'on se bornerait dans les deux cours à hausser les épaules avec ironie aux doléances génoises, si Gênes, comme elle en avait l'air, entendait se faire sauver sans faire pour son propre salut ce qui dépendait d'elle et sans vouloir courir aucun risque ! Ou la résignation passive à tout ce qui pourrait lui arriver ou l'alliance, virile et intelligente, avec la France et l'Espagne ! Cet avis, certainement inspiré, et d'ailleurs corroboré par l'accueil que lui avaient fait Maurepas, Amelot et Tencin ¹,

1. Nous avons un document précis sur l'attitude que la France entendait observer à l'égard de Gênes à la suite du traité de Worms : une note d'Amelot sur une lettre de Jonville en date du 2 décembre 1743. Jonville, à ce moment à Paris, en congé de maladie, mais d'une maladie qui lui permettait d'aller et venir, assez ennuyé évidemment de n'être pas à Gênes au moment où il aurait eu quelque chance de s'y rendre un peu utile, voulut du moins ne pas se laisser oublier. Il écrivit de Paris à son ministre pour lui demander ce qu'il devait

fixa d'une manière définitive l'opinion personnelle de l'envoyé génois. Restait à le faire partager au Sénat de Gênes. Et en attendant que le Sénat prit d'aussi graves décisions, il fallait le persuader de ne pas perdre une heure à se mettre partout en état de défense. Car les visées du roi de Sardaigne ne se limitaient pas au marquisat de Finale : il prétendait avoir sur Vintimille des titres aussi bons que sur Turin ! Et ses prétentions sur Savone étaient connues de longue date ! Mais tout cela importait peu à la France : on le répétait à Doria de tous les côtés et sur tous les tons ! M. de Saint-Nectaire, l'ambassadeur français à Turin et qui venait d'être rappelé, tout en confirmant à Doria toutes les ambitions sardes sur les terres génoises, lui disait lui aussi

que la France était trop puissante et trop bien située pour redouter l'agrandissement du royaume sarde et que la seule politique qu'il pût conseiller pour son propre compte c'était de ne pas se mêler aux querelles italiennes et de laisser les princes d'Italie pourvoir eux-mêmes à leur propre défense ¹.

Une pareille opinion de la part de celui qui venait pendant dix ans de représenter la France à Turin ne pouvait avoir que le plus grand poids auprès du gouvernement français et Doria la signalait pour ôter toute illusion au Sénat de Gênes, s'il persistait à croire que la France réagirait d'elle-même au traité de Worms. Si Gênes ne réagissait pas d'elle-même avec une énergie indignée, les deux cours de Versailles et de Madrid ne verraient dans cette passivité qu'un bon argument pour

dire si Doria, qu'il pouvait rencontrer, lui parlait de Worms. Il suggérait qu'il était de l'intérêt du roi de soutenir les Génois spontanément et même malgré eux, de toutes les manières. C'était précisément ce que souhaitaient secrètement Doria et le Sénat ! Mais Amelot lui fit la réponse assez rude qui est résumée dans la note suivante au dos de la lettre de Jonville :

Répondu qu'il faut laisser venir les Génois. Ils n'ont d'autre salut que de recourir à la protection de la France qui pourroit la leur accorder s'ils se conduisoient mieux. Mais si on les recherche, leur vanité naturelle les rendroit plus difficiles.

(Arch. des Aff. étrangères, Paris. *Corresp. politique de Gênes*, vol. CXIV, Jonville, Amelot, 2 décembre 1743.)

¹. ... *che questa Corte era così potente e ben situata da non avere in che temere l'ingrandimento del Re di Sardegna, ... il suo parere saria di non mischiarsi nelle loro querele e lasciare che i Principi de Italia pensassero alla propria difesa.*

(F. Doria au Sénat de Gênes, Paris, 2 octobre 1743, Arch. de Gênes, *ibid.*)

prendre à leur tour avec elle les mêmes libertés et en faire à la paix un objet de partage comme l'avait si ouvertement et si franchiseusement déclaré le comte de Maurepas !

Tencin avait insinué à Doria que Gênes ferait bien de s'entendre avec l'Espagne pour la garantie de son intégrité, en lui offrant son concours — qui serait utile sinon indispensable — pour la descente en Italie. Sans doute, l'armée espagnole, déjà maîtresse de la Savoie, menaçait de forcer le passage des Alpes, sans doute aussi une autre armée espagnole menaçait de franchir le Var, de prendre Nice et de passer en Piémont par le col de Tende, mais enfin de toutes les routes la plus sûre, la plus courte vers Milan et Plaisance, c'était celle que commandait la place de Gênes, et à Madrid le concours génois serait certainement jugé assez précieux pour justifier l'alliance, si Gênes se déterminait à la désirer et à la mériter. Mais Doria ne croyait pas qu'il fût prudent de se lier avec l'Espagne, et en tout cas qu'un engagement avec Madrid pût suffire à la sûreté de Gênes : il voulait que la cour de Versailles fût liée en même temps, et avec la même force, d'abord parce qu'il craignait « la lenteur avec laquelle si souvent agissait l'Espagne », et aussi parce qu'il voyait bien que, sans le concours de la France, l'Espagne ne pourrait agir avec efficacité suffisante ¹.

Entre temps, de nouvelles précisions se faisaient jour sur le traité de Worms : il était offensif aussi bien que défensif. Le roi d'Angleterre y entraît comme partie contractante, à titre de garant de tout ce qui était cédé ou promis au roi de Sardaigne. Or l'Autriche lui cédait la meilleure partie de l'Etat de Milan, à savoir le Vigevenasco, le Vogherese, une

1. Ces idées dans sa lettre du 4 novembre 1743. On voit bien qu'il hésite devant la responsabilité d'un conseil positif d'alliance, même avec les deux cours. L'idéal serait de les « intéresser également » à la cause génoise, mais c'était glisser, retomber dans l'attitude passive expectante qui faisait hausser les épaules à Paris et dont il fallait absolument sortir. Voici son texte circonspect :

... crederei il partito più sano quello di non impegnarsi con la Spagna ma solamente interessarvi ugualmente le due Corti, e per la lentezza con cui spesso agisce la Spagna e per il bisogno che à quella Corte di questa per potere agire con frutto.

Mais pour intéresser Madrid et Versailles, et les faire agir, il fallait bien se résigner à traiter, à se lier !

partie du Pavese, le Boviese et la plus grande partie de la région de Plaisance, Plaisance elle-même comprise. La nouvelle frontière entre le roi de Sardaigne et la reine de Hongrie serait constituée par le Tessin depuis le lac Majeur jusqu'au Po, sauf une courte interruption, Pavie restant bien entendu à la reine de Hongrie. Après quoi, le Po lui-même jusqu'à la petite rivière de la Nura et celle-ci jusqu'aux frontières de l'Etat de Gênes.

En outre, comme on l'avait su tout de suite, le traité promettait de faire passer sous la domination du roi de Sardaigne le marquisat de Finale, possédé depuis 1713 par la République de Gênes. Ce marquisat était un fief impérial que la République avait acheté *quo ad dominium utile* du défunt empereur Charles VI, et dont elle avait reçu l'investiture *quo ad dominium mobile* de la manière la plus ample et la plus authentique du même empereur.

Ce n'était pas en cela seulement qu'on touchait dans ce traité aux choses de l'empire : on y promettait aussi de faire céder au roi de Sardaigne par l'empire et son chef la supériorité territoriale de plusieurs autres fiefs dont la République avait été investie par les empereurs passés, et qui étaient situés pour la plupart en enclaves dans les montagnes de Gênes.

Outre ces renseignements précis, Doria signalait que le bruit courait — c'est-à-dire que les alliés de Worms faisaient courir le bruit — que la vente de Finale n'avait été faite par Charles VI à la République que sous bénéfice du droit de reprise avec remboursement du prix versé, ce qui était faux. Doria faisait tout ce qui dépendait de lui pour le démentir en faisant connaître le plus possible le texte de l'acte de vente dont il avait copie. Mais il eût voulu une documentation complète sur l'aspect juridique de toute l'affaire et la demandait à cor et à cri à son gouvernement pour éclairer l'opinion publique dans toute l'Europe puisqu'on essayait par cette manœuvre de changer le cours de cette opinion d'abord indignée d'une si scandaleuse violation du droit des gens.

En tout cas, le gouvernement français, devant les instructions précises de Doria d'avoir à protester avec éclat contre cette « énorme violence », cette « noire iniquité », ne croyait plus à une entente secrète de la République avec les signataires

du traité de Worms. La situation du moins en était éclairée. Mais aux lamentations de l'envoyé génois on ne prenait même plus la peine de répondre, sinon par le conseil ironique d'aller se plaindre à Londres et à Vienne ! Amelot disait même froidement à Doria qu'il avait tort de s'échauffer à ce point, attendu qu'il lui revenait qu'à Gênes on prenait la chose avec plus de philosophie et qu'on y inclinait à accepter le remboursement du prix payé pour Finale ¹ ! Mais Doria le niait énergiquement. Quant à Maurepas, plus amer et plus inquiétant que jamais, il rappelait à l'envoyé génois que la France à l'égard de Gênes n'avait contracté aucune obligation et renoncé à aucun droit ; que les droits anciens de la France sur la République valaient bien ceux que s'arrogeait l'Autriche et que si Gênes, par sa passivité, souscrivait à de tels procédés, la France saurait bien en user de même à son tour, en ne consultant que ses convenances ² ! En attendant, Maurepas

1. Dupont lui écrivait en effet le 20 novembre 1743 :

Il ne paroît pas que cette République continue dans les idées qu'elle peut avoir eues de s'unir formellement avec quelques puissances et surtout avec la France et l'Espagne pour se précautionner contre le Roy de Sardaigne.

Raisons d'après lui : les Français et les Espagnols sont loin ; Sardes, Autrichiens et Anglais au contraire sont près ! D'autre part, le gouvernement génois « ne peut pas entièrement compter sur la bonne volonté de ses sujets ». Dupont ajoute pour son compte cette raison plus décisive encore : « Ces messieurs n'ont ny argent ny troupes. » Il conclut qu'on laissera prendre Finale après un semblant de résistance pour protester ensuite, à la paix. Beaucoup parlent de vendre le marquisat au roi de Sardaigne pour se tirer d'embarras. En somme, d'après lui, le sentiment dominant à Gênes, est celui de l'impuissance et par suite la résignation à l'inévitable. Mais n'oublions pas que nous avons d'innombrables témoignages du secret dont le Sénat sait couvrir ses intentions et même ses décisions. Et à la légation de France, comme dans le camp anglais de Worms, on a piètre opinion de Gênes !

2. Les sentiments de Maurepas, exposés dans une de ses philippiques verbales, sont rapportés par Doria dans sa dépêche du 18 novembre, mais Maurepas prend soin de dire qu'ils lui sont personnels, sans cacher d'ailleurs qu'il fera tous ses efforts pour y gagner ses collègues ! Jamais Amelot ne tiendra ce langage. Bien plus, comme les alliés de Worms faisaient artificieusement répandre à Gênes le bruit qu'ils n'avaient fait que ce que Versailles et Madrid s'étaient proposé de faire, Amelot ordonne à Dupont, par dépêche du 17 déc. 1743, de démentir catégoriquement cette insinuation calomnieuse :

Il n'a jamais été question dans toute la suite de la négociation des deux couronnes avec le Roi de Sardaigne de procurer à ce Prince la cession de Finale. Jamais elles ne se seroient prestées à une pareille violence ni à une usurpation aussi injuste.

(Amelot à Dupont, 17 décembre 1743, Arch. des Aff. étrang., Paris, *Correspondance de Gênes*, vol. CXIV.)

exaspéré par le silence obstiné du Sénat, qui ne répondait pas à son contre-mémoire sur la question des vins français à Gênes, usait de représailles à Marseille sur les velours et autres produits de Gênes, ce qui faisait pousser des cris désespérés au consul de Gênes à Marseille !

Gênes cependant protestait directement à Londres et à Vienne, ayant un représentant dans chacune de ces capitales. A Londres, on avait répondu d'une façon évasive. A Vienne, comme nous l'avons vu, on avait affecté tout d'abord de ne rien savoir, puis on avait fini par répondre qu'à la vérité la reine de Hongrie avait cédé au roi de Sardaigne ce qu'elle pouvait avoir de droits sur Finale mais que, si en effet elle n'en avait plus, elle n'avait rien cédé au roi de Sardaigne, et par conséquent Gênes n'était pas fondée à se plaindre ! ! Belle réponse de la part d'une princesse qui avait prétendu, et continuait d'ailleurs à prétendre, incarner l'innocence et le bon droit opprimés ! Doria qui voyait ainsi sa patrie dépouillée, bafouée, et abandonnée, adjurait son gouvernement de ne plus s'inspirer que de son désespoir, et s'il fallait périr, de périr du moins avec honneur :

S'il faut mourir, mourons, mais que du moins l'Europe voie que nous avons fait notre devoir¹ !

A Londres, cependant, l'envoyé génois, Gastaldi, avait fini par obtenir des éclaircissements officiels sur le traité de Worms. On lui avait même fait lire le traité sans lui permettre d'en prendre copie : il y avait lu :

1. Cette lettre de Doria est fort belle. Pour la première fois, on sent passer dans une parole génoise, au cours de cette crise, le grand souffle de l'héroïsme ancestral qui se réveille et des saintes colères libératrices :

Io so l'infelice situazione della Repubblica, ma credo ancora assai di fermezza, di zelo ed amore per la Patria non solo nei Patrizii, ma nei Cittadini tutti per contribuire tutti, sino all'ultimo, tutti li sforzi possibili per conservarla. Bisogna ben munire le loro fortezze con buona artiglieria, mettere a coperto dall'attacco degli Inglesi la marina del Finale, far occupare dalle loco milizie sostenute da qualche numero di Truppe pagate tutte le Montagne... bisogna in fine difendersi sino all'ultimo e difendersi così lungamente che li interessati ad opporvisi possano arrivare in tempo di soccorreroci; se si ha da morire, moriamo e vedà almeno l'Eropa tutta che abbiamo fatto il nostro debito !

(F. Doria au Sénat de Gênes, Paris, 4 décembre 1743, archives de Gênes. Lett. Min. Francia, 2223-47.)

qu'il était de l'intérêt général que Sa Majesté Sarde eût communication libre et immédiate avec la mer par l'annexion du marquisat de Finale au Piémont ; que dans cette vue la reine de Hongrie cédaît à ce souverain tous les droits qu'elle pourrait avoir sur le susdit marquisat, sans restriction aucune, bien assurée que la République de Gênes donnerait toutes facilités à une cession si indispensable au repos et à la sécurité de l'Italie, contre remboursement des sommes qu'elle pourrait avoir payées ; étant entendu que ni le roi de Sardaigne ni la reine de Hongrie ne seraient tenus de faire ce remboursement. Finale continuerait à être port franc et le roi de Sardaigne pourrait y reconstruire les fortifications démolies lors de la cession par l'Autriche à la République de Gênes.

Tel était le résumé qu'en donnait Gastaldi après lecture attentive. Et bien entendu les deux envoyés génois à Londres et à Paris dans le commentaire qu'ils en faisaient, étaient d'accord pour en souligner non seulement l'odieux au regard de Gênes mais la duperie énorme et bouffonne au regard des signataires entre eux ! Marie-Thérèse cédaît solennellement quelque chose sur quoi elle savait n'avoir plus aucun droit ¹ et n'entendait pas être tenue des frais du rachat éventuel ! Le roi de Sardaigne avait l'air de recevoir quelque chose et ne recevait rien et se donnait ainsi gratuitement, impolitiquement, figure de complice dans un attentat sur le droit des gens. Il avait, paraît-il, dit Doria, lavé la tête à son négociateur pour cette mauvaise action qui était plus qu'une mauvaise action : une faute ! L'excuse du négociateur, c'est que du moins son maître ne devait pas encourir, pas plus que Marie-Thérèse, les moindres frais ! Qui donc dans ce système devait faire les frais de ce remboursement du prix d'achat payé par Gênes au père de Marie-Thérèse ? Implicitement, et évidemment, l'Angleterre elle-même 3^e signataire du traité, mais pas un mot ne lui imposait explicitement cette lourde charge, qu'elle aurait ainsi beau jeu pour éluder !!! S'il y avait eu honnêteté et franchise, du moins entre les trois signataires,

1. Doria observe très judicieusement que le simple fait que Vienne ne spécifie aucun droit qui lui serait resté sur le marquisat de Finale, en particulier aucun droit de rachat, le seul qui eût pu la justifier, prouve bien que la reine de Hongrie sait parfaitement qu'elle n'a aucun droit ! Et nous avons vu dans Arneth qu'elle s'en rendait compte, en effet, parfaitement !

ainsi que l'observait justement Doria, l'Angleterre aurait remis l'argent nécessaire au roi de Sardaigne ou à la reine de Hongrie, tenus l'un ou l'autre ou solidairement, en droit, à ce remboursement, au cas où ce remboursement eût été *accepté* par Gênes. Mais pourquoi Gênes s'y serait-elle prêtée ? Les raisons vitales qui l'avaient déterminée à l'achat en 1713 lui interdisaient en 1743 d'accepter un rachat qui juridiquement — cela apparaissait d'après le traité de Worms lui-même — ne pouvait pas du tout lui être imposé ! De ce point de vue, il faut bien le remarquer — ce que Doria s'abstenait de remarquer ! — il convenait de reconnaître que le traité de Worms perdait beaucoup de sa couleur sinistre, du moins à ne considérer que les textes. Tout pivotait en effet dans cette affaire sur le consentement escompté, ou espéré, de Gênes au rachat de Finale. Alors et dans ce cas — donc sans perfidie ni violence — les clauses du traité se réalisaient, si bien entendu l'Angleterre consentait à faire les frais du rachat, comme c'était sous-entendu entre les lignes. Si elle n'avait pas voulu être nommée à cet égard, c'était pour éviter les clameurs de l'opinion anglaise et une interpellation fâcheuse à la Chambre des communes ! En somme, le texte était fort habilement rédigé et il ne contenait rien de trop ouvertement reprehensible. Mais la question des intentions et de l'usage à en faire était une tout autre affaire et il n'était que trop évident, de ce point de vue, qu'il y avait violence morale et menace de violence physique ! D'autant plus que le traité de Worms était comme escorté de revendications sardes — qu'on s'occupait à Turin de rassembler en un volume de propagande — sur Vintimille et sur Savone. C'était bien, au fond, derrière toutes les habiletés de juristes à rédiger de nouveaux textes apparemment défendables, et derrière toutes les habiletés d'historiens à exhumer de vieux textes, le démembrement de la vieille et glorieuse république, par un Etat jeune et entreprenant, qui était en question. On disait partout que la flotte anglaise allait s'emparer de la Spezzia et que le roi de Sardaigne se ferait finalement céder ce golfe comme dépendance de Plaisance que lui promettait le traité de Worms ! Gênes, lasse de crier et protester en vain, se décida enfin à agir : elle renforça ses garnisons sur les points les plus menacés, en

commençant bien entendu par Finale, la Spezzia, etc. Et pour subvenir à ces dépenses extraordinaires, elle fit un premier emprunt d'un million d'écus d'argent. Doria put enfin se réjouir de voir que ses conseils, ses adjurations étaient entendus à Gênes : la République, grâce à son énergique contenance, prouvait enfin, dit-il, qu'elle n'était pas encore le cadavre qu'on croyait pouvoir dépecer impunément ! Et elle donnerait envie de la secourir aux deux cours qui, en dépit de leur affectation d'indifférence dédaigneuse, avaient intérêt à sa conservation et à son alliance !

Ces deux cours faisaient enfin succéder pour leur propre compte à leur simple entente cordiale une alliance en règle qui venait de se conclure le 25 octobre 1743, à Fontainebleau.

Par ce traité, l'alliance la plus étroite était stipulée entre elles. Chacun des deux rois devait regarder le préjudice de l'autre comme le sien propre. Amis et ennemis devaient leur être communs. La France s'engageait à soutenir l'Espagne, comme auxiliaire, dans sa lutte contre l'Autriche et le roi de Sardaigne jusqu'au jour où l'infant Don Philippe aurait en Italie un établissement comprenant toute la Lombardie autrichienne et ses dépendances, et de plus les duchés de Parme et de Plaisance dont sa mère aurait la jouissance à titre viager. En outre, la France devait aider l'Espagne à reconquérir Gibraltar et Minorque et à s'affranchir de ces restrictions à son monopole du commerce avec les colonies espagnoles d'Amérique qui avaient été stipulées au profit des Anglais, par le traité d'Utrecht. La France ne stipulait rien pour elle, à l'exception de la reprise des vallées d'Exiles et de Fenestrelle abandonnées au roi de Sardaigne en 1713. Pour la guerre d'Italie, la France s'engageait à mettre 35 bataillons et 30 escadrons, et de l'artillerie de campagne et de siège, à la disposition de l'infant, à qui l'Espagne fournirait 48 bataillons et 38 escadrons. Toutefois, le temps de l'entrée en guerre contre l'Angleterre, pour la France, n'était pas fixé. Ce traité conclu dans un moment de dépression et d'irritation de la Cour de Versailles, à la suite de nos revers en Allemagne, et comme riposte au traité de Worms, sera critiqué avec violence par le marquis d'Argenson devenu ministre des affaires étrangères, dans sa dépêche du 9 février 1746 à

notre ambassadeur à Madrid. Pour lui ces « engagements ruineux » et sans contre-partie n'auront aucune valeur morale. L'Espagne, au contraire, entendra bien en recueillir tous les avantages quoi qu'il en pût coûter à la France, sans d'ailleurs se conformer pour son propre compte à ses obligations militaires ¹ !

Les premiers effets de cette alliance se manifestèrent par la constitution d'une armée française évidemment destinée à faire campagne en Italie aux côtés de l'armée espagnole. Cette armée, dont le commandement venait d'être donné au prince de Conti, se concentrait près d'Antibes et devait comprendre plus de trente mille hommes. Elle annonçait un grand effort. Ce grand effort qui devait se développer au cours de l'année suivante, en 1744, fut précédé par une courte et malheureuse expédition contre le roi de Sardaigne en octobre 1743. Dès que Louis XV se fut laissé entraîner à se ranger de fait à côté de l'Espagne en qualité d'auxiliaire, dans l'été de 1743, et à lui donner en cette qualité 14 bataillons, l'Espagne se hâta d'improviser une action de guerre contre le roi de Sardaigne pour attester et renforcer cette solidarité franco-espagnole. Cette action prévue d'abord avec Briançon pour base et le siège d'Exilles comme objectif, fut retardée par les perspectives d'accord entre Turin et Madrid, puis tout accord ayant été rendu impossible à la suite du traité de Worms, reprise en direction de Château-Dauphin et de Saluces. Mais les Piémontais retranchés sur une ligne allant du mont Viso à Pierre longue firent bonne contenance. On n'avait rien préparé comme subsistance, on était déjà en octobre et la neige pouvait à tout instant rendre tous les chemins impraticables. La cour de Madrid renonça à l'entreprise. Il était déjà trop tard pour cette décision : la retraite se fit dans des tourmentes de neige dans le plus grand désordre, avec perte d'hommes par pieds gelés, de bagages et de canons ; surtout douze pièces de canon prêtées par la France à l'Espagne et que l'officier d'artillerie espagnol « soit par mauvaise volonté ou incapacité », dit Bourcet, qui était de l'expédition, fit détruire, ne pensant

1. Sur ce traité de Fontainebleau, voir Baudrillart, *Philippe V et la Cour de France*, t. V, l. I, ch. ix.

pas pouvoir les ramener. Bourcet qui, alors ingénieur en chef à Mont-Dauphin, avait été mis à la disposition du général espagnol, le marquis de la Mina, avait participé à tous les conseils et cherché à diminuer le dommage d'une entreprise qu'il jugeait condamnée d'avance, à sa date et si peu préparée, et où il ne voulut voir que « le seul objet d'engager les troupes de France à un acte d'hostilité contre le roi de Sardaigne afin de s'assurer de leur concours dans les opérations de la campagne suivante ».

Et, ajoute-t-il, effectivement, le roi qui avait accordé avec beaucoup de peine les quatorze bataillons en donna quarante la campagne suivante et quatre-vingts dans la suite.

(*Principes*, exemple VIII, Affaire de la Chenal, 1743.)

Tandis que la coopération franco-espagnole s'annonçait ainsi dans les Alpes avec éclat — si fâcheux qu'en fût le début — les escadres française et espagnole étaient en pleine ferveur de préparatifs à Toulon. L'escadre de Brest se préparait de son côté ; et trois cents grosses chaloupes de transport se réunissaient à Dunkerque. Ce n'était pas sans raison que l'ambassade anglaise de Paris manifestait la plus grande nervosité. Tout annonçait la rupture ouverte prochaine entre la France et l'Angleterre. On était en février 1744. Le 22, alors que les deux pays étaient encore en paix, officiellement, ils se heurtaient sur mer, en Méditerranée, au large du cap Sicié. A Dettingen, Français et Anglais s'étaient déjà livré bataille, en pleine paix, les premiers à titre d'auxiliaires de l'empereur, les autres à titre d'auxiliaires de la reine de Hongrie et d'ailleurs sous l'étiquette hanovrienne. Cette fois, on ne voyait même pas à quel titre une escadre française allait se trouver aux prises avec une escadre anglaise ! L'escadre espagnole de Don José Navarro avait reçu ordre de son gouvernement de sortir enfin de Toulon, sans doute pour couvrir du côté de la mer les opérations qui allaient être entreprises contre Nice et Villefranche par l'armée hispano-française rassemblée sur la rive droite du Var. En vertu de l'alliance signée au traité de Fontainebleau en octobre précédent, l'escadre française de l'amiral Court de La Bruyère avait ordre de l'escorter, et, si elle était attaquée, de la soutenir, ce qui était évidemment

irrégulier, la France n'étant pas en guerre avec l'Angleterre ! Les dépêches de Doria du 2 et du 9 mars donnent d'intéressants détails sur cette rencontre, inévitable, et dont on attendait le résultat avec autant d'anxiété à Gênes qu'à Madrid, à Londres et à Paris ! Car il s'agissait de savoir si les Anglais demeureraient ou non les maîtres de la Méditerranée, et par conséquent si Gênes pouvait sans risque de destruction ou de quasi-destruction immédiate, adopter une attitude de résistance ouverte au traité de Worms. Après plusieurs longs jours d'incertitude le bruit se répandit à Paris que les deux escadres française et espagnole avaient remporté sur la flotte anglaise une « pleine victoire ».

Puis nouvelle suite de jours sans nouvelles précises : ni les Anglais, ni les Espagnols, ni les Français n'avaient été pressés de donner des nouvelles, et la vérité, en effet, était que personne n'avait lieu d'être content ! Le 22 février, dans la matinée, l'amiral Matthews avait donc vu sortir de Toulon l'escadre franco-espagnole : il avait vingt-neuf vaisseaux portant 2.144 canons. Novarro en avait douze et Court de La Bruyère quinze, portant ensemble 1.734 canons. Les Français étaient à l'avant-garde. L'escadre anglaise se présenta à eux sous bannière blanche en soulignant son intention pacifique, au regard des Français, d'un coup de canon à blanc. Mais de Court ayant achevé de défilé, l'amiral anglais, profitant de l'avantage du vent qui lui assurait une manœuvre agressive rapide, s'était rabattu sur l'escadre espagnole trop éloignée et l'avait aussitôt attaquée. Le vaisseau amiral espagnol entouré de cinq vaisseaux britanniques s'était battu héroïquement pendant cinq heures, coulant un de ses adversaires, vaisseau à trois ponts, et un brûlot, en démâtant un second de 70 canons, et contraignant un troisième, le vaisseau amiral anglais lui-même, à se retirer du combat. Les autres vaisseaux espagnols avaient fait également bonne défense, mais toute une partie de la flotte anglaise, sous le contre-amiral Lestock, n'avait pas rejoint, pour des raisons techniques qui étaient probablement des prétextes, Lestock étant en très mauvais termes avec son chef ! D'autre part, l'escadre française, voyant la bataille engagée, avait pu revenir, et s'engageant à son tour elle avait contraint l'amiral Matthews à la retraite et sauvé l'escadre

espagnole d'une destruction certaine. La bataille qui avait duré fort avant dans la nuit du 22 s'était mollement prolongée dans la journée du 23. Les Espagnols très maltraités, ayant perdu un navire, et en ayant quatre ou cinq hors d'état de servir, s'étaient dirigés sur Carthagène, les Français les avaient suivis et s'étaient retirés à Alicante. Les Anglais ayant fort souffert également étaient allés panser leurs plaies à Port-Mahon. A Londres, on se répandit en imprécations contre l'amiral Matthews, qu'on jugea avoir été battu et qui fut disgracié. Son lieutenant Lestock passa en jugement, mais ses amis politiques réussirent à le faire acquitter. A Versailles, ce fut un *tolle* général contre de Court, que l'on accusa d'impéritie et de mollesse, et le roi le disgracia. A Madrid, on acclama Novarro qui avait si vaillamment, dans dix heures d'un combat inégal, soutenu avec ses capitaines l'honneur militaire de l'Espagne. Mais on y fut grandement irrité contre de Court : à Madrid comme à Versailles, on semblait oublier que si l'amiral français avait eu une attitude hésitante, c'était sans doute que sa situation était fausse, en droit international, puisqu'il n'avait pas le droit, au fond, de tirer un seul coup de canon et de s'interposer en belligérant entre les deux seules escadres qui eussent le droit de se battre : l'anglaise et l'espagnole ¹ !

1. Ce résumé de la bataille de Toulon, — appelée aussi bataille d'Hyères, — d'après les dépêches de Doria, qui n'a connu, plus ou moins bien, que les rapports français et espagnols, et d'après J. Tramond. *Manuel d'histoire maritime de la France* (Paris, 1916), pp. 384-385. J'utilise en outre C. R. L. Fletcher, *An introductory History of England*, vol. III, p. 180, qui souligne l'opinion générale en Angleterre que Matthews fut battu, la confusion des ordres de l'amiral anglais, la mauvaise volonté délibérée de Lestock et le caractère indécis de la bataille. — Leadham, *Political History of England*, IX, ch. xxiii, dit de cette bataille qu'elle est restée tristement fameuse dans les annales de la marine anglaise comme preuve des habitudes d'indiscipline qui avaient corrompu cette marine au cours d'une longue paix : onze des capitaines de vaisseau anglais, sur les 29, passèrent en conseil de guerre et deux seulement furent acquittés ! Si Lestock fut acquitté, ce fut parce qu'il réussit à prouver que les ordres de l'amiral Matthews étaient absolument contradictoires !! Matthews fut rayé des cadres pour avoir battu en retraite devant un ennemi inférieur en nombre. Deux officiers avaient sauvé l'honneur militaire anglais : Hawkes, qui désobéit formellement à Lestock, prit part au combat et captura le seul navire espagnol qui fut pris ; Cornewall, qui, commandant le *Malborough*, et abandonné par son chef,

Quant à Gênes, spectatrice très intéressée de cette bataille, dont elle espérait la possibilité de se prononcer ouvertement et de s'engager aux côtés de l'Espagne et de la France sans avoir à redouter, au moins pour quelque temps, les trois mille canons de l'escadre anglaise, elle avait suivi ce duel avec une attention passionnée pour essayer d'en entrevoir les résultats. L'impression dominante fut d'abord tout à fait favorable aux Français et aux Espagnols :

Du Pont écrit à Maurepas, le 7 mars, qu'on ne sait rien encore de précis sur la bataille mais, dit-il, « ce qui me console, c'est que les histoires qu'on débite au sujet sont toutes à notre avantage ». Coutlet, dans sa lettre du 8 mars à Amelot, est même lyrique :

La défaite des escadres anglaises chassées des isles d'Hieres avec tant de valeur est un événement des plus glorieux qui ne peut manquer de jeter la terreur parmy les ennemis de Sa Majesté.

Mais le 15 mars, sur les nouvelles venues d'Espagne, il baisse le ton et constate que les Espagnols se plaignent « amèrement » d'avoir été mal soutenus par les Français, ce qui n'empêche pas que les Anglais de Gênes sont toujours « dans quelque sorte de consternation ».

Mais même les lettres qu'on reçoit à Gênes de la légation génoise à Madrid ne diminuent pas sensiblement le succès de prestige de la France. Tout en soulignant comme de juste la vaillance des Espagnols et leurs pertes dans une lutte inégale,

s'obstina à combattre et périt. Le Parlement lui fit élever un mausolée à Westminster.

A Paris, sinon à Versailles. on semble avoir été enclin à l'indulgence pour de Court, si l'on en juge par ces extraits du *Journal* de Barbier :

M. de Court, lieutenant général de la flotte de Toulon, est revenu ici disgracié ; il est, dit-on, exilé à sa terre de Gournay, près Paris, qu'il aimait tant et dont il aurait mieux fait de ne pas sortir à l'âge de quatre-vingts ans, et après plus de vingt ans de repos.

(*Journal* de Barbier, mai 1744.)

En juillet, le *Journal* de Barbier explique ainsi le peu d'énergie montrée par de Court dans cette affaire :

M. le Comte de Maurepas arriva ici le 4 de sa tournée dans les ports de Provence. On a dit qu'il a trouvé la marine en très mauvais ordre, surtout pour la construction des vaisseaux, où l'on a employé de très mauvais bois qui est en danger d'éclater et de se fendre si on tirait de suite les bordées de canon. On dit, à présent, que c'est la raison qui a empêché M. de Court de faire donner sa flotte comme il aurait voulu dans l'action contre Matthews.

ces lettres expriment nettement l'idée que l'irritation de l'opinion publique à Madrid contre l'amiral français est excessive, car après tout il est arrivé dès qu'il a pu à la rescousse, a repris aux Anglais le vaisseau espagnol qu'ils avaient capturé, et a pris dans la nuit une position telle que l'escadre anglaise, malgré sa supériorité numérique, et l'avantage du vent, n'a pas osé le lendemain recommencer le combat ¹.

Et Doria ne réagit pas moins contre l'excessive sévérité de Versailles : après tout, l'amiral français, dit-il, a sauvé les Espagnols de la destruction, et c'était à cela que se limitait nécessairement sa mission de non-belligérant engagé malgré lui dans la bataille.

Cette sérénité bienveillante de l'opinion génoise mérite évidemment d'être soulignée. L'effet de prestige de la bataille était donc, aux yeux des Génois, au profit des alliés et par suite en faveur de l'intervention à leurs côtés. Il fallut bien cependant, un peu plus tard, se rendre à l'évidence lorsqu'on apprit le retour de l'escadre anglaise sur les côtes de Provence. La mer n'était pas encore libre. L'entrée en guerre demeurerait fort dangereuse !

Du moins, la situation politique allait y gagner en netteté. La France allait s'engager ouvertement et à fond. Après une telle bataille, la fiction de la paix entre la France et l'Angleterre devenait une bouffonnerie inadmissible et pernicieuse. Le 15 mars 1744, la France déclarait la guerre au roi d'Angleterre électeur de Hanovre, en la fondant ² sur l'intervention

1. Dépêches de Girolamo Grimaldi, chef de la légation génoise, Madrid, 3, 10 et 17 mars 1743, et de G. O. Bustanzo, secrétaire, 7 mars. Archives de Gênes, Lettere ministri Spagna, n. g. 2474, mazzo 65.

2. *Not unreasonably*, dit Leadham., *The Political History of England*, IX, 1702-1760, ch. xxiii (Longmans Green, 1909). Pour en juger ainsi, il doit évidemment penser surtout à la guerre d'Allemagne et à cette guerre comme déterminée, avant tout, au regard de la France, par la question *Empire*, ce qui s'accorde avec mes propres vues de la question. Mais la Pragmatique était, par contrecoup, mise en question et on peut dire que Georges II ayant garanti la Pragmatique avait bien le droit de la défendre, et d'autre part l'escadre anglaise de la Méditerranée avait bien le droit de bloquer Toulon puisque la flotte espagnole, belligérante, s'y était réfugiée et s'y équipait avec l'aide de la France. Dans sa contre-déclaration du 29 mars, le gouvernement anglais invoquera la violation de la Pragmatique — mais elle n'était que le résultat de l'attitude prise par Marie-Thérèse dans

anglo-hanovrienne dans la guerre d'Allemagne et sur le blocus de Toulon. Barbier observe dans son *Journal* que le manifeste qui accompagne la déclaration de guerre, sépare « avec affectation » le roi d'Angleterre de la nation anglaise. La France, se bornant à contenir les Autrichiens sur le Rhin, allait concentrer la majeure partie de ses forces en Flandre pour marcher aux Anglais, Hanovriens et Hollandais. Cette grande armée française, commandée par le maréchal de Saxe, allait avoir l'honneur de combattre sous les yeux du roi. Le bruit courait que le roi de Prusse allait de nouveau entrer en ligne contre l'Autriche. Et ce qui était certain c'est que l'armée hispano-française franchissait enfin le Var aux premiers jours d'avril, entra à Nice, battait l'armée piémontaise le 16 avril, en lui faisant trois mille prisonniers, et s'établissait fortement à Villefranche et à la Turbie. Les Piémontais se voyaient contraints, en grande partie, de gagner par mer leur enclave d'Oneglia sur la côte ligure ¹. En somme, le contact était enfin établi par terre entre les Franco-Espagnols et les Génois. Malheureusement, l'escadre franco-espagnole revenue

la question Empire —, l'aide donnée par la France à l'Espagne, la construction de nouveaux ouvrages à Dunkerque, malgré les stipulations du traité d'Utrecht, et enfin la tentative d'invasion de l'Angleterre pour y rétablir les Stuarts, tentative qui venait de se faire quelques jours avant la bataille de Toulon, et qu'une tempête, secondant la flotte anglaise de l'amiral Norris, avait fait misérablement échouer.

1. Sur l'attaque victorieuse des retranchements piémontais de Montalban, voir Bourcet, *op. cit.*, exemple VII. Le roi de Sardaigne avait 26 bataillons dans le comté de Nice, sous le commandement du marquis de Suze, son frère naturel. Douze de ces bataillons, en camp volant à un quart de lieue, inquiétés sur leur communication avec le Piémont, battirent précipitamment en retraite sur Sospel. L'attaque des positions piémontaises fut déclenchée le 16 avril à 3 h. du matin. Une fausse attaque sur le col de Villefranche eut un succès inespéré et aboutit, par un effet de surprise, à la capture des réserves ennemies, le marquis de Suze compris ! Mais tout ensuite marcha fort mal : confusion d'ordres, impossibilité de déboucher en plein jour vis-à-vis de retranchements formidables, panique soudaine. Il fallut revenir au point de départ et recevoir le feu de batteries dont l'ennemi s'était emparé ! Cependant, comme les Espagnols étaient restés maîtres du mont Lens, où on pouvait installer une batterie contre laquelle rien n'eût tenu, les Piémontais se décidèrent à la retraite et s'embarquèrent la nuit à Villefranche d'où ils passèrent dans leur enclave d'Oneglia. Quelques heures de bombardement eurent raison de quelques détachements laissés à Montalban et à Villefranche.

d'Espagne, ses plaies plus ou moins bien pansées, revenait à ce moment à Toulon et l'escadre anglaise y revenait aussi pour reprendre son blocus ! Et ce blocus de Toulon ne l'empêchait pas — bien au contraire — d'avoir l'œil sur Gênes pour l'empêcher de se joindre aux Franco-Espagnols qui s'avançaient en ce moment dans le comté génois de Vintimille. Le Sénat se voyait averti par lui, et d'un ton péremptoire, que s'il faisait le moindre mouvement dans ce sens, et même s'il ne se mettait pas promptement aux ordres de Londres, toute la côte ligure serait mise à feu et à sang et la capitale génoise elle-même bombardée ! Et pour l'instant, le Sénat ne pouvait songer à passer outre à de pareilles menaces !

Tout ce qu'on pouvait faire pour l'instant, puisque le sort de la guerre allait vraisemblablement se décider en Flandre, c'était de gagner du temps et d'essayer de prévoir pour qui la balance allait pencher. Puisque le roi de France allait prendre le commandement de sa grande armée du Nord, Doria jugea qu'il convenait de demander l'autorisation de le suivre, comme le faisaient d'ailleurs tous les autres membres du corps diplomatique. Le roi partit aux premiers jours de mai. Avant de quitter Versailles, il avait fait procéder à quelques régularisations : d'abord à une déclaration de guerre en forme à la reine de Hongrie, ce qui le faisait sortir de sa position fausse d'auxiliaire d'un empereur politiquement devenu inexistant — et d'ailleurs sur le point de mourir ¹ — en face d'une adversaire devenue irréconciliable et

1. Depuis longtemps on annonce qu'il va mourir ou qu'il est mort. Il court à Gênes un sonnet, curieux et féroce, sur ce thème et notre légation le fait passer à Versailles, comme document d'opinion publique, en juin 1743. J'en détache ces vers :

Titre : SE L'IMPERATORE SIA VIVO O MORTO.

*Chi vuol la pace lo vorrebbe morto,
E chi vuol guerra lo vorrebbe vivo,
Fra tanto, non si sa se vivo o morto.
Morto però convien che sia, che vivo
Non parre mai, da che fù eletto, e morto
Sempre creduto fù, quantunque vivo.*

(*L'Empereur est-il vivant ou mort ? — Qui veut la paix le voudrait mort — Et qui veut la guerre, vivant ; — Entre temps on ne sait s'il est vivant ou mort, — Mais il doit être mort car vivant — Il ne parut jamais du jour qu'il fut élu, et mort — on le crut toujours, quoique vivant.*)

qui s'apprêtait à l'invasion de la France. Toutefois, par des ménagements qui inquiétaient Doria, l'état de guerre officiel continuait à ne pas exister avec le roi de Sardaigne !! Il est vrai que ce n'était que pour le compte de l'Espagne que l'armée franco-espagnole venait de s'emparer du comté de Nice ! Paris et Turin s'étaient bornés à rappeler respectivement leurs ambassadeurs, mais un accord entre eux restait toujours possible et Gênes pourrait bien en faire, pour une bonne part, les frais ! Toutes ces fictions, tous ces atermoiements nous paraissent bien étranges ! On les retrouve partout. Malgré la déclaration de guerre de la France à l'Angleterre le 15 mars et de l'Angleterre à la France le 29, l'ambassadeur d'Angleterre à Paris était encore en France fin avril ! Il s'était borné à se retirer à la campagne !!! Il fallut le faire sommer par le sous-introducteur des ambassadeurs d'avoir à regagner son pays, attendu qu'on lui avait donné amplement le temps de faire dans ce but ses préparatifs ! Il s'y décida enfin ! Toutefois, le roi impatienté de la façon dont étaient réglées ses relations étrangères, disgracia Amelot qui en était chargé. Il le fit réveiller en pleine nuit pour le prier de donner sa démission, et à titre de consolation lui octroya une retraite de 32.000 livres, dont 12.000 reversibles à sa femme et à ses enfants. Courtoisie diplomatique à part, Amelot — au dire de la plupart du moins — s'était évidemment montré insuffisant dans ce poste ¹ ! Et il est certain qu'à suivre son action à travers les dépêches des envoyés génois et ses simples accusés de réception à la légation française de Gênes, on ne voit

1. C'est l'opinion courante à Paris si l'on en juge par le témoignage du *Journal* de Barbier. Toutefois, Barbier s'étonne qu'on ait pris tant de temps pour s'en apercevoir, d'abord, et ensuite qu'on choisisse pour le renvoyer « le moment où l'on a la guerre de tous côtés », et « lorsque le conseil d'Etat va être partagé par l'absence du roi » (Barbier, *Journal*, mai 1744). Un peu plus loin, il explique cette disgrâce par une dissimulation, qu'on venait de découvrir, de certaines dépêches du roi de Prusse : Amelot, pour faire plaisir à Fleury, n'en aurait pas parlé au roi, qui le découvrit par la suite. Et Barbier d'observer : « Une pareille aventure vérifiée empêchera dorénavant chaque ministre d'avoir ces déférences pour un ministre supérieur. » Lodge se fait l'écho de ces bruits mais semble y ajouter (sans fournir des preuves) lorsqu'il écrit : *Amelot... had been got rid of in april 1744, largely, it is said, because Frederick refused to deal with him* (Studies, p. 87.)

pas qu'il ait jamais montré de l'initiative. Au fond, il suivait, en y mettant des formes, les conseils que lui donnait d'un ton despotique son protecteur Maurepas. Et cette chute semblait indiquer que le crédit de Maurepas était en baisse. Gênes n'aurait rien à y perdre !! Doria, dans sa dernière entrevue avec lui, avait dû le rappeler au respect qu'il devait à la République et s'était plaint ouvertement de ses procédés aux autres ministres ¹. Sans doute pensait-on au conseil que la brutalité n'était pas le meilleur moyen d'attirer la République dans l'alliance, alliance que l'on souhaitait mais sans trop vouloir le montrer !

Pour en revenir à Amelot, son portefeuille demeura pour quelque temps sans titulaire. Le comte d'Argenson, ministre de la guerre, devait assurer l'intérim ².

Le roi décida enfin le mariage du dauphin avec l'infante d'Espagne. Le duc de Richelieu irait la demander à Madrid. L'alliance des deux cours atteignait ainsi, par un double ma-

1. Il en rend compte dans sa lettre du 20 avril 1744. Il s'agissait des mille points de friction entre la France et Gênes : règlements nouveaux pour le port de Gênes, poste française de Gênes, taxation des étrangers à Gênes, etc., mais aussi de l'attitude passive de Gênes devant l'attentat de Worms. Doria se défendait comme il pouvait. Il réplique à Maurepas :

... che se negava fede alle mie rimostranze era superfluo ed inutile ch' io trattassi con lui e che lo pregava a non dimenticarsi del riguardo che doveva alla mia Repubblica. Rispose egli che non ne meritava essa alcuno se non cambiava contegno... che avea molti riscontri della tranquillità con cui W. SS. Ser^{me} si rasseguavano al destino del Trattato di Worms.

On reconnaît dans cette imputation de lâcheté résignée ce que nous avons cité plus haut des dépêches de Dupont. Doria réplique qu'on calomniait la République, que non seulement elle protestait, mais encore qu'elle s'apprêtait à résister par les armes à son démembrement, ce qui était vrai.

2. Zevort, dans son étude sur « le marquis d'Argenson et le ministère des Affaires étrangères du 18 novembre 1744 au 10 janvier 1747 » (Paris, 1880), précise ainsi dans son chapitre 1 le fonctionnement du ministère de nos affaires étrangères du 28 avril au 18 novembre 1744, c'est-à-dire du renvoi d'Amelot à la nomination du marquis d'Argenson :

... pas de ministre..., le comte d'Argenson, secrétaire d'Etat à la guerre, le maréchal de Noailles, ministre d'Etat et le premier commis Du Theil, se partagèrent la direction de la politique extérieure. Le roi qui s'était fait suivre par du Theil en Flandre recevait toutes les dépêches et les renvoyait au maréchal de Noailles ; celui-ci, qui commandait l'armée d'Allemagne, indiquait brièvement la réponse à faire, que Du Theil rédigeait d'après cette instruction sommaire ; tout ce qui exigeait la signature d'un secrétaire d'Etat était expédié par le Comte d'Argenson.

C'était tomber de la médiocrité dans le chaos !

riage et par un traité en règle, scellé par la camaraderie des champs de bataille sur terre et sur mer, son maximum d'intimité.

Tout étant ainsi réglé, le roi de France put partir pour l'armée de Flandre, dans la première semaine de mai (1744). Il avait donné aux ministres des États du 1^{er} et 2^e ordres — Gênes comprise — l'autorisation de le suivre, en leur assignant des logements. Doria fit donc ses préparatifs de départ. Mais, entre temps, il note que, le 17 mai, parmi d'autres manifestations de joie publique, on chanta un *Te Deum* à Notre-Dame pour la conquête du comté de Nice ¹. Tout Paris à cette occasion s'était illuminé. Doria illumina aussi comme tous ses collègues du corps diplomatique. Le 9 juin, il partait enfin pour Arras. Il avait été retardé, entre autres choses, par le règlement du solde dû par la République de Gênes à la France pour les frais d'entretien des troupes françaises en Corse. Cette affaire était enfin réglée, liquidée, et l'envoyé génois avait pu déclarer au contrôleur général des finances, en recevant sa quittance définitive, *que la République de Gênes ne devait plus au roi de France qu'une ineffaçable reconnaissance* ².

Après avoir roulé deux jours sans arrêt, il arrivait à Arras, résidence provisoirement assignée aux ministres étrangers. Il insiste, comme toujours, complaisamment, sur les honneurs et les égards dont il est l'objet. Le roi autorisa bientôt les ministres étrangers à prendre quartiers à Lille. C'est qu'en effet la campagne avait été commencée sans tarder et avec

1. Sur ce *Te Deum* nous trouvons dans le *Journal* de Barbier au 16 mai 1744 les judicieuses réflexions suivantes :

... Il y a eu aussi ordonnance du Roi affichée pour faire des feux de joie dans les rues, ce qui a été exécuté avec zèle par tous les bourgeois de Paris, malgré la pluie qu'il faisait le soir. Ce *Te Deum* de notre part est singulier, d'autant que nous n'avons point de guerre déclarée avec le Roi de Sardaigne et que nous ne sommes que troupes auxiliaires d'Espagne. Quand le comte de Saxe a pris la ville d'Egra, il y a deux ans, comme troupes auxiliaires de l'Empereur, on n'a point chanté ici de *Te Deum*. Cette différence viendrait-elle de ce que l'armée d'Espagne, en Italie, est commandée par le gendre du Roi, et nos troupes par un prince du sang ?

2. *Mi portai avanti' ieri dal Sig Controleur generale per segnargli che detto affare restava terminato, che restavano con ciò saldati tutti i Conti fra questa Corte e VV. SS. S^{me} per gli affari di Corsica e che altro VV. SS. Ser^{mo} non dovevano al Re che una indelebile riconoscenza.*

(F. Doria au Sénat de Gênes, Paris, 8 juin 1744. Arch. de Gênes, lettere Ministri Francia, n. g. 2224, mazzo 48.)

vigueur. Cette grande armée de 108 bataillons, 170 escadrons, — soit plus de cent mille hommes — avec plus de deux cents canons ou mortiers, — *une des plus magnifiques qu'on eût jamais vues*, disait Doria — renversait devant elle tous les obstacles. Le premier avait été Menin : le roi en personne avait ouvert la tranchée, restant au milieu de ses soldats jusqu'à 1 heure et demie du matin. Quelques jours après, la place avait capitulé, la garnison sortant avec les honneurs de la guerre. Dès le 6, on avait commencé l'investissement d'Ypres. Les ministres étrangers s'étaient donc transportés à Lille. Doria y eut un incident qu'il raconte dans sa lettre du 20 juin, et qui mérite d'être rapporté : dans l'une des maisons qui lui avaient été assignées comme logement, pour lui et sa suite, et précisément celle où il devait loger personnellement, il fut si fraîchement accueilli qu'il alla de lui-même loger ailleurs, et moins bien. Il n'avait pas voulu se plaindre, mais l'incident étant venu aux oreilles du roi, celui-ci fit immédiatement arrêter le propriétaire et le fit incarcérer à la citadelle. De plus, six soldats du régiment des Suisses furent cantonnés chez le logeur récalcitrant avec permission de s'y installer à l'aise ! Doria fit aussitôt une démarche auprès du duc de Boufflers, gouverneur de Lille, pour obtenir la grâce du coupable. On la lui refusa parce qu'il fallait, dit le duc, une bonne leçon. Doria renouvela ses instances : on en référa au roi, qui y consentit. Doria se vit assigner un autre logement, un des plus beaux de la ville.

Des nouvelles importantes arrivaient au même moment de l'armée d'Italie, sous forme de dépêches du prince de Conti au comte d'Argenson, et de l'infant Don Philippe à l'ambassadeur d'Espagne : Les Espagnols, passant sur les terres génoises, avaient poursuivi les troupes sardes en retraite jusqu'à l'enclave piémontaise d'Oneglia, dont ils s'étaient emparés. L'infant en faisait donner avis à l'ambassadeur d'Espagne près le roi de France par cette dépêche datée de Nice le 8 juin 1744 :

Le marquis de la Mina, parti d'icy le 3 de ce mois pour aller disposer l'attaque d'Oneglia, écrit qu'à la vue de son avant garde les dix Bataillons, et une compagnie de dragons à pied, qui étaient dans la ville s'étoient retirés, les uns ayant gagnées les hauteurs et les

autres s'étant embarqués. Ils ont abandonnées sept pièces de canon, quelques équipages, vivres, munitions et deux magasins de fourrages.

Les vaisseaux anglais qui étoient dans la Rade ont fait un grand feu mais sans autre effet que d'avoir tué un fusilier de montagne. On ajoute que nous sommes en possession de l'Oneille et de Loano¹.

Coutlet rend compte des mêmes événements dans sa lettre du 18 juin. Il ajoute que la Mina est à Oneglia avec 18 bataillons et fait réparer les chemins. La République va envoyer une députation de six gentilshommes à l'infant, dont l'arrivée à Oneglia est imminente. On voit que Gênes, quoique neutre, ne craint plus de se compromettre avec l'Espagne : au reste, les négociations pour l'alliance viennent de commencer à Madrid.

Le Sénat se décidait enfin à entrer dans la voie de l'alliance ! Mais avec quelles précautions encore ! Il n'en donnait même pas encore avis à Doria, qui pendant quelque temps, tenu à cet égard dans l'obscurité la plus complète — mais il était habitué au procédé ! — n'allait pas savoir comment accueillir les allusions et demi-confidences de son collègue espagnol ou des ministres français.

Tout, en effet, cette fois, se passe à Madrid. Deux raisons pour cela : c'est l'Espagne qui est partie principale dans la guerre d'Italie, la France n'y figure, officiellement, que comme son auxiliaire et ne prétend rien pour elle. D'autre part, on affecte à Versailles d'être indifférent à l'alliance génoise et d'y voir une affaire purement hispano-génoise. En réalité, Versailles suivra l'affaire de près, par l'intermédiaire de Vauréal, notre ambassadeur auprès de Philippe V. Le ministre français et le ministre espagnol à Gênes seront tenus complètement en dehors de la négociation. Notre ministre à Gênes a beau savoir qu'en principe il ne doit se mêler de rien, cette fois du moins il espérait bien avoir un rôle à jouer ! D'autant plus qu'à son passage à Nice, au quartier général franco-espagnol, comme il rentrait à son poste, il avait vu le prince de Conti, qui l'avait en quelque sorte chargé de négocier un traité

1. Cette lettre est annexée, en copie, à la dépêche de Doria, datée de Lille le 20 juin 1744.

d'alliance avec la République. En quoi le prince de Conti avait dépassé ses propres pouvoirs et s'était fait illusion sur le rôle que pouvait jouer notre ministre à Gênes en l'occurrence. Jonville rentré à Gênes ne tarda pas à s'apercevoir que, même dans cette affaire, tout se passerait en dehors de lui, et un mois après il se voyait contraint d'écrire au prince de Conti cette lettre amère :

Comme je ne puis traiter icy les affaires qu'avec le Secrétaire d'Etat, lequel n'a pas la permission du gouvernement de s'ouvrir sur quoi que ce soit, et qu'il est obligé de se restreindre dans les propres termes dont on luy a ordonné de se servir lorsqu'il a quelque réponse à me donner, que d'ailleurs il n'est jamais autorisé à me donner part de la moindre chose qui arrive icy, quelque publique qu'elle puisse être, et que les Nobles soit par leurs loix, soit par leur usage evitent de faire société avec moy j'ay peu d'occasions de parler d'affaires avec ce gouvernement.

(12 juillet 1744.)

Il n'est même pas invité au banquet qui suit le couronnement du doge, et auquel les étrangers de marque sont invités, « pour éviter la discussion de la place ». Aussi le 20 juillet, supplie-t-il, une fois de plus, qu'on l'envoie ailleurs !

Pendant que commençait donc à Madrid cette longue et délicate négociation, les opérations militaires franco-espagnoles se développaient en Italie. Dès le début les conceptions françaises et espagnoles se heurtaient. Le prince de Conti voulait qu'on entrât aussitôt en Piémont par le col de Tende et qu'on fit le siège de Coni. Mais le marquis de la Mina, qui commandait sous l'infant, voulait qu'on traversât dans toute sa longueur l'Etat de Gênes pour s'emparer de Plaisance ! Madrid était en possession des deux plans et déciderait, précisément en tenant compte de l'état de la négociation amorcée avec la République. Or Gênes semblait devoir être rasurée par le cours de la guerre dans le Nord, théâtre des grandes décisions. En Flandre, en effet, Ypres, malgré une énergique défense, capitulait le 25 juin. Le prince de Hesse, qui commandait la garnison de 2.500 hommes, était autorisé à sortir avec les honneurs de la guerre. En témoignage d'estime, le roi de France lui rendait même 214 prisonniers faits pendant le siège. Ce succès était payé de quelques pertes fort

douloureuses jusque dans le haut état-major : la plus grave était celle du marquis de Beauveau, maréchal de camp, qui n'avait jamais quitté la tranchée et qui avait dit en expirant : « Le chemin couvert est pris : je meurs content. » La population d'Ypres avait accueilli le roi avec enthousiasme ; l'évêque lui avait prêté serment de fidélité et chanté le *Te Deum*. Les bourgmestres avaient présenté au roi les clefs de la ville. De là, on était passé au siège de Furnes. Doria notait que des marchandises hollandaises saisies avaient été restituées par ordre du roi : il ne faisait pas la guerre, disait-il, aux marchands des Pays-Bas mais aux troupes de la reine de Hongrie. Les troupes françaises qui rencontraient des troupes hollandaises avaient ordre de demander si elles étaient *républicaines ou auxiliaires* ; de les laisser passer dans le premier cas, de les attaquer dans le second.

La négociation Gênes-Madrid continuait. Le 4 juillet, Doria informait le Sénat qu'il croyait pouvoir assurer que le ministre de France à Gênes venait de recevoir des instructions à ce sujet, instructions qui lui prescrivaient de faciliter l'entente, d'y adhérer au besoin au nom de la France, même en qualité de partie contractante et en garantissant tout ce que l'Espagne croirait pouvoir promettre.

Sur ces entrefaites, Furnes, le 10 juillet, capitulait, de sorte qu'en 21 jours de tranchée ouverte toutes les places de la Barrière avaient été conquises. Sur le théâtre le plus éloigné des opérations, dans les monts albains, du côté des frontières du royaume de Naples, l'armée espagnole, renforcée par les Napolitains, arrêtait net la poursuite de l'armée autrichienne aux ordres du prince de Lobkovitz.

Tout allait donc pour le mieux lorsque, vers le milieu de juillet — 1744 — on reçut de l'armée du Rhin les plus mauvaises nouvelles : le prince Charles avait fini par réussir à franchir le fleuve, et après une série de combats acharnés autour de Wissembourg et sur les lignes de la Lauter, le maréchal de Coigny avait dû battre en retraite sur Haguenau. Un corps de 1.800 Français avait dû capituler, toutefois avec le droit de rentrer en France sous engagement de ne pas servir pendant trois ans contre la reine de Hongrie. Le duc d'Harcourt venait de recevoir l'ordre d'aller au secours de Coigny et le maréchal

de Belle-Isle celui d'occuper les défilés de la Lorraine en utilisant une partie de la garnison de Metz. Le roi lui-même partait aussitôt pour Metz avec une partie de l'armée, de façon à avoir 80.000 hommes en Lorraine. Le reste de l'armée devait se joindre au comte de Saxe qui garderait ainsi 64 bataillons et 100 escadrons.

Les ministres étrangers avaient reçu le conseil de retourner à Paris, attendu l'incommodité du voyage de Flandre en Lorraine. Le roi leur assignerait ultérieurement des quartiers en Lorraine pour la durée de la campagne. Seul, l'envoyé de Prusse avait l'ordre de suivre le roi, ce qui confirmait tout le monde dans la croyance de la prochaine rentrée en scène de Frédéric. On ne se trompait pas : le 11 août, de Paris, Doria signalait l'entrée à l'improviste de l'armée prussienne en Bohême, avec 60.000 hommes, et en Moravie avec 25.000. Prague de nouveau était assiégée. On se serait cru revenu aux débuts de la guerre ! Que ce coup de théâtre fût du plus haut intérêt pour Gênes, c'est ce qu'il était facile de voir : la reine de Hongrie — écrivait aussitôt Doria — allait évidemment être contrainte, pour faire face en Bohême et pour défendre Vienne, de rappeler ses troupes d'Italie : le moment était donc venu pour la République de s'engager à fond, malgré la menace anglaise, en se donnant un but de guerre plus ample que la simple conservation du marquisat de Finale !

Ici les préoccupations patriotiques de l'envoyé génois font trêve, brusquement, pour faire place à l'émotion et à l'inquiétude universelles à l'annonce de la soudaine maladie du roi. Louis XV était resté deux jours consécutifs à cheval, inspectant sous un soleil torride les vastes fortifications de Metz, et cette imprudence le mettait aux portes de la mort. Le corps diplomatique se hâta vers la Lorraine. Doria partageait l'émotion générale, doublée d'anxiété pour la suite que prendraient les événements de la guerre si le roi mourait. Mais dès sa première dépêche de Metz, en date du 22 août, il put annoncer le guérison à la fois soudaine et complète :

On la regarde comme une résurrection, comme un miracle. Vos Seigneuries peuvent facilement s'imaginer l'allégresse universelle ! Sa Majesté, au cours de sa maladie, a donné les plus beaux témoignages de religion, de piété, de noblesse d'âme et d'une patience

sans exemple. Sa justice et son équité, sa bonté et sa douceur, sa pénétration d'esprit et sa prudence, enfin le fait qu'il a recommencé à prendre en mains personnellement la direction des affaires de l'Etat, promettent à la France un règne plus heureux et plus glorieux que celui de Louis XIV¹.

Cependant la négociation entre Gênes et Madrid n'avancait pas. Doria qui ne recevait pas d'instructions pour la seconder s'en rendait parfaitement compte et donnait raison implicitement aux griefs de la France dont il venait d'avoir connaissance par des indiscretions — évidemment voulues — de la duchesse de Modène : Gênes, disaient les ministres français, s'obstinait à ne pas parler clair : elle demeurait réticente sur tous les points essentiels : sa contribution éventuelle à l'alliance, au point de vue militaire en particulier, ses demandes dans l'hypothèse d'une paix dictée en commun. D'ailleurs elle limitait d'une façon excessive le pouvoir de traiter de ses envoyés. Elle oubliait trop que si son concours pouvait être utile à l'Espagne et à la France, il était loin d'être indispensable. La conclusion, c'est que, du côté français et espagnol, on revenait à l'indifférence et au mutisme. Doria notait en particulier que son collègue espagnol auprès du roi ne lui parlait plus de rien et gardait une attitude glaciale. Mais ces Messieurs, évidemment, en prenaient à leur aise avec les risques de Gênes du côté de la mer !... Du côté de la terre, l'armée franco-espagnole continuait ses progrès contre le roi de Sardaigne. Le prince de Conti venait de faire capituler Demont et la cavalerie franco-espagnole, forte de neuf à dix mille chevaux, venait d'entrer dans la plaine du Piémont. L'infant allait la renforcer et marcher droit au roi de Sardaigne, tandis que le prince de Conti ferait le siège de Coni. Sur le Rhin, le prince de Lorraine était refoulé et on allait commencer le siège de Fribourg. Au début de septembre,

1. *È riguardata una così pronta guarigione come una resurrezione e un miracolo. Ponno VV. SS. Ser^{me} facilmente immaginare l'universale allegrezza... S. M. nel decorso di sua malattia ha dati i più vivi contrasegni di religione, di pietà, di grandezza d'animo, e di pazienza senza paragone. La sua giustizia ed equità, la bontà e dolcezza sua, la sua penetrazione e prudenza non men che la cognizione che ha cominciato a prendere per se stesso degli affari promettono alla Francia un regno più felice e più glorioso di quello di Luigi XIV.*

(F. Doria au Sénat de Gênes, de Metz, 22 août 1744, Archives de Gênes, *ibid.*, 22224-48.)

Doria recevait enfin mandat d'agir avec décision en vue de l'alliance, mais on négligeait de le renseigner sur les offres et les demandes que faisait en ce moment à Madrid son collègue Grimaldi ! D'autre part, on était en ce moment assez irrité, parmi les ministres français, contre la faiblesse dont faisait preuve la République à l'égard des Anglais : des navires de commerce français qui s'étaient réfugiés à Diano avaient été saisis par eux, en violation du droit d'asile, sans la moindre tentative de résistance des autorités génoises. L'envoyé de France à Gênes tempêtait, demandait réparation immédiate aux frais de Gênes qui se ferait indemniser ensuite par le gouvernement anglais responsable de cette violation évidente du droit des gens ¹ ! Malgré ces fâcheuses circonstances — qui cependant ne portaient sur rien d'essentiel — Doria vit successivement les ministres. Le comte d'Argenson, toujours intérimaire des affaires étrangères, en attendant qu'on eût trouvé un successeur à Amelot, lui répondit que si Gênes voulait sérieusement l'alliance, avec toutes ses conséquences, il était personnellement décidé à pousser les choses vivement mais que, jusqu'à ce moment, Gênes s'était montrée si réticente et si circonspecte qu'il avait estimé, pour son propre compte, tout à fait inutile d'entrer en discussion. Doria lui

1. Sur cette affaire, les lettres du consul Coutlet aux échevins de Marseille, donnent les plus minutieux et les plus intéressants détails. Bien entendu, comme le ministre de France Jonville, il s'indigne de la passivité de Gênes, dont on ne peut obtenir ni qu'elle fasse respecter sa neutralité ni qu'elle indemnise ceux qui subissent des dommages du fait même de son inertie. Mais le gouvernement français n'entendait pas qu'au moment où il fallait ménager Gênes, pour complaire surtout au gouvernement espagnol qui voulait l'entraîner à l'alliance, on l'irritât par des notes trop sèches, ou même trop insistantes, à propos d'incidents de peu d'importance. Dès le 21 juin, le comte de Saint-Florentin écrivait de Versailles à du Pont, sur cette affaire, qu'il convenait d'accepter l'excuse de la République alléguant l'impuissance dans le cas en question. Il demandait seulement qu'on persuadât Gênes de faire une démarche auprès de l'amiral anglais pour obtenir la restitution des deux bâtiments pris contre les règles du droit des gens. Gênes, en effet, protesta à Londres. Mais Jonville rentré à Gênes sur ces entrefaites mit dans l'affaire un ton plus irrité, d'autant plus qu'il était froissé de constater que, dans ce cas, aussi bien que dans les autres, le gouvernement génois traitait à Paris, en affectant de l'ignorer !

(Cf. Jonville à Maurepas, 14 septembre 1744, Arch. des Aff. étr., Paris, *ibid.*, vol. CXVII.)

fit observer que dès la prise de Villefranche, c'est-à-dire dès que la communication avait été enfin établie entre la France et la République, son gouvernement n'avait pas perdu de temps à faire connaître ses bonnes dispositions pour les intérêts des deux couronnes, comme suite aux insinuations de Madrid, et à l'invitation de la cour de France d'y prêter l'oreille ; que tout était maintenant en état pour conclure et qu'il n'y manquait que l'adhésion du roi de France comme partie contractante et comme garant.

Le comte d'Argenson n'avait fait aucune objection et avait même promis de parler dans le sens désiré dans la séance du conseil où l'affaire serait examinée. Toutefois, il avait paru souhaiter quelque garantie que la République serait ferme et constante dans son nouveau dessein.

Doria avait vu ensuite le cardinal de Tencin qui lui avait tenu à peu près le même langage mais avec cette importante réserve que

Le roi n'ayant pas déclaré la guerre au roi de Sardaigne, il y avait lieu de craindre qu'il ne voulût pas contracter des engagements qui impliqueraient état de guerre ¹.

Mais si vous n'avez pas déclaré la guerre au roi de Sardaigne, s'était exclamé Doria, vous la lui faites cependant ! — Il est vrai, avait répondu le cardinal, mais seulement à titre d'auxiliaire de l'Espagne ².

Quant à Maurepas, son accueil avait été ironique et froid. Il avait observé « en grognant et en serrant les dents » que le Sénat

1. *Ma che non avendo il Re dichiarato la guerra al Re di Sardegna, apprendeva non potesse contrattare impegni che seco la portassero implicitamente.*

(F. Doria au Sénat de Gênes, Metz, 5 septembre 1744. Arch. de Gênes, *ibid.*)

2. Ce n'était pas tout à fait exact : la France agissait bien comme auxiliaire de l'Espagne, en Italie, relativement à l'Autriche, mais non relativement au roi de Sardaigne, puisque le traité de Fontainebleau stipulait pour la France la reprise, de force, d'Exiles et de Fenestrelle cédées au traité d'Utrecht. Mais cette clause était tenue secrète. De toutes façons, l'affirmation que la France n'était pas *en guerre* avec le roi de Sardaigne, et ne voulait pas se mettre en état de guerre avec lui au moment où une armée française sous un prince du sang de France venait de prendre Demont et participait au siège de Coni, était évidemment un peu forte, et Doria avait bien le droit d'en être surpris. Il avait aussi celui d'en être inquiet, car il y voyait la ferme intention de ne pas pousser les choses à l'extrême avec Turin et par suite répugnance à trop entrer dans les vues de Gênes.

avait fort sagement attendu pour se déclarer que l'armée franco-espagnole fût entrée en Piémont, et pris Demont, que l'armée hispano-napolitaine eût battu le prince de Lobkovitz et qu'ainsi la reine de Hongrie, assaillie d'autre part en Bohême par le roi de Prusse, se trouvât à la dernière extrémité ¹.

Il avait ensuite posé à l'envoyé génois diverses questions embarrassantes : si l'alliance à conclure devait être offensive et défensive ou seulement défensive ; si Doria avait à cet égard qualité de plénipotentiaire ; s'il était exact que Gênes s'engageât à fournir dix mille hommes comme contingent à l'armée alliée ; quels agrandissements demandait la République — et en parlant sur ce thème il fit allusion à la demande que faisait, disait-il, le Sénat, de Tortone et d'Alexandrie, demande que Doria ignorait, et pour cause, le Sénat de Gênes n'ayant à aucun moment avancé pareille demande ! J'ai voulu voir clair dans cette question, dont l'intérêt est évidemment considérable au point de vue politique et moral. La réponse se trouve dans la correspondance de la légation génoise, à Madrid, avec le Sénat de Gênes, conservée aux archives génoises (*Lettere Ministri Spagna*. 2474-65). Le 6 juillet 1744, le Sénat ordonnait à Grimaldi de présenter au gouvernement espagnol le texte d'un projet de traité mûrement étudié. Tout y était prévu dans le plus grand détail. Grimaldi, avec des retouches qu'il était autorisé à faire ou qu'il prit la liberté de faire sous sa responsabilité, présenta ledit projet aux ministres espagnols. Villarias répondit sur tous les points. Le 13 août, Grimaldi adressa à Gênes une dépêche de 48 pages serrées, dans laquelle il mit en regard, dans chaque page, le texte qu'il avait présenté, suivi de ses motifs, et d'autre part la réponse écrite de Villarias, texte espagnol et traduction italienne, avec, à la suite, ses observations, à lui Grimaldi, sur ces réponses. Ce document, d'un intérêt capital, contient la solution de la question posée au sujet d'Alexandrie et de Tortone. Le Sénat, dans ses instructions à Grimaldi du 6 juillet

1. ... brontolò fra i denti che avevo VV. SS. Ser^{me} aspettato un pò tardi a palesare il loro buon animo... e che molto saviamente avevano preso il tempo di dichiararsi or che i Gallispani erano entrati in Piemonte e preso Demont, e che dall'altra parte i Napolispani battevano il Principe di Lobkovitz, ponevano non men che la marcia del Re di Prussia, la regina d'Ungheria all' ultima estremità.
(Doria au Sénat de Gênes, *ibid.*)

— et qu'il répétera à Pallavicini le 26 septembre — (*Istruzioni a Ministri* 2709-2), demandait que la frontière génoise fût portée jusqu'à la Bormida, dans tout son cours depuis Bardineto, jusqu'en face de la porte Est d'Alexandrie; qu'elle suivît ensuite la route d'Alexandrie à Tortone (elle passe par Marengo), et remontât la Scrivia jusqu'à Serravalle qui deviendrait génois. Alexandrie et Tortone dans cette demande restaient donc en dehors, à deux portées de fusil, de la nouvelle frontière ambitionnée par la République. Le Sénat prit même soin, connaissant le goût d'initiative de son ministre à Madrid, de lui défendre de réclamer Tortone. Cependant, malgré cette défense, que Grimaldi rappelle dans sa dépêche du 13 août, son ministre ne résista pas à la tentation de demander Tortone, mais, dit-il pour se justifier, en avertissant que la République n'insisterait pas sur ce point. Il voulait ainsi donner à la République un air de modération et avoir quelque chose à céder. Je ne l'ai demandée, cette place de Tortone, dit-il, que pour me la faire refuser, — ce qui ne manqua pas bien entendu ! Villarias écrivit en face ces simples mots : *El Rey piensa en que quede Tortona al Sr Infante* (Le roi pense que Tortone doit rester à l'infant). De céder Alexandrie à Gênes il ne fut même pas question : il était évident — pensait-on à Madrid — que cette place devait être attribuée à l'infant et Grimaldi lui-même le demande dans son projet, conformément aux instructions de Gênes. En tout état de cause, ces deux places devaient être enlevées au roi de Sardaigne et un contact immédiat devait être établi entre la République et l'infant. En résumé, on voit que Maurepas se trompait, mais il y avait des circonstances explicatives à son erreur. Au total, Grimaldi avait rendu un fort mauvais service à la République. Elle était véritablement modérée dans sa demande et son ministre à Madrid lui donna un air d'avidité ! Sa demande, avec une exagération peut-être inévitable, eut la plus fâcheuse répercussion morale parmi les Français, qui voulaient se réserver la possibilité de renouer avec le roi de Sardaigne et affectaient de dire qu'il n'y avait pas de guerre entre le roi de France et lui ! Si les ministres français étaient embarrassés par le problème de l'attribution définitive d'Alexandrie et de Tortone, et au

dernier moment, contre la volonté de Madrid, ils exigèrent que la question fût réservée, ils ne pouvaient trouver mauvais que Gênes réclamât l'enclave piémontaise d'Oneglia sur la côte du Ponant. Sans parler des raisons historiques que Doria fit valoir au comte d'Argenson le 10 septembre, il était évident que tous les nouveaux alliés avaient intérêt à en débarrasser leur voie de communication avec Gênes. Cela ne pouvait donc faire, et ne fit pas difficulté — non plus que la question des fiefs impériaux puisqu'on disposait de l'empereur.

Mais enfin, en l'état où se trouvaient l'information et la discussion, et alors qu'on se croyait en présence d'exigences aussi excessives de la part de la République de Gênes, l'attitude du gouvernement français ne pouvait être que très réservée. Surtout quand il s'agissait de Maurepas, en état d'irritation permanente contre Gênes !

En somme, concluait Doria, l'alliance ne sera pas facile à conclure. Seul, le comte d'Argenson — qui voyait la chose surtout en ministre de la guerre — était bien disposé. Le cardinal de Tencin était très tiède et Maurepas visiblement hostile ! Pendant ce temps, le projet arrêté à Madrid entre Grimaldi et le gouvernement espagnol était expédié à la cour de France, c'est-à-dire à Metz. Y arrivait en même temps le marquis de Pallavicini que Gênes envoyait au roi pour le complimenter sur sa guérison, et bien entendu, en même temps, pour renforcer l'autorité de Doria dans la phase décisive de la négociation de l'alliance. Le conseil des ministres avait décidé d'attendre pour se prononcer la venue du maréchal de Noailles. Celui-ci, arrivé peu après — 4 septembre —, avait aussitôt soumis les deux envoyés génois à un interrogatoire serré sur les ressources militaires de leur République : effectifs, places, artillerie, vivres, etc. Doria et Pallavicini, plus ou moins bien informés, avaient répondu comme ils avaient pu : ils affirmaient que les troupes — seize mille hommes — étaient prêtes et bien pourvues ; on venait de fondre trente pièces de trente-six et on préparait les tentes et les mulets.

Le 18 septembre, Doria pouvait annoncer à Gênes la grosse nouvelle que le roi était résolu à signer le traité comme garant

et partie contractante, et qu'il envoyait à son ambassadeur à Madrid des instructions dans ce sens. D'autre part, on demanderait à l'empereur d'y adhérer.

Fin septembre, cependant, renouveau d'inquiétudes : Tencin et l'ambassadeur d'Espagne sont d'une froideur insolite. Doria a perdu le contact avec le roi, parti pour Fribourg, qui résiste au delà de toute attente. Il le suit. A Saverne il reçoit un message de Pallavicini lui prescrivant de conclure sans délai, l'Espagne étant fortement tentée de s'accommoder avec le roi de Sardaigne ! A Strasbourg, le 11 octobre, Doria voit le cardinal de Rohan qui lui reproche les exigences excessives de sa République. Conserver la République dans toute son intégrité était une chose, et la France et l'Espagne y étaient résolues, mais l'agrandir en était une autre : c'était vouloir empêcher la paix ! Doria, qui ne savait toujours pas — du moins exactement — de quelles exigences il était question, répondit non sans esprit que c'était faire trop d'honneur à sa République que de supposer que d'elle pût dépendre la guerre ou la paix !

Le 21 octobre, Doria écrit, de Neuf-Brisach, qu'il est allé à Strasbourg, en compagnie de Pallavicini, saluer Chavigny, l'ambassadeur de France auprès de l'empereur. Chavigny dit aux deux Génois qu'ils peuvent être contents, qu'il a obtenu la garantie de l'empereur, non sans difficultés, et que la République va s'agrandir à peu de frais !

Je lui répliquai, dit Doria, que la République, bien au contraire, s'imposait de bien grands efforts, et allait courir de grands risques, par suite du ressentiment des Anglais, de l'interruption de son commerce et de l'incertitude qui pesait sur l'issue de la guerre ¹.

Mais Chavigny maintint ses paroles : Gênes en demeurant inerte, perdait Finale et l'indépendance ! Il conclut en disant : Le temps presse. Il faut en finir !

1. *Gli replicai che grandi altrest erano i sforzi che VV. SS. Ser^{me} per ciò facevano, ed i rischij ai quali si esponevano, si del risentimento degl' Inglesi che dell' interruzione del loro commercio e degl' eventi incerti della guerra.*

(F. Doria au Sénat de Gênes ; Neuf.-Brisach, 21 octobre 1744, Arch. de Gênes, *ibid.*)

L'avenir allait prouver que Doria voyait clair, mais Chavigny n'en avait pas moins raison, au fond, très largement.

Français et Espagnols le prenaient d'autant plus de haut en ce moment avec Gênes, changeant leur attitude de sollicitateurs en celle de sollicités, qu'on venait d'apprendre le complet insuccès du roi de Sardaigne, le 30 septembre, dans sa tentative pour contraindre l'armée franco-espagnole à lever le siège de Coni. C'est en vain, en effet, que combinant son attaque avec deux sorties des défenseurs de Coni, il avait assailli les lignes franco-espagnoles qui couvraient le siège au nord. Il avait dû se retirer avec de lourdes pertes, en bon ordre cependant ¹. La chute de la place ne pouvait vraisemblablement plus tarder, et Coni c'était la clef du Piémont et de l'Italie ! Cependant, contre toute attente, la scène brusquement changea. Si Fribourg capitulait le 6 novembre (et encore n'était-ce que la ville, pas les forts), on apprit que cela allait mal de nouveau pour Frédéric en Bohême, et surtout que Français et Espagnols, malgré leur victoire, levaient le siège de Coni, que leur dénûment de toutes choses ne leur permettait plus de continuer.

La décision en fut prise le 17 octobre. La retraite commença

1. Sur cette bataille de Coni, si brillamment gagnée par le prince de Conti sur le roi de Sardaigne accouru au secours de la place, quelques notations de Bourcet, acteur et témoin, méritent d'être rapportées : celle-ci d'abord sur l'émulation et la camaraderie militaire des troupes françaises et espagnoles :

Les troupes attendirent l'ennemi avec une confiance et une joie qui sont les présages les plus sûrs de la victoire... Le feu fut très vif de part et d'autre; les Français et les Espagnols combattirent d'émulation et donnèrent les plus grandes preuves de valeur et de fermeté.

Mais, par contre, cette autre sur le peu d'entente de leurs chefs et l'absence d'unité dans le commandement :

M. le Prince de Conti fit des instances successives et très fortes à M. le marquis de la Mina pour qu'il donnât ordre à M. de Pignatelli de marcher en avant et de tourner la droite des ennemis, mais ce général ne voulut jamais y consentir et on perdit par là le plus grand fruit que l'on aurait pu tirer de cette bataille ; c'est l'effet ordinaire des armées combinées, lorsque chaque armée a son général particulier.

Nous aurons souvent l'occasion par la suite de constater cette mécontente et les dangers qu'elle créa. Dans la meilleure des hypothèses, comme à Coni, on ne tire pas de la victoire le profit qu'elle devrait donner. Malgré ses lourdes pertes, — évaluées par Bourcet à plus de cinq mille hommes tant tués que blessés ou prisonniers, — le roi de Sardaigne put se dégager, éviter l'encerclement et la déroute. Et malgré la victoire, l'armée franco-espagnole sera obligée de lever le siège de Coni « faute de poudre et de fers coulés ».

(Bourcet, *op. cit.*, Exemple XIV. Bataille de Coni, 1744 ; — en outre, Spenser Wilkinson, *op. cit.*, p. 167-172.)

le 22. Les raisons en étaient impératives : la résistance de la place, par suite de l'épuisement des munitions d'artillerie des assiégeants, devait se prolonger tout l'hiver, et il était impossible de rester là avec les cols qui allaient être fermés par la neige, et un ravitaillement difficile, sinon impossible, en présence du roi de Sardaigne que son sanglant échec du 30 septembre n'empêcherait pas de refaire ses forces et de revenir à la charge ! Le seul point de controverse possible était celui-ci : que faire de Démont ? Fallait-il le garder comme point de départ pour la campagne suivante ou en détruire les murailles ? On en référa aux deux cours. Du camp de Fribourg, le comte d'Argenson répondit que Démont ne pouvant se maintenir par ses seules forces pendant l'hiver, il fallait évidemment le détruire pour empêcher du moins le roi de Sardaigne de s'en servir. Elisabeth, furieuse, fit répondre de Madrid à l'infant qu'il devait retourner en Piémont, conquérir Ceva et Saorgio et prendre ses quartiers d'hiver à proximité de Gênes !!! On finit par lui faire entendre raison. Le 14 novembre on fit sauter les forts de Demont et le 19 l'armée franco-espagnole repassa les cols, ramenant tous ses canons y compris ceux de la petite place piémontaise. (Voir Spenser Wilkinson, *The Defence of Piedmont*, p. 172-175.) Dans toute cette campagne, et surtout dans la dernière phase, Conti et la Mina s'étaient à peu près constamment heurtés. La cour de Madrid rappela la Mina. Cette retraite avait beau être celle d'une armée couverte des lauriers d'une récente victoire, elle n'en constituait pas moins, militairement et moralement, un grave échec qui devait retentir de la manière la plus fâcheuse et la plus inopportune à Gênes¹ ! Doria fit tout ce qu'il put pour en atténuer l'effet : dans sa lettre du 9 novembre, il s'efforce de rassurer le Sénat : si l'armée franco-espagnole rétrograde, re-

1. Les lettres de Jonville en témoignent. Il écrit le 2 novembre :

L'événement de ce qui arrive aujourd'hui détruit en eux le peu de confiance que nos grands succès les avoient forcés d'avoir pour nous.

Le 9, il ajoute ce commentaire :

Les Génois, qui ont encore quelque reste d'attachement pour l'Espagne mais un fond de haine pour la France, rejettent sur nous le mauvais événement du siège de Coni.

(Arch. des Aff. étr. de Paris, *ibid.*, vol. CXVII.)

passé la ligne des cols, elle ne le fait pas sous la pression de l'ennemi mais par l'effet

d'une extrême pénurie, du manque de toutes choses qui lui sont nécessaires, du nombre insuffisant de ses mulets, de la maladie, de la désertion... Cette armée se retire en bon ordre, sans autre ennui que quelques coups de feu à l'arrière-garde dans une poursuite qui n'a pas duré ¹.

Sur ces entrefaites, tout le monde, le roi et le corps diplomatique étant revenus à Paris, un gros événement se produisit : le portefeuille des affaires étrangères fut enfin pourvu — le 18 novembre — d'un titulaire dans la personne du marquis d'Argenson, le frère même du comte, ministre de la guerre. Le roi avait d'abord offert ce portefeuille à M. de Villeneuve, qui revenait plein de prestige de sa mission à Constantinople, mais qui n'avait pas cru devoir accepter cette offre flatteuse, en invoquant, avec un rare désintéressement, sa santé et son âge. Du nouveau ministre des affaires étrangères, Doria ne disait rien d'intéressant. Il ne faut pas s'en étonner, puisque même le *Journal* de Barbier n'exprime ni aucune surprise ni aucune approbation, pour la nomination du marquis d'Argenson aux affaires étrangères. Il se borne à admirer l'élévation de la famille :

On peut dire que voilà deux frères en grand crédit, occupant les deux premières places du gouvernement.

Comme il vient de noter que le comte d'Argenson, ministre de la guerre, vient d'obtenir la place de surintendant des postes et relais de France,

ce qui rapporte au moins trente mille livres de revenu, pour le dédommager des dépenses qu'il a faites dans cette campagne avec le roi,

on peut supposer que la nomination de son frère fait aussi partie de ce dédommagement, car on dit effectivement qu'il

1. ... *estrema miseria, mancanza di ogni cosa, scarrezza di muli, malattia, diserzione... l'armata ritirata in buon ordine e senz'altro disturbo che di qualche fuoco che li assediati hanno fatto sulla retroguardia inseguendola per piccol tratto.*

(F. Doria au Sénat de Gênes, Paris, 9 novembre 1744, Arch. de Gênes, *ibid.*)

a mangé plus de trois cent mille livres. Je ne vois pas que Zévort parle de cette raison, si curieuse et peut-être vraie, pour essayer d'expliquer la nomination du marquis. En tout cas, le sentiment de *surprise* qu'il attribue à la cour et au public n'apparaît ni dans les dépêches de Doria ni dans le *Journal* de Barbier. Ce n'est pas la seule réserve à faire sur les appréciations de Zévort.

Mais l'avenir n'allait pas tarder à montrer qu'à un ministre sans initiative venait de succéder un ministre aux idées singulièrement hardies. Si d'obscurs travaux au Parlement, dans une intendance, et au Conseil d'Etat, semblaient l'avoir mal préparé à son rôle, en réalité il s'y était au contraire préparé de longue date par la lecture, la méditation, la discussion, et même par l'élaboration de tout un programme de haute politique étrangère. Si, nommé cinq ans auparavant ambassadeur à Lisbonne, il s'était arrangé pour ne pas partir, c'est évidemment qu'il aspirait à beaucoup mieux. Son heure était enfin venue et il entendait bien la mettre à profit pour faire triompher des conceptions longtemps caressées. Il rêve pour la France d'un arbitrage à la fois armé et désintéressé pour assurer le repos du monde. Il rêve d'affranchir la France de la cynique exploitation que fait de sa générosité et de sa force la nouvelle politique espagnole tombée aux mains d'une femme inintelligente, violente et cupide. Il rêve d'affranchir l'Italie de tous les barbares, et par amour pour elle et par amour du repos de l'Europe. Avec cela très hostile à l'Angleterre et bien résolu à élever une nouvelle maison à l'empire pour empêcher l'Autriche de recommencer à faire la loi à l'Europe.

Tel était le nouveau ministre avec lequel l'envoyé génois allait dorénavant se trouver chaque semaine en tête à tête en cette période décisive où se jouaient l'avenir et l'existence même de la République. Mais quel terrible renouveau d'incertitudes dans le choix d'une politique ! En septembre, l'alliance avec l'Espagne et la France paraissait à Doria le seul moyen d'assurer le salut de Gênes. En novembre, alors que le recul franco-espagnol s'accroissait en Italie, que Demont, après destruction de ses murailles, avait été évacué, Doria lui-même se refroidit.

Et comme le marquis d'Argenson, à sa première audience, lui demandait avec bienveillance où en était la négociation à Madrid, il répondit évasivement et demanda des nouvelles du Piémont — en faisant observer combien la situation de Gênes allait devenir critique, prise dans l'étau anglo-sarde ! Le marquis d'Argenson répondit avec calme que c'était s'exagérer le danger ; que le roi de Sardaigne après avoir été si durement éprouvé, et alors qu'une si grande partie de ses Etats — Nice et Savoie — était solidement occupée par les armées franco-espagnoles, ne pouvait songer, surtout immédiatement et en plein hiver, à entreprendre contre la République, dont les ressources étaient intactes, une guerre de montagne ! Et, au printemps, les deux couronnes de France et d'Espagne étaient bien résolues, par l'emploi de forces considérables, de mener à bonne fin la guerre d'Italie ! Il se répandit ensuite en considérations bien nouvelles sur

le désordre où se trouvait l'Italie divisée en petites principautés et républiques perpétuellement en conflit, ce qui obligeait les étrangers à s'en mêler.

Il observa d'autre part que

l'âme italienne s'était avilie dans l'oisiveté et l'indolence et que seuls de grands périls pourraient la réveiller ¹ !

1. ... il disordine in cui era l'Italia allorche si trovava divisa in piccoli Principati e Repubbliche, che fra loro si mangiavano in continue guerre ed obbligavano i Forastieri a prendervi ingerenza ; che si erano in appresso aviliti nell'ozio e nell' indolenza gli animi degl' Italiani, e che soltanto gli estremi imminenti pericoli potevano risvegliarneli.

(F. Doria au Sénat de Gênes, Paris, 30 novembre 1744, Archives de Gênes, Lett. min. Francia, 2224-48.)

Il y a là un ton et des idées, pour l'Italie, chez un étranger, qui font pour la première fois leur apparition dans l'histoire ! L'amour désintéressé de l'Italie, chez un homme d'Etat français, fait ici son entrée comme force politique. — Au même moment, Jonville écrit à son nouveau ministre, et plus acrimonieusement que jamais contre Gênes. Le marquis d'Argenson lui répond, de Versailles, le 29 décembre, en lui faisant observer que l'indécision de la République, sa crainte de faire un faux pas, est « excusable dans un gouvernement aussi foible recherché ou menacé par des puissances si supérieures à luy et si diverses d'intérêts ». L'équité du philosophe, et de l'ami désintéressé de l'Italie, venait de trouver place dans une dépêche du ministre des Affaires étrangères de France ! Et la dépêche n'en était pas pour cela moins française !

Doria répliqua que dans la situation troublée de l'Europe, d'une Europe si différente de ce qu'elle était autrefois, il ne fallait évidemment pas compter sur une Italie tranquille, mais que d'ailleurs la République de Gênes se disposait virilement à se défendre.

Outre le recul hispano-français en Piémont, un autre événement contribuait à refroidir Gênes pour l'alliance : le prince Lobkovitz, repoussé de la frontière napolitaine, revenait vers la Toscane et on assurait que, renforcé par un corps sarde, il allait marcher sur la Spezia et s'y installer solidement pour donner la main aux Anglais. La capitulation des forts de Fribourg, en fin novembre, avec toute leur garnison — 4.500 hommes — faite prisonnière de guerre, la destruction de ces forts par les Français, malgré les clameurs de l'Allemagne, ne contrebalançait pas suffisamment aux yeux des Génois les mauvaises nouvelles italiennes. Devant le resserrement du cercle de fer anglo-austro-sarde — Londres venait de sommer Gênes de s'expliquer sur ses armements¹ — le Sénat avait bien le droit d'être ressaisi par le doute. C'était maintenant au tour de Madrid et de Paris de manifester le plus de hâte. Les deux d'Argenson, au début de janvier 1745, pressaient vivement Doria de s'expliquer et de conclure avec l'Espagne. La mort de Charles VII qui survint le 21 janvier n'était pas faite pour hâter la décision génoise ! Par cette mort de l'empereur, tout semblait remis en question et il fallait voir évidemment ce qu'allaient faire les grandes puissances, et d'abord la France elle-même. Frédéric avait évacué toute la Bohême, les Autrichiens marchaient sur Munich désemparé. Et comme pour souligner d'un symbole éclatant la situation nouvelle qui semblait se dessiner, les deux ani-

1. Sous la forme d'un mémoire de l'amiral anglais, présenté au doge par le consul d'Angleterre à Gênes. Le Sénat répondit, et fit connaître à tous ses ministres à l'étranger qu'il répondait, en ces termes :

La République n'avait pas cessé d'observer les règles d'une exacte neutralité, et elle n'avait contracté d'alliance avec personne, mais l'amère expérience de 1735 et les menaces du traité de Worms, lui ayant appris les dangers d'une neutralité désarmée, elle entendait dorénavant adopter l'attitude et les principes d'une neutralité armée.

(Minute d'instruction pour les ministres de Gênes à Madrid, Paris et Francfort, 12 décembre 1744, Archives de Gênes. Istruzioni a Ministri n. g. 2709, mazzo 2.

mateurs de la politique anti-autrichienne, le maréchal de Belle-Isle et son frère le chevalier, venaient d'être enlevés par un parti hanovrien, comme ils se rendaient à Berlin ! Et on les menait comme prisonniers en Angleterre !

Cependant lorsque la fumée de tous ces événements se fut un peu dissipée, on s'aperçut que rien d'essentiel ne changeait, ou même ne se disposait à changer, dans les positions respectives prises par les grands antagonistes ! Le marquis d'Argenson ne pensait pas autrement que le maréchal de Belle-Isle sur la nécessité d'empêcher l'Autriche de ressaisir le sceptre de l'empire et sur celle de rester fidèle à l'alliance, ou l'entente, avec Frédéric ¹. Il est vrai qu'on n'avait sous la main comme candidat à l'empire qu'un prince, l'électeur de Saxe, roi de Pologne, que cette candidature effrayait et qui à ce moment même s'entendait secrètement avec les puissances maritimes ! Mais le principe qui avait déterminé la politique française, séparer dorénavant l'Autriche de l'empire, ne pouvait dépendre d'une question de personnes. Et il eût fallu sacrifier à l'Autriche, plus que jamais dangereuse, et la Prusse qui venait d'aider la France, indirectement, à dégager sa frontière du Rhin, et l'Espagne dont le rêve italien, sous la forme

1. De Broglie le lui reproche durement. Pour lui, à la suite de la mort de Charles VII, « tous les contrats étant devenus nuls et caducs par défaut de cause, chacun pouvait se dire en droit de rentrer dans sa liberté ». Il fallait, dit-il, user de cette liberté pour prendre l'initiative d'une proposition de paix générale fondée sur le désintéressement de la France dans la question de l'élection impériale et sur le *uti possidetis* territorial. Si on ne voulait pas de cela, il fallait concentrer toutes les forces de la France sur le Rhin et le Danube en abandonnant les Pays-Bas et l'Italie. Et, assure-t-il, comme on ne fit ni une chose ni l'autre, on ne sut faire ni la paix ni la guerre. Mais j'observe que, bien qu'il s'en prenne à peu près uniquement à d'Argenson, il avoue que le conseil fut unanime, Noailles à part, qui fut timidement d'un avis contraire. Et il avoue que les difficultés du côté Pays-Bas et Italie étaient grandes (*Marie-Thérèse impératrice*, ch. II). — Sir Richard Lodge, qui adopte d'abord l'âpre critique de de Broglie, y apporte rapidement tant de réserves qu'il a tout l'air de se rétracter. Il reconnaît, en effet, qu'une pareille volteface à l'égard de la Prusse était bien difficile et qu'il eût fallu pour la France se brouiller irrémédiablement avec l'Espagne. Et j'ajoute que ce n'est pas en 1745 qu'on peut dire que la France ne sut faire ni la paix ni la guerre ! La vérité est que la paix, à moins d'un bouleversement de toute notre politique, et d'une capitulation qui engageait gravement l'avenir, demeurait impossible. D'autre part, on sut faire la guerre !

d'établissement de l'enfant, s'accordait avec les intérêts généraux de la France. Ni le roi, ni le cardinal Tencin, ni les deux d'Argenson n'y arrêtaient seulement leur pensée. Seul Noailles eut l'idée timide, dubitative d'accepter le grand-duc et d'en tirer parti pour un marchandage. Il n'insista pas. En définitive, en mars tout se trouva remplacé dans la même position qu'en janvier et le marquis d'Argenson, dans son dialogue toujours repris jamais conclu avec le ministre génois, se laissa aller à cette exclamation irritée que Doria rapporte, dans le français original, le 1^{er} mars : « Mais quand est-ce que nous en finirons ! » On ne se bornait plus à promettre à la République sa parfaite intégrité territoriale et la restitution de ce qui lui avait été enlevé par la fraude autrichienne au profit du roi de Sardaigne à la suite de la guerre de la succession de Pologne : on lui faisait entrevoir — c'était du moins le projet que le marquis d'Argenson se proposait de soutenir au Conseil — l'extension de son territoire, de Vintimille à l'embouchure du Var sans interruption aucune ! (Dépêche de Doria du 1^{er} mars 1745.) D'autre part, tout indiquait une intention bien arrêtée des deux cours de mener la guerre avec autant de vigueur en Italie qu'en Flandre et en Allemagne. Le comte de Gages commandant l'armée espagnole de l'Italie centrale remontait vers le nord à travers les Marches pontificales et le duché de Modène, pour se mettre en état de conjuguer son effort avec celui de l'armée franco-espagnole dont le maréchal de Maillebois allait prendre le commandement. Et comme le fils du maréchal, un brillant officier plein d'avenir, allait épouser la fille du marquis d'Argenson, on pouvait être assuré que les besoins de l'armée d'Italie ne seraient plus négligés par le conseil des ministres ! Dans le nord de l'Europe, la Russie déclarait sa neutralité, ce qui allait permettre à Frédéric de presser plus vivement encore l'Autriche. La Hollande, malgré toutes les sollicitations anglaises, gardait des ménagements pour la France : il n'y avait toujours pas entre les deux pays de déclaration de guerre, ce qui, bien entendu, selon les mœurs du temps et les principes élastiques du droit des gens sur la qualité des *auxiliaires*, n'empêchait pas l'état de guerre ! Et la France, pour encourager cette attitude, continuait à ménager le commerce hollandais.

Tout cela inspirait à Gênes plus de confiance dans l'issue de la guerre. Elle se préparait virilement à y prendre part. Les dépêches de Jonville, en février et mars, nous donnent d'intéressants détails sur ces préparatifs ¹, dont notre ministre ne parvenait pas à voir d'ailleurs contre qui ils se faisaient véritablement ², tant Versailles s'appliquait à le laisser dans l'ignorance la plus complète de la négociation qui se poursuivait à Madrid ³ ! En se ceignant les reins pour la lutte inévitable, Gênes prenait plus d'assurance dans ses propres forces. Au début de mars, elle répliqua avec fermeté à une sommation anglaise ; à la fin mars, elle laissa tomber sans discussion des suggestions anglaises en vue d'un accommodement avec les signataires du traité de Worms. Elle était maintenant trop engagée avec Madrid et Versailles pour envisager une autre politique. « Elle aurait un air de trahison ! » déclara Doria avec beaucoup de dignité au marquis d'Argenson qui l'interrogeait d'un air soupçonneux sur le bruit que faisaient déjà courir les alliés de Worms de leur accommodement avec Gênes. Ce qui était certain, c'est que, malgré l'urgence de la signature finale pour concerter et prendre les

1. On continue toujours icy les préparatifs militaires soit pour la fonte de quelques grosses pièces de canon à placer sur les remparts soit pour des pièces de campagne. On parle aussy de former un nouveau régiment qu'on nommera « royal » et dont tous les capitaines seront nobles « génois », mais je doute fort que ce Projet puisse être mis à exécution soit par rapport aux difficultez qu'il y aura soit par le caractère d'esprit de la jeune noblesse génoise qui n'étant remplie que d'orgueil auroit beaucoup de peine à se former à la discipline militaire et à la subordination.

(Jonville à d'Argenson, Gênes, 1^{er} février 1745. Archives des Affaires étrangères, Paris, *Correspondance de Gênes*, vol. CXVIII.)

Le projet de former icy un nouveau regiment a passé, il y a quelques jours. Il doit être composé de paysans sujets de la République et tous les capitaines seront de jeunes nobles génois, ce qui est une nouveauté car jusqu'à présent les Nobles avoient dédaigné le service.

(Du même au même, 22 février 1745, *ibid.*)

Ce sont là les premiers pas de la République vers la constitution d'une armée nationale. Et sous l'aiguillon du malheur et de la colère patriotique elle ira loin dans cette voie.

2. En attendant le party qu'ils prendront, ils continuent avec vivacité tous leurs preparatifs. Pendant qu'ils font tous ces preparatifs ils entretiennent une bonne intelligence avec nos ennemis par le moyen des ministres qu'ils ont à Londres, à Vienne, à Turin... Il est certain qu'il n'est pas possible de connaître les véritables sentiments de ces gens-là. Entre eux-mêmes ils ne sont pas d'accord.

(Du même au même, 21 mars 1745, *ibid.*)

3... n'ayant aucune communication des negociations de la Cour d'Espagne avec cette République ny de ce que le Ministre de cette même République pouvoit traiter avec vous, Monseigneur.

(Du même au même, 12 avril 1745, *ibid.*)

mesures militaires exigées pour l'entrée en campagne, la négociation entre Gênes et les cours d'Espagne et de France était accrochée à deux vétilles : Gênes eût voulu profiter de ce traité pour se débarrasser des postes françaises et espagnoles dont les franchises et privilèges portaient ombrage à sa souveraineté ; les Espagnols étaient résignés à céder sur ce point, mais les Français opposaient un refus catégorique. D'autre part, en ce qui concernait le ravitaillement de l'armée franco-espagnole destinée à opérer sur le territoire génois, le Sénat voulait que fût maintenue la perception des droits de douane et d'octroi, à quoi le comte d'Argenson opposait un refus non moins catégorique, attendu que dans ces conditions aucun intendant ou commissaire ne consentirait à se charger de ravitailler l'armée. Doria, effrayé de voir qu'on perdait un temps si précieux — en plein mois d'avril ! — à de pareilles vétilles adjurait le Sénat de céder, lui conseillant seulement de prendre les précautions nécessaires pour empêcher les abus. La nouvelle vint enfin que Grimaldi à Madrid avait reçu l'autorisation de conclure ! Le 20, Doria pouvait écrire à Gênes que le marquis d'Argenson lui avait témoigné sa satisfaction d'apprendre la signature imminente. Le ministre français avait ajouté

que la campagne devait être décisive pour l'Italie ; qu'il fallait chasser les Allemands de toute la péninsule et organiser l'Italie.

Comme Doria le soupçonnait de sympathie pour la cour de Turin, et au point même de garder contact avec elle, le marquis d'Argenson avait protesté qu'il n'y avait de ce côté aucune conversation, mais que si la cour de Turin se ravisait enfin et voulait la réconciliation, lui pour son compte ne s'y opposerait pas, étant bien entendu d'ailleurs que, dans ce cas, on ne ferait rien que de concert avec les alliés. Doria, qui n'aimait pas trop cette perspective, lui fit remarquer qu'il fallait « contenir le roi de Sardaigne dans de justes limites et assurer l'équilibre de l'Italie » ; de quoi le marquis d'Argenson était convenu.

Le 26 avril, coup de tonnerre pour la cause française, en répercussion de la mort de l'empereur : son fils, le nouvel électeur de Bavière, n'était qu'un tout jeune homme sans autorité.

Ses ministres corrompus par l'Autriche s'étaient aussitôt empressés de s'entendre avec elle !...

Sinistres nouvelles, écrivait Doria... Une trahison... Voilà le fruit des cent mille hommes et des deux cents millions que la France a sacrifiés pour la cause de la maison de Bavière !... Il faut prévoir un grand changement dans les affaires d'Allemagne... ¹

Il ne voyait pas qu'on pût désormais empêcher le grand-duc François, mari de la reine de Hongrie, d'être élu à l'empire. C'était l'éroulement en vue de toute la politique française ! C'est évidemment sous l'impression d'un profond découragement que Doria dans la même lettre sollicitait son rappel, en alléguant que son triennat allait prendre fin en octobre, qu'il était hors d'état de continuer les sacrifices qu'exigeait sa mission, et que l'intérêt même de la République exigeait dans ce poste quelqu'un qui fût plus capable que lui de la bien servir ! Le 3 mai, il communiquait sa conversation avec le marquis d'Argenson sur cette lamentable défection de la Bavière. l'électeur avait touché quelques jours auparavant son subside de la France, deux mois *par anticipation* !! Non seulement le roi de France avait toujours ponctuellement exécuté ses obligations à l'égard de la Bavière, mais encore il venait de lui envoyer, pour les magasins qu'elle avait négligé de constituer, trente mille sacs de blé ! Le marquis d'Argenson avait ajouté que le monde ne finissait pas pour cela et qu'il fallait se hâter pour mener avec vigueur la campagne d'Italie. Doria, désespéré, mais n'osant trop le laisser voir, répondit que cette défection imprévue bouleversait tout : que la reine de Hongrie, libre du côté de la Bavière, allait faire refluer ses forces en Italie ; que le grand-duc son mari allait sans doute être élu à l'empire, de sorte que les dispositions prévues dans le traité d'alliance projeté et qui étaient liées au concours d'un empereur allié de la France se retournaient contre Gênes ! Mais devant ce langage pessimiste et découragé, tous les ministres français, et le maréchal de Maillebois, avaient

1. *Sinistre notizia... un tradimento... questo è il frutto di 100.000 uomini e di più di 200 milioni che la Francia ha sacrificati in favore della casa di Baviera... questo errore ci farà vedere un gran cambiamento nelle cose di Germania.*

(Doria au Sénat de Gênes, Paris, 26 avril 1745, Arch. de Gênes. Busta Francia, 2224-48.)

haussé les épaules. C'est par les armes qu'on allait décider de tout, or tout était prêt : les dispositions prises par la France, formidables en Flandre et suffisantes en Allemagne, permettaient en Italie même d'escompter la victoire. On était prêt à marcher partout à la fois, archiprêt ! Pour l'Italie, on n'attendait que la signature de Gênes, et pour la Flandre le roi lui-même allait se mettre à la tête de ses troupes !

Doria s'était senti réconforté par ce langage énergique. Tout en faisant ses préparatifs, comme tous ses collègues du corps diplomatique, pour suivre de nouveau le roi en Flandre, il se ressaisissait et écrivait le 6 mai à Gênes :

J'estime que le système adopté, et l'entreprise d'Italie, ne doivent subir aucune modification du fait de la défection bavaroise. Le Sénat ne doit pas se laisser ébranler dans la résolution qu'il a prise mais au contraire s'y confirmer, et contribuer de toutes ses forces au succès de l'entreprise, d'autant plus que, si elle venait à manquer, la ruine de la République serait certaine ! Il n'y a pas d'autre ressource¹ !

Mais son collègue Grimaldi, à Madrid, chargé de négocier et de signer le traité allait-il partager le même sentiment ? Devant un fait nouveau d'une si terrible gravité, n'allait-il pas évidemment réclamer de nouvelles instructions du Sénat, et le Sénat lui-même résisterait-il à la panique ? Il y a là un instant dramatique et notre ambassadeur Vauréal le raconte dans sa dépêche du 5 mai au marquis d'Argenson. Après avoir rendu compte de nouvelles difficultés qui avaient retardé la signature du traité d'alliance avec Gênes, il dit que le moment en avait enfin été fixé. Et il poursuit :

Une heure avant que nous nous assemblassions, M. de Villarias receut un courrier de M. le prince de Campo-Florido ou plutôt de M. de Benes avec les nouvelles d'un accommodement presque certain entre l'électeur de Bavière et la Cour de Vienne. M. de Villarias m'en fit part et me dit qu'il n'y avoit pas un moment à perdre pour

1. ... per conseguenza stimo che il sistema e l'impresa d'Italia non soffrano alcuna variazione per l'avvenimento di Baviera, e che VV. SS. Ser^{me} non debbano intiepidirsi nelle loro risoluzioni, ma confermarvisi e contribuire alla più sollecita effettuazione del progetto, tanto più che venendo questo a mancare, diviene sicura la loro rovina, e non hanno altra risorsa.

(Doria au Sénat de Gênes, Paris, 6 mai 1745. Arch. de Gênes, *ibid.*)

signer par ce qu'apparemment M. de Grimaldi s'il avoit le tems d'apprendre la nouvelle ne voudroit plus signer. Le traité fut signé ¹.

Le ministre espagnol ne se trompait pas sur l'effet que pouvait produire une pareille nouvelle sur le plénipotentiaire de Gênes. Et en effet, Grimaldi écrit à la fin de sa dépêche du 5 mai au Sénat de Gênes :

Le 2 est arrivée ici la nouvelle de la défaite subie par le corps français aux ordres de M. de Ségur, et comme suite de cette défaite et de la retraite des Hessois, la nouvelle d'un projet d'accord fort avancé entre les cours de Vienne et de Bavière. Tout cela, qui n'est pas petit bouleversement des choses d'Allemagne, bien que les deux cours de France et d'Espagne comptent toujours sur la diversion énergique du Roi de Prusse et par suite sur la continuation du même système pour ce qui est de la guerre, m'a jeté dans la consternation ; au point que si avant la signature du traité, j'avais reçu ces nouvelles, et à un moment où tout délai n'eût pas constitué un gros risque, j'aurais peut-être pris sur moi de tout suspendre jusqu'à réception de nouveaux ordres de vous ².

Le 10 mai, Doria signale qu'il n'est bruit à Paris que de l'alliance génoise, dont tout le monde parle comme d'une chose faite. Le jeune comte de Maillebois, fils du maréchal, assure que son père, à la tête de l'armée d'Italie, *frappera de grands coups* ! Et le maréchal lui-même, prenant congé de l'envoyé génois, lui a dit qu'il compte arriver à Gênes par l'ouest en même temps que l'armée espagnole du comte de Gages y arrivera par l'est.

Enfin, le 12 mai, deux nouvelles éclatantes ornaient sa dépêche au Sénat : le roi de France, par un billet écrit à la hâte

1. Vauréal au marquis d'Argenson, Arranjuez, 5 mai 1745. Archives des Affaires étrangères. *Correspondance d'Espagne*, vol. CDLXXXV, Paris.

2. *Il giorno 2 del Cor^{to} giunse qui corriere da Augusta con la notizia di essere stato battuto il corpo francese di Mons^r de Segur, e di essere in seguito di ciò, e della ritirata degli Assiani molto avanzato un progetto di accomodamento fra le Corti di Vienna e di Baviera. Questo che non è piccolo sconvolgimento nelle cose di Germania, sebbene si conti sempre dalle due Corti sulla forte diversione del Re di Prussia, e quindi sulla continuazione dello stesso sistema per ciò che riguarda la guerra, ha però consternato il mio animo ; onde se prima della firma del Trattato avessi ricevuta una tale notizia, ed in tempo in cui la dilazione non fosse stata gravemente azzardata, avrei forse preso sopra di me di sospenderlo fino a ricevere nuovi loro ordini.*

(Archives de Gênes, Lettere Ministri Spagna 1745-46, n. g. 2475, mazzo 66. Grimaldi au Sénat de Gênes, Aranjuez, 5 mai 1745.)

sur un tambour, informait la reine de la victoire de Fontenoy sur l'armée anglaise ; et un courrier arrivé dans la nuit à l'ambassade d'Espagne avait apporté la nouvelle que le 1^{er} mai, à Aranjuez, l'alliance avait été enfin signée entre la République de Gênes et les trois cours d'Espagne, de Naples et de France ¹ !

1. Voir le texte du traité dans l'appendice au livre II.
-

CHAPITRE II

L'alliance franco-hispano-génoise et ses victoires initiales (du traité d'Aranjuez, 1^{er} mai 1745, à la victoire du Tanaro, 27 septembre 1745).

On ne pouvait pas souhaiter pour les débuts de l'alliance de Gênes avec la France un arrière-plan plus lumineux que l'éclatante fulguration de la victoire de Fontenoy. Doria se rendait parfaitement compte que le sort de la guerre dépendait avant tout de la France, directrice et animatrice incontestée de la coalition contre la maison d'Autriche et ses alliés. Aussi donne-t-il dans ses dépêches un relief extraordinaire au compte rendu de Fontenoy.

La reine, d'ailleurs, avait pris soin de convoquer tous les ministres étrangers pour leur donner elle-même lecture de la longue lettre sur la bataille rédigée par le comte d'Argenson, ministre de la guerre, et qui faisait suite au billet du roi rédigé à la hâte sur un tambour aussitôt après la victoire.

Cette victoire — commentait Doria dans sa dépêche du 16 mai — paraissait être tout d'abord de celles qui consistent dans le gain du champ de bataille et de quelques pièces d'artillerie, mais elle s'est révélée de jour en jour plus insigne et plus complète. A l'opposé des autres qu'on a l'habitude d'exagérer quand on les annonce et qui se réduisent ensuite à peu de chose, celle-ci, fort modeste et d'ampleur médiocre le premier jour, est apparue peu à peu dans toute son étendue, à mesure qu'on en a vu les effets. Les dernières nouvelles font monter les pertes de l'ennemi à plus de douze mille hommes. La perte de toute son artillerie et de la plus grande partie de ses munitions et bagages, l'abandon de son camp de Leuze, sa retraite précipitée et sa disjonction prouvent assez combien grande a été sa défaite et combien décisive la victoire du Roi ¹.

1. Questa vittoria che a principio credevasi di quelle che consistono nel guadagno del campo di battaglia e di qualche pezzo d'artiglieria, si è andata poi mani-

Il signale en outre une lettre du dauphin, dont tout le monde avait remarqué la belle contenance au feu et qui rendait compte de la bataille sans même se nommer, avec la plus charmante modestie.

On aurait pu penser que, dans l'éclat si fulgurant désormais de cette victoire, l'entrée en guerre de la République de Gênes aux côtés de si grands alliés, et qui venaient de se couvrir de tant de gloire, dût passer tout à fait inaperçue. Il n'en fut pas cependant ainsi : tout le monde se rendait compte de l'importance qu'allait prendre la campagne d'Italie pour la détermination de l'issue de la guerre, et il n'échappait à personne que le concours de la République, maîtresse sur une longueur de trois cents kilomètres des meilleures voies d'accès sur les territoires de domination sarde et autrichienne en Italie, devait avoir au cours de cette campagne une importance décisive : « On ne parle pas d'autre chose ici, écrit Doria le 16 mai, que de l'alliance avec notre République. » Le 24, il croit pouvoir donner la nouvelle que le maréchal de Maillebois aura également l'armée espagnole sous son commandement. Toutefois, il ne l'affirme pas, et on verra que cette question du commandement unique des armées française et espagnole en Italie, fort épineuse comme toutes les questions de ce genre, ne sera presque jamais clairement et nettement résolue. Et, bien entendu, toute faute de ce genre recevant son châtimement, les châtimements ne manqueront pas ! Entre temps, quelque chose gênait encore l'entrée immédiate en campagne : l'alliance était bien signée depuis le 1^{er} mai, à Aranjuez, mais bien qu'elle fût devenue dans toute l'Europe le secret de Polichinelle, Gênes s'était réservé de ne la rendre publique, et par suite d'agir conformément à ses stipulations, qu'après le retour des Franco-Espagnols en Piémont. Cela ne faisait pas l'affaire du maréchal de Maillebois qui arrivé à Nice se ré-

festando ogni dì più insigne e completa. All'opposto delle altre che sogliono esagerarsi a principio e diminuirsi successivamente, questa è stata assai modesta e tenue il primo giorno ed è andata successivamente crescendo a misura che se ne sono andati scoprendo i vantaggi. Le ultime lettere fanno montare le perdite degli Alleati a più di 12000 uomini. La perdita di tutta la loro artiglieria e della maggior parte di loro munizioni e bagaglio, l'abbandono del loro campo di Leuze, la precipitosa loro ritirata e separazione provano abbastanza quanto sia grande la loro dirotta e quanto sia decisiva la vittoria del Re.

(Doria au Sénat de Gênes, Paris, 16 mai 1745. Archives de Gênes, *ibid.*, 2224-48.)

pandait en doléances irritées sur les procédés dilatoires de la République, procédés qui paralysaient tout. Le maréchal eût voulu, en effet, pour obvier à la lenteur inévitable du transport de l'artillerie franco-espagnole par ces chemins impraticables de la corniche ligure, exposés d'ailleurs au feu de l'escadre anglaise, utiliser l'artillerie génoise pour le siège de Tortone, puis avec l'artillerie de cette place, après sa reddition rapide escomptée, procéder au siège d'Alexandrie, le gros morceau de la campagne. Les perspectives de succès rapide étaient d'autant plus grandes que les effets de la défection bavaroise semblaient devoir être contenus dans certaines limites : Chavigny restait à Munich et on espérait qu'il pourrait, sinon ramener l'électeur à l'alliance française, du moins l'empêcher de fournir des troupes à l'Autriche pour la campagne d'Italie. D'autre part, Frédéric, par sa nouvelle victoire de Friedberg en Silésie, sur l'armée austro-saxonne, retenait plus que jamais dans le nord les forces de Marie-Thérèse. Gênes aurait donc pu hâter son entrée en ligne sans insister sur l'interprétation littérale du traité, mais elle ne s'y décidait pas, exagérant la prudence. Bien plus, le roi de Sardaigne lui ayant sur ces entrefaites demandé le passage pour ses troupes sur certaines parties de son territoire, conformément à l'interprétation qu'on donnait traditionnellement à Gênes à la neutralité, le Sénat avait répondu en accordant le passage !!! Tous les ministres français à cette nouvelle avaient éclaté. Le marquis d'Argenson, dans la dernière décade de juin, fit rudement observer à l'envoyé génois que s'il avait été légitime pour Gênes de se réserver la faculté de ne pas se déclarer tout de suite alors qu'on négociait le traité en hiver et que la campagne ne devait s'ouvrir qu'au printemps, un pareil attachement véritablement hébraïque à la lettre du traité ne se concevait plus alors que la signature de ce traité avait été différée précisément jusqu'au printemps et que les délais ruinaient toute l'affaire ! Il observa que le roi de Sardaigne ayant interdit toute exportation de bétail, et autres comestibles, de ses Etats dans ceux de la République, le Sénat aurait eu une fort bonne raison de lui refuser ce passage si absurde et si dangereux ! Que d'ailleurs, protester ainsi hautement de sa neutralité, et agir en neutre, alors que toute l'Europe savait la vérité, était

vraiment peu digne d'un Etat ayant des traditions d'honneur ! Doria essaya de prouver que cette prudence était non seulement conforme au texte du traité d'Aranjuez mais en outre et surtout conforme à l'intérêt même des alliés, du point de vue du ravitaillement préalable des populations et des armées pour lequel il fallait que les frontières de la République demeuraient encore quelque temps ouvertes. Il montra dans ce sens une lettre de J.-F. Brignole, capitaine général de Gênes, avec réponse aux vifs reproches du maréchal de Maillebois. Mais ni le marquis d'Argenson ni son frère, le ministre de la guerre, ne furent convaincus. Mais enfin, aux premiers jours de juillet, les Franco-Espagnols commencèrent à déboucher de nouveau en Piémont et Maillebois pressa Gênes de se déclarer sans plus tarder et de faire marcher ses troupes et son artillerie. Sa lenteur venait d'avoir une conséquence extrêmement regrettable : une petite troupe de six cents Piémontais, énergiquement commandée, descendue par Sospel pour occuper la Turbie, était allée brûler les magasins de l'armée franco-espagnole à Vintimille ! Après quoi, elle s'était retirée dans ses montagnes ! Le commandant génois surpris, et d'ailleurs paralysé par la neutralité officielle de la République, n'avait opposé aucune résistance, ce qui indigna les deux frères d'Argenson qui firent observer que même du point de vue de la neutralité officielle génoise, ce commandant était coupable de n'avoir pas exigé que les troupes piémontaises en traversant Vintimille se réduisissent à de petits groupes de deux ou quatre soldats, avec escorte génoise ! Mais enfin, en même temps que cette fâcheuse nouvelle, arrivait celle que le Sénat s'était ouvertement déclaré ! Les ministres français se calmèrent et exprimèrent à Doria leur vive et franche satisfaction. Il n'était pas encore trop tard pour tout réparer et l'alliance allait pouvoir porter ses fruits ! Il y avait d'ailleurs au même moment quelques torts réciproques et les alliés devaient faire preuve mutuellement d'indulgence : les officiers français des troupes alliées acheminées vers Gênes par la corniche ligure en avaient pris un peu à leur aise avec la rétribution due aux paysans pour leur concours au transport des bagages de l'armée ! Pensant peut-être que ce concours était dû à l'alliance, et certainement mal pourvus de fonds pour le

rétribuer, ils avaient rudement accueilli les demandes d'indemnité, provoquant ainsi des doléances de l'envoyé génois à Paris. Le marquis et le comte d'Argenson avaient également et très sincèrement regretté ces procédés qui pouvaient aliéner dangereusement l'esprit public ; et le maréchal de Maillebois eut ordre de veiller à ce qu'ils prissent fin. Tandis que la meilleure entente s'établissait ainsi à Paris entre les ministres français et l'envoyé génois pour organiser le concert d'efforts nécessaire à la victoire sur le théâtre italien de la guerre, les généraux et les troupes de France, d'Espagne et de Gênes, les autorités génoises et même les populations de presque toute la Ligurie associaient enfin cœurs et volontés contre les ennemis communs. Les troupes napolitaines elles-mêmes — car le roi des Deux-Siciles avait été aussi partie contractante au traité d'Aranjuez — venaient prendre leur part de l'effort commun, et malgré le peu de résolution d'un gouvernement obsédé par la crainte des représailles anglaises, malgré le peu d'intérêt qu'avait pour elles cette guerre, témoignaient la meilleure volonté. En somme, si on mettait à part le roi de Sardaigne dont les Etats alpestres et insulaires n'avaient pas encore un caractère ethnique bien défini, et dont la politique était sujette à de brusques volte-face, qu'on pouvait toujours espérer ou craindre, il y avait là une grande guerre latine pour l'expulsion des Autrichiens de l'Italie ¹. Et l'alliance

1. Et il est bien curieux, mais bien symbolique, que la meilleure histoire qui ait été écrite de cette guerre, dès sa fin, l'ait été *en latin* par un de ceux qui l'avaient faite ! Je parle du *De Bello italico* de Castruccio Bonamici, un Italien de Lucques, officier subalterne au service de Naples et plus tard historien consciencieux autant qu'humaniste de premier ordre. Je citerai plus d'une fois son témoignage qui, à bien des points de vue, a le plus haut prix. Pezay, qui par jalousie, et par susceptibilité nationale outrée, le maltraite si souvent, et dit de sa relation qu'elle est « vague et diffuse, aussi infidèle que peu militaire (II, p. 128) (alors qu'il vient lui-même de lui emprunter, sans en avertir, sa description des positions austro-sardes derrière le Tanaro !) est tout de même contraint d'avouer que « cet écrit malgré tous ses défauts fait honneur à la plume dont il sort » (II, p. 292). N'en doutons pas et pour cette raison encore : malgré ses dédicaces à l'infant, au roi des Deux-Siciles, au pape Benoît XIV et au Sénat de Gênes, Castruccio Bonamici n'a nullement l'âme d'un courtisan. Notre grand Corneille écrivait aussi des dédicaces de ce genre. La meilleure preuve de l'indépendance de jugement de cet historien-soldat, c'est que malgré son grand talent et ses services, sa fortune demeura médiocre. Benoît XIV compara son *De Bello italico*

anglo-autrichienne était bien faite pour donner à tous les alliés d'Aranjuez ce sentiment de famille qui unissait officiellement et très fortement les cours de Versailles, de Madrid et de Naples. L'infant Don Philippe qu'il s'agissait d'installer dans la Lombardie et dans les duchés de Parme et de Plaisance, à la place des Autrichiens, n'était pas seulement gendre du roi de France, fils du roi d'Espagne et frère du roi de Naples, il devenait — si médiocre que fût sa personnalité — un symbole de libération italienne de l'oppression allemande. N'était-il pas d'ailleurs Italien, et du meilleur sang, par sa mère ! N'était-il pas la certitude d'une nouvelle dynastie italienne à fonder dans l'Italie du Nord ? Les vœux des populations ne l'appelaient-ils pas ? Ajoutons que les troupes espagnoles, dont il avait la responsabilité morale directe, se conduisaient dans cette guerre avec une correction généralement irréprochable. Les témoignages abondent de la discipline qui régnait dans l'armée espagnole ¹, de la ponctualité de l'inten-

aux Commentaires de César, mais en laissa végéter l'auteur. De sorte qu'il y a tout lieu de croire à ce que dit de lui un de ses contemporains :

Ad Aulae nihilominus tolerandas molestias natura fuit impatiens, apertioque de multis ac libero sermone in potentiorum aulicorum offensiones incidebat...
(Préface de l'édition complète de ses œuvres, 1764, voir Bibliographie.)

Que l'on étudie les traits de ce visage plein de noblesse, et ce regard ferme et pénétrant : on n'aura aucune peine à le croire.

1. Parmi ces témoignages, un des plus curieux et plus probants est celui de Goldoni qui après ses mésaventures consulaires à Venise, au service de Gênes, avait intelligemment repris son métier de comédien et auteur comique, dans la zone des armées espagnoles d'abord puis autrichiennes, dans les Marches pontificales. Il écrit au sujet des troupes espagnoles à Rimini :

Le général Gages faisait observer à toute l'armée l'ordre le plus exact et la discipline la plus rigoureuse. Ni jeu, ni bal, ni femmes suspectes. On vivait à Rimini absolument comme dans un couvent. Les Espagnols faisaient la cour aux dames du pays à la mode castillane et celles-ci aimaient fort la façon dont ces fils de Mars ployaient le genou devant elles. Les conversations étaient nombreuses et sans tumulte, et on y voyait briller la galanterie sans scandale.
(Mémoires, etc., LXV.)

Deux chapitres plus loin il narre ses expériences dans la zone autrichienne. Il est en compagnie de sa femme, une Génoise.

Ma femme soutenait non sans répugnance la conversation de Messieurs les Officiers allemands qui ne savaient pas faire des révérences aussi élégamment que les officiers espagnols. Elle me fit signe qu'elle n'en pouvait plus...

Mais ceci n'est rien : il faut voir la façon odieuse dont se conduisirent les troupes autrichiennes en Ligurie. En Provence, au contraire, les mêmes troupes semblent s'être conduites avec correction.



*D'après le portrait en frontispice de
l'édition des œuvres complètes, 1764.*

*(Reproduit sur ma demande par le cabinet photo-
graphique de la ville de Gênes, 7 décembre 1933.)*

dance espagnole à payer pour toutes les prestations, et pour les dommages causés, et même de la galanterie délicate et chevaleresque des officiers espagnols, comme des officiers français, dans leurs rapports avec les femmes italiennes. La brutalité et la grossièreté caractérisent au contraire le plus souvent la conduite des troupes autrichiennes au cours de toute cette guerre d'Italie.

Dans ce cadre général, voyons rapidement les événements de la première campagne, de juin à décembre 1745. Cette campagne, bien que commencée un peu tard, par suite des hésitations de Gênes d'abord à signer le traité d'Aranjuez, puis à le déclarer ouvertement, n'en est pas moins une belle série de victoires qui fait pendant aux éclatants succès de la campagne dans les Pays-Bas autrichiens et aussi aux succès qui marquent tout d'abord l'audacieuse tentative du prétendant en Ecosse. De l'un à l'autre de ces trois théâtres d'opérations, tout au long du 2^e semestre de cette merveilleuse année 1745, les nouvelles de victoires se croisent sans relâche, ajoutant à l'élan commun, créant partout l'émulation d'une course au triomphe. Bornons-nous bien entendu ici à la campagne d'Italie que nous allons suivre non plus dans les dépêches de l'envoyé génois à Paris, trop éloigné des opérations, mais dans les documents militaires, assez bien éclairés parfois par les rapports qu'envoient à Versailles notre légation et notre consulat général de Gênes. Certes, on va continuer à tenir notre légation en dehors de tous les entretiens diplomatiques, et Jonville, même dans ces circonstances, va bientôt prendre un nouveau congé de plusieurs mois, mais enfin il y a encore du Pont, et surtout Coutlet, qui placés à proximité du théâtre des opérations et en quelque sorte au grand quartier général de l'armée alliée, vont rendre compte, sinon des intentions du commandement qu'ils ignorent, du moins des réactions de l'opinion.

Il est intéressant, avant d'entrer dans le détail des vicissitudes de la guerre d'Italie, de montrer quelle valeur exacte on donnait dans les conseils du gouvernement français à l'alliance génoise : considérable relativement aux possibilités de manœuvre que donnait à l'armée franco-espagnole la position géographique de Gênes, mais tout à fait médiocre relative-

ment au concours militaire direct de la République ! Le marquis d'Argenson écrivait, en effet, à Jonville, du camp de Tournai, le 22 mai 1745, en l'informant de la signature du traité d'alliance, traité qui devait rester secret jusqu'à nouvel ordre :

Vous nous confirmez ce que nous savions déjà de la mauvaise qualité des troupes génoises tant en elles-mêmes que par le malheur qu'elles ont d'être mal commandées, non seulement par les officiers des moindres rangs, mais encore par les principaux qui sont des Nobles, n'entendant rien au métier de la guerre. Elles ne laisseront pas néanmoins d'estre utiles pour la garde des lieux et postes non critiqués ¹.

Appréciation qui n'avait rien de surprenant, étant donné le recrutement hétéroclite des troupes régulières de Gênes et l'inexpérience totale de cette noblesse génoise qui allait se partager les postes de commandement. On ne pouvait pas demander au marquis d'Argenson de prévoir les miracles qu'allait produire, dans l'ordre militaire lui-même, la colère et l'enthousiasme d'un peuple soulevé ! Nul, ni à Versailles ni même à Gênes, ne pouvait encore le soupçonner ! En tout cas, dès le début une chose apparaissait à Gênes : une bonne volonté générale dans l'exécution des devoirs prescrits par l'alliance.

Dès la fin mai, malgré l'impression d'inertie ou du moins de mollesse que donnait à Paris l'attitude de Gênes, Coutlet signale

qu'il ne se voit depuis huit jours que transport de canons, mortiers, bombes, boulets, munitions et attirails militaires pour Final et Gavi ².

Et on peut dire que cette activité dans les préparatifs d'abord, dans l'exécution de ses engagements ensuite, ne se démentira plus. Elle va d'ailleurs être, en vertu de sa position géographique et de ses ressources de toutes sortes, le point de con-

1. Archives des Affaires étrangères, Paris, *Corresp. de Gênes*, vol. CXVIII.

2. Coutlet aux échevins de Marseille, Gênes, 29 mai 1745. Archives de la Chambre de Commerce de Marseille. Section historique, AA. 614.

vergence des efforts de la quadruple alliance d'Aranjuez pour la campagne d'Italie. Ses cols, en effet, à quelques lieues seulement derrière elle, commandent les débouchés sur la grande plaine encastrée dans l'Apennin génois, d'où on peut menacer à la fois Turin, Milan et Parme, à la condition bien entendu que soient prises ou paralysées les deux grandes places de Tortone et d'Alexandrie qui en commandent les deux issues. C'est pourquoi dès le mois d'avril on a vu s'acheminer vers Gênes l'armée espagnole du comte de Gages, venant de Bologne, à travers les cols de l'Apennin derrière Reggio, après avoir bousculé une armée autrichienne qui voulait lui interdire le passage. Marche audacieuse mais accomplie au prix d'autant de fatigues que de dangers et qui faisait honneur aux troupes — environ vingt-cinq mille hommes — comme à leur chef ¹. Le 6 mai, elle arrivait sur le littoral génois pour remonter par la Spezia vers Gênes, tandis qu'un corps autrichien se portait jusqu'à Pontremoli au cœur de l'Apennin pour observer ses mouvements. A la fin mai, elle se trouvait rassemblée sous les murs de Gênes et y recevait un renfort de 6.000 hommes de troupes napolitaines, tandis que la cavalerie espagnole, avant-garde de l'armée franco-espagnole de Provence, arrivait également sous les murs de Gênes par l'ouest ².

1. Sur les souffrances de l'armée du comte de Gages dans cette marche en trois corps à travers l'Apennin de Modène et Bologne à la Spezia, voir Bonamici (B. I., l. I.). La colonne du centre, où étaient le duc de Modène et le comte de Gages, souffrit terriblement. Pluie, neiges, glaces, chemins atroces. Le printemps n'est dans ces parages, le plus souvent, qu'un hiver qui se prolonge. Quiconque connaît la route de Bologne à Prato, ne fût-ce même que par la voie ferrée et en plein été, ne trouvera pas ridicule Bonamici d'avoir écrit au sujet de cette traversée de l'Apennin par l'armée espagnole :

Tam improvisum tamque difficile per Apenninum Gagii iter cum late fama vulgasset, magna apud otiosos rerum aestimatores controversia extitit, cum alii temeritatem hominis carperent, qui suas eo copias coniecisset, ubi esset ipsis et fame et frigore pereundum; alii virtutem, atque immersabilem difficultatibus animum extollerent, Annibaliq. Alpes perrumpenti adaequarent.

2. Bourcet donne d'intéressants détails sur la préparation de la campagne : pendant l'hiver de 1744-1745 on approvisionna tous les ports ligures de toutes les subsistances nécessaires à l'armée franco-espagnole qui poussa ses quartiers d'hiver jusqu'à Albenga, tandis que le roi de Sardaigne prenait une position défensive sur la rive gauche du Tanaro depuis Pont de Nava, Ormea et Gareggio jusqu'à Ceva. M. de Mirepoix fut chargé au printemps de se saisir des hauteurs de l'Apennin ligure et de masquer le débouché de Pont de Nava.

Par des mouvements parallèles, les armées autrichienne et piémontaise se groupaient de l'autre côté de l'Apennin pour en fermer les passages. De tous les ports de la Catalogne, du Languedoc, de la Provence, d'une part, et des ports napolitains de l'autre, en dépit de la surveillance des escadres anglaises, de petits bâtiments de très faible tonnage, tartanes, chebecs, polagues, simples barques, se glissaient au ras des côtes ligures, apportant à Gênes canons, munitions et vivres. Pour une barque que prenaient les Anglais, dix passaient ! Elles arrivent par petites groupes, ou isolément, au total elles fourmillent — dit Coutlet — sous la Lanterne dans le port de Gênes ! Le plus dur, c'est ensuite le transport à travers l'Apennin, pour les troupes en marche vers la Lombardie à travers les cols. Tous les mulets de la Ligurie sont réquisitionnés pour ce transport, et comme ils ne sont pas assez nombreux, par milliers les paysans et montagnards ligures, à dos d'homme autant qu'avec toutes sortes de véhicules, aident au transport. Au reste, ces paysans — surtout les montagnards — sont dès ce moment organisés en corps francs, sous le commandement de patriciens génois, pour la garde des cols et, tout au cours de ces quatre années de guerre, ils se distingueront par leur intrépidité et leur zèle pour la défense de l'aristocratique République ¹. Grâce à eux, l'immense ligne de la

Grâce à ces précautions l'armée franco-espagnole put s'engager dans le dangereux défilé Vintimille-Albenga, par divisions de 3 à 4.000 hommes chacune, marchant à deux jours d'intervalle. Malgré toutes ces précautions, cette marche était dangereuse et Bourcet déclare qu'on ne comprendra jamais que le roi de Sardaigne, avec toutes les facilités qui s'offraient à lui, n'ait rien fait pour inquiéter son adversaire qui lui offrait ainsi un flanc si mal protégé. Bourcet estime que si le roi de Sardaigne au lieu de s'immobiliser ainsi sur la rive gauche du Tanaro, dans une défense passive du type le plus stérile, eût adopté le parti d'une défense active, sur la rive droite du Tanaro il eût pu non seulement retarder la marche, et le rassemblement à Albenga, de l'armée combinée mais même très probablement les rendre impossibles :

Il eût été très difficile, pour ne pas dire impossible, à l'armée combinée de pouvoir déboucher au bas d'un penchant borné au midi par la mer, sur laquelle la flotte anglaise de l'amiral Matthews croisait, et au nord par des montagnes dont les sommets auraient été occupés par l'armée du roi de Sardaigne.

(*Principes*, I. V, ch. v.)

1. Sur cet emploi des paysans comme forces belligérantes, le droit des gens, sans être aussi nettement prohibitif qu'il l'est devenu, y est déjà hostile. Ces belligérants sont évidemment hors du droit de

frontière génoise derrière laquelle, au nord, circulent les troupes piémontaises et autrichiennes et qu'elles peuvent percer en bien des points au risque de détruire les communications franco-espagnoles, demeurera, somme toute, suffisamment gardée. S'ils ne peuvent à eux seuls arrêter les tentatives ennemies, ils donnent toujours aux troupes régulières le temps d'accourir et de rejeter l'assaillant au delà des crêtes.

Aux premiers jours de juillet, la concentration est achevée autour de la Bocchetta, les Thermopyles génoises. Les dix mille hommes promis par Gênes sont presque tous là, en trois divisions

on assure, écrit notre consul général Coutlet, que M. de Gage en a esté si content qu'il a déclaré que depuis qu'il commande il n'a pas vu de plus belles troupes et de mieux équipées.

(Lettre du 4 juillet, aux échevins de Marseille.)

Dans son *Histoire des campagnes du maréchal de Maillebois en Italie*, le marquis de Pezay souligne qu'à partir du moment où l'armée du comte de Gages fut arrivée à Gênes, la direction de la campagne fut assumée par le maréchal de Maillebois (*op. cit.*, II, p. 122). A ce moment, l'armée combinée montait, dit-il, à 62.000 hommes d'infanterie et 8.000 chevaux. Au sujet du commandement en chef de l'armée combinée, dans cette première phase de la campagne de 1745, le marquis de Pezay relève « l'affectation ridicule de Bonamici à parler toujours de M. le comte de Gages comme du général en chef ». Note au livre II du *De Bello italico*, p. 185.) Il ajoute :

la guerre. Bourcet, pour les empêcher de prendre part aux hostilités, admet comme une chose naturelle des mesures de rigueur exceptionnelle :

Les menacer de brûler leurs villages et même l'exécuter contre les plus entreprenants comme aussi de faire enlever tous les hommes en état de porter les armes et de les éloigner de leur pays si les autres précautions n'y remédiaient pas.

Au cas où ces paysans combattraient de concert avec des troupes réglées, c'est-à-dire d'une manière particulièrement dangereuse,

On s'attachera le plus qu'il sera possible à prendre quelqu'un de ces paysans qu'on fera exécuter sur-le-champ, parce que le bruit de la mort d'un paysan chef de famille, dans la paroisse où il aura été tué, en imposera et retiendra les plus timides.

(*Principes*, I, V, ch. 1.)

Ces conditions juridiques rendent le dévouement patriotique des paysans de la République de Gênes d'autant plus méritoire.

Il est si vrai que le Roi d'Espagne voulait que M. de Gages déférât aux sentimens du général François, qu'il avoit envoyé un brevet de capitaine général à M. le maréchal de Maillebois.

Comme on le voit — et je l'ai déjà noté — par les dépêches de l'envoyé génois à Paris, sous le commandement théorique de l'infant c'est bien au maréchal de Maillebois que les deux cours entendaient, du moins alors, réserver la direction des opérations, mais Bonámici le nie si peu qu'il dit expressément ici :

Illaque superavit sententia Maliboji, etiam quod ei Philippus accesserat, qui Regis Philippi patris instituto, ingenioque suo Gallicis studebat rebus, quodque ad Gallos redire summa rerum et consiliorum videbatur. Namque Hispanis ab Philippo Rege datum erat in mandatis diligenter, a Gallorum sententia ne recederent.

Donc nulle « affectation ridicule », mais Bonamici servant dans l'armée du comte de Gages, est assez naturellement amené à parler fort souvent de lui. D'autre part, comme on le verra, cette question de l'unité de commandement, qui ne fut presque jamais nettement réglée, donnera lieu à bien des vicissitudes. La direction des opérations ne tardera pas à échapper au maréchal de Maillebois, le succès et les convoitises politiques ayant bientôt rendu ingouvernables les Espagnols et l'autorité suprême de l'infant n'ayant pas tardé à donner à l'état-major espagnol l'hégémonie de fait, hégémonie à laquelle la cour de Versailles se résignera, jusqu'à la consacrer expressément, même quand il y avait le plus de danger à le faire !

Sur les difficultés de la discipline et surtout de l'harmonie, même entre hommes de troupe, dans une armée aussi composite, le témoignage de Bonamici, officier subalterne, vaut la peine d'être cité :

Militum contentiones, quae in exercitu ex tot nationibus generibusque hominum variis conflato interdum suboriebantur, severiori coerces [sc. Gageus] edicto, ut ne quis sese veleranus tyroni, Hispanus Genuensi, Neapolitanove intolerantius miles praeferret...

(B. I., lib. II).

Comme on le voit, il vise spécialement l'armée du comte

de Gages, mais les témoignages ne manquent pas pour celle qui arrivait de l'ouest sous le commandement de Maillebois. Difficultés sans nombre sur les équivalences de grades, l'étiquette, etc. Mais aussi, entre les officiers et soldats de ces quatre armées, émulation de gloire qui donnera de magnifiques résultats tant que la confiance mutuelle sera intacte ! Dès les premiers jours de juillet, le comte de Gages prit l'offensive en direction de Novi, et le maréchal de Maillebois en direction d'Acqui. Ils y entraient à la mi-juillet, faisant de nombreux prisonniers, et rejetaient, le premier, l'armée autrichienne sous le canon de Tortone, le second l'armée piémontaise sous le canon d'Alexandrie. Les Autrichiens durent bientôt reculer vers Voghera et Pavie, abandonnant la forteresse piémontaise de Tortone à son sort, le roi de Sardaigne ne leur permettant pas d'y renforcer la défense. D'autre part, le roi de Sardaigne lui-même dépassant sa grande forteresse d'Alexandrie assez munie pour se défendre seule, se voyait contraint de prendre une position défensive, mais très forte, dans l'angle montueux que fait le Tanaro à son confluent avec le Po, avec son centre à Montecastello ¹. Le maréchal de Maillebois s'installait en face de lui, ayant son quartier général à San Giuliano, et occupant fortement toute la ligne Marengo-Castelceriolo-Piovera jusque vers le confluent du Tanaro et du Po en face de Bassignana. Il couvrait ainsi le comte de Gages, chargé du siège de Tortone avec l'armée espagnole grossie des corps napolitain et génois et de quelques bataillons français. Ce siège de Tortone commencé dès les premiers jours d'août allait occuper tout le mois. La ville proprement dite se rendit le 14, mais la garnison — 3 à 4.000 Piémontais — continua la résistance dans la forteresse. Le 3 septembre, après

1. L'excellence de cette position du roi de Sardaigne, derrière le Tanaro, surtout lorsque les Autrichiens de Schlembourg furent installés à sa gauche, est marquée en fort bons termes par Bonamici qui l'a vue de ses propres yeux en soldat :

Lævum ipse (sc. Sculemburgius), Rex Sardiniae dextrum castrorum latus obtinebat : quorum erat ejusmodi situs ut posita locis fructuosissimis omnium rerum abundarent copia et fluminibus munirentur iisdem, quibus continebantur. Quocumque autem Borbonii irruerent, sive Alexandriam, sive Dortonam, quæ non multum a castris aberant, oppugnare vellent, facile erat Regi, Sculemburgioque ex tam propinquis castris in utramque partem subsidio accurrere, atque oppugnationem repentino, si opus esset, incursu disturbare.

(B. I., lib. II.)

dix jours de bombardement continu, elle capitula ¹. Le 3 et le 4 le roi de Sardaigne avait tenté en direction d'Acqui et de Castelceriolo un vigoureux effort pour seconder sa résistance, mais le maréchal de Maillebois l'avait vivement rejeté sur ses positions de départ derrière le Tanaro.

Pendant que ces événements se passaient de l'autre côté de l'Apennin génois, d'autres se préparaient, et allaient se précipiter, le long des côtes génoises. Le Sénat de Gênes se flattait encore, un peu naïvement, de pouvoir rester en paix avec l'Angleterre tout en faisant la guerre aux alliés de l'Angleterre pour se défendre contre l'amputation préméditée au traité de Worms. Dans cet espoir, il avait fait une suprême démarche à Londres, par voie de déclaration imprimée, et il en attendait l'effet, en se préparant d'ailleurs à toutes éventualités. Vers le milieu de juillet, le représentant de l'Angleterre à Gênes s'était embarqué sur un vaisseau de sa nation, en compagnie de l'agent de Sardaigne et emmenant avec lui tous les négociants anglais. Cela sentait évidemment la rupture et présageait le bombardement, l'escadre anglaise étant d'ailleurs en vue du port, mais, dit notre consul général Coutlet,

on s'en rit icy, où les choses sont disposées de manière à ne rien craindre de leur part, outre que l'on est persuadé que la Cour de Londres dont on attend des réponses avec impatience, n'en viendra pas à cette extrémité par le préjudice qu'elle se ferait à elle-même.

(Lettre du 18 juillet aux échevins de Marseille.)

Il était certain que les escadres anglaises attendaient des ordres car elles ne cessaient de croiser sur les côtes ligures, en limitant leur hostilité à la chasse aux bâtiments légers qui ravitaillaient Gênes et ses alliés en vins et munitions. Mais il fallut bientôt perdre toute illusion rassurante à cet égard ! Le 25 juillet au soir Coutlet écrivait dans un post-scriptum :

1. Sur le siège de Tortone, voir quelques détails intéressants dans Bonamici. Il déclare que ce siège de 15 jours, vigoureusement mené et courageusement soutenu, honore tous ceux qui y prirent part. La garnison fut autorisée à conserver ses drapeaux et les officiers leurs armes. Elle put se retirer à Turin, sur parole de ne plus servir contre les Bourbons et leurs alliés. La ville resta très endommagée des 11.000 bombes et 70.000 coups de canon qu'elle avait reçus.

Les Anglois sont actuellement occupés à bombarder Savone, se voyant d'icy le feu du canon de la forteresse.

Et dans sa missive suivante, du 1^{er} août, il donnait les détails suivants :

L'escadre anglaise commença dimanche dernier vers les 5 heures du soir à bombarder Savone, ce qu'elle continua de faire jusques à 4 heures du matin, qu'une batterie de 8 pièces de canon des nostres qui se trouverent là par hasard et que nos Francois etablirent pendant la nuit du costé ou estoient les galiottes, les obligea à se retirer : car elles s'estoient postées dans un endroit ou le canon de la Citadelle ne pouvoit les incommoder.

Au total cependant, grâce à cette vigoureuse réplique improvisée par les Français, plus de bruit que de mal et notre consul en devient même goguenard :

Vous jugés bien que la confusion fut grande, les Religieuses s'estant mesme echappées de leurs monastères ; mais d'environ 150 bombes qui ont esté jettées il n'y en a eu que trois ou quatre qui ayent porté sans avoir causé de dommage ny tué ny blessé personne, un particulier au contraire ayant trouvé dans son jardin du fer pour la valeur de 4 à 500 livres ce que l'on regarde comme une espece de miracle. Deux jours après cette belle action cette escadre disparut et est allée à Livourne ou l'on dit que les galères de Sardaigne se mettent aussy en état de courir sur les Bastiments génois.
(Lettre du 1^{er} août 1745 aux échevins de Marseille.)

Ce bombardement de Savone avait été combiné avec une attaque piémontaise à revers : mais cette attaque qui ne se produisit que le lendemain, par défaut sans doute de concert, fut repoussée. Mais il n'y avait plus à se méprendre sur l'attitude anglaise. Une note comminatoire arrivée sur ces entre-faites de Londres, en réponse au manifeste génois, acheva de dissiper toutes les illusions. Le bombardement de Gênes devenait donc une certitude, et, le terrible souvenir du bombardement de 1684 étant ainsi réveillé, il y eut un moment de *terreur panique* ; on ne vit plus que Gênois, surtout bien entendu ceux qui avaient le plus à craindre des effets du bombardement, occupés à transporter dans leurs maisons de campagne sur les hauteurs voisines, leurs objets de prix. Beaucoup ce-

pendant gardaient leur sang-froid. Les gens « les plus sensez », écrivait Coutlet le 8 août, regardent ces terreurs comme chimeriques, Gênes ayant pour riposter à la flotte anglaise, 184 pièces de canon, la plupart de 24 et de 36 avec 14 mortiers et cinq galères faisant sentinelle jour et nuit à la bouche du port. Huit jours après, comme les Anglais n'avaient plus reparu dans ces parages, tout le monde était déjà rassuré. On disait même que l'escadre anglaise était rappelée en hâte dans la Manche par suite des progrès foudroyants du prétendant en Ecosse et des préparatifs de la France pour le soutenir :

Si les progrès du Prince Stuard en Ecosse se vérifient, ces Messieurs-là auront toute autre chose à penser qu'à venir bombarder Gênes, comme ils s'en estoient vantes et inquiéter notre commerce, les petits Bastiments recommençant à naviguer librement le long des deux Rivières.

(Lettre du 15 août 1745 aux échevins de Marseille.)

Le mois d'août s'acheva sans autre alerte du côté de la mer. Les galères sardes embusquées dans le canal de Piombino couraient sus aux petits bâtiments génois et napolitains, mais du côté du Ponant les communications demeuraient libres avec la Provence et la Catalogne. En septembre, tandis que les Espagnols exploitant la prise de Tortone poussaient en direction de Plaisance et de Parme dont ils s'emparaient, la flotte anglaise faisait une première réapparition devant Gênes, et en nombre imposant — vingt-quatre ou vingt-cinq bâtiments — renouvelant ainsi l'anxiété du mois précédent. Le 27, elle revint, forte de 14 vaisseaux, et vers minuit ouvrit le feu sur la ville. Ce bombardement dura jusqu'au matin, mais avec fort peu de résultats. La plupart des bombes, dit Coutlet, étaient tombées sur les rochers du rivage ou dans les jardins du faubourg du Bisagno. Les batteries génoises, autant que les ténèbres permettaient de régler le tir, avaient vigoureusement riposté.

Il y eut à la vérité un peu de confusion dans la ville parmy le menu peuple mais l'on prit de si bonnes précautions qu'il n'y survint aucun désordre ; quelques religieuses dont les couvents estoient les plus exposés se retirèrent dans d'autres plus esloignés, ce qui leur a servi d'un peu de divertissement. Après cette belle corvée

cette escadre se tira plus au large et bordoya toute la journée en veüe de ce port. Le 29 elle fit voile à Ponent et s'arrêta devant Final ou elle jetta aussy 260 Bombes sans y avoir causé aucun dommage de consideration n'en estant tombé que 4 ou 5 dans la Ville ou il ny a eu presque que la maison de mon Vice-Consul qui est au rivage de la mer qui ait un peu souffert. On apprend qu'ils ont esté le 30 faire la mesme fonction à S.-Reme ou l'on assure qu'ils n'ont pas eu plus de succez. Comme ils voyent qu'ils ne peuvent endommager cette Ville ou l'on vient encore de placer 6 pièces de canon de 36 vis à vis l'endroit ou lesdites galiottes s'estoient avancées ils vont apparemment jettant leur rage le long de la coste. Ce qu'il y a de certain est que l'on est revenu icy de toute appréhension au point que l'on souhaitteroit de les voir revenir pour les traiter suivant leur mérite.

(Lettre du 30 octobre 1745 aux échevins de Marseille ¹.)

Et dans cette dernière notation on aurait le droit de soupçonner une dose plus ou moins grande de jactance si la suite de la guerre ne prouvait pas que les Génois, en effet, après une si longue paix, commençaient à se familiariser avec le danger ². Ils avaient bien le droit d'être satisfaits de leur bonne contenance politique, morale et militaire, aussi durent-ils être assez mortifiés d'apprendre par les lettres de leur envoyé à Paris que Jonville, l'envoyé de France à Gênes, se répandait en récriminations sur la maladresse des canonniers génois et l'inér-

1. Jonville est encore à Gênes au moment du bombardement, il ne partira que le mois suivant, mais ses lettres restent acres et sèches, de sorte que je préfère citer Coutlet, dans ses lettres aux échevins de Marseille, plus abondant, plus précis et dont l'humeur goguenarde est réconfortante. Dans tout ce bombardement, Jonville voit surtout deux choses : que les canonniers génois n'ont pas réussi à couler un seul navire anglais et que les galères génoises, faute de décision et de hardiesse, ont manqué l'occasion de capturer un vaisseau anglais qui s'était risqué trop près de l'entrée du port — critiques qui étaient ou qui n'étaient pas fondées, mais qui avaient certainement le tort de manifester un esprit aigri, peu propre à entretenir la cordialité nécessaire à l'alliance. Il venait d'avoir dans le même mois de septembre un conflit très violent avec l'administration génoise au sujet d'une taxe de capitation exigée d'un libraire français établi à Gênes ! Que son état d'esprit fût excusable ou non, il manquait d'opportunité. On le comprit à Versailles. Il allait quitter Gênes... Il ne devait plus y revenir.

2. Au sujet de la tenue morale de Gênes sous le bombardement anglais, cette appréciation de Pezay :

... Ces Républicains commençoient à développer ce courage patriotique qu'une révolution plus importante devoit bientôt montrer dans tout son jour.

(Op. cit., II, p. 159.)

tie des galères génoises au cours du bombardement. Il ne manquait pas au Sénat de bonnes raisons pour répliquer : les lettres du consul Coutlet les eussent consolés de l'acrimonie de Jonville. En somme, le résultat était là : les Anglais avaient échoué dans leur tentative sur Gênes. On apprit bientôt que leur bombardement de San Remo avait été beaucoup plus efficace et que la petite ville avait durement souffert ¹, mais comme on apprit en même temps que ses représentants — au reste peu affectionnés à la République — avaient essayé de détourner la foudre anglaise en protestant qu'ils n'étaient pas Génois, on se réjouit ironiquement que leur manque de fidélité eût reçu aussitôt sa récompense ! Le bon Coutlet lui-même, malgré les 2.000 coups de canon qu'ils ont reçus, et le quart de leur ville détruit, ne peut se décider à les plaindre.

Il est même narquois à leur égard :

Ils s'avisèrent d'envoyer une espèce de députation au commandant de l'escadre pour lui déclarer qu'ils n'étoient point génois ny sujets de la République mais simplement peuples conventionnés et qu'il pouvoit librement venir faire aiguade lui offrant tous les rafraichissements dont il pouvoit avoir besoin ; on prétend qu'il leur répondit qu'ils n'avoient qu'à se retirer, voulant les regaler

1. Il y a dans la section des manuscrits de la Bibliothèque de Gênes deux relations de ce bombardement. On y voit que la députation envoyée à la flotte anglaise, dès qu'on la vit s'embossier en face de la ville, fut fort rudement accueillie et presque aussitôt renvoyée, les ordres ayant déjà été donnés, lui fut-il répondu, pour le bombardement. Les quatre députés de San Remo répondirent que la ville de San Remo n'était pas en état de guerre avec les Anglais. L'amiral anglais leur répliqua que San Remo avait accueilli les Espagnols, qu'elle avait fait mourir de chagrin le consul anglais et qu'elle faisait partie des Etats de la République de Gênes avec laquelle il y avait état de guerre. Le bombardement, qui dura 24 heures, y est qualifié d'*infernal* : on évalue à mille le nombre des bombes, dont beaucoup incendiaires, et à deux mille celui des boulets. Quand les marins du pays virent que les Anglais brûlaient ou prenaient leurs grosses barques dans le port, ils s'ameutèrent, et le commandant du fort tira quelques coups de canon qui ne firent qu'irriter l'ennemi. La députation sanremoise avait dit d'ailleurs, dans sa brève entrevue, que la ville serait sous le bombardement « comme un cadavre, ne pouvant ni ne voulant faire aucune défense ». Les dommages matériels furent considérables, mais toute la population s'étant réfugiée sur la montagne, il n'y eut aucune victime.

(D'après *La relazione funesta del Bombeggiamento di San Remo il Di 30 Settembre 1745, e Distinta relazione del Bombeggiamento degli Inglesi in S. Remo*, Bibl. de Gênes, manuscrits Dbis 8.5.30.)

lui mesme en exécution des ordres qu'il avoit et de fait une heure après il commença par leur couler à fond trois tartanes, à leur en enlever cinq autres et à les foudroyer de toutes façons avec une fureur incroyable.

(Coutlet aux échevins de Marseille, 10 octobre 1745, Arch. de la Ch. de Comm. de Marseille, *ibid*, AA-614.)

Ils se seraient conduits, dit-il, avec plus de dignité et même plus de prudence s'ils eussent fait usage de plus de 24 pièces de canon, dont 18 de 36, qu'ils avaient pour leur défense ! Mais ces canons étaient-ils en état de servir ? On a le droit d'en douter lorsqu'on voit, à la suite de cette affaire, une députation de San Remo venir supplier les autorités françaises de l'arsenal de Toulon de leur vendre des canons, ce qui irrita le Sénat de Gênes et l'envoyé génois à Paris qui n'avaient pas été préalablement consultés et qui empêchèrent la livraison, après avoir tancé d'importance le consul de Gênes à Toulon pour avoir pris sur lui d'appuyer la délégation San Remoise ¹ !

Derrière tout cela il y avait la querelle juridique et morale sur la nature du lien qui unissait San Remo à la République de Gênes ². Jonville, dans sa lettre du 4 octobre à Maurepas, note comme un fait cette situation juridique spéciale de San Remo :

La ville et le territoire de St-Reme ne sont que conventionnés avec la République et non sujets.

Evidemment Gênes ne voulait pas reconnaître cette thèse

1. Cette affaire, dont il est question dans les dépêches de Doria en novembre et décembre 1745, est fort curieuse à bien des égards. Gênes poussera un peu loin son formalisme.

2. Il y a aux archives et à la Bibliothèque de Gênes, une documentation opulente sur la querelle juridique entre San Remo et la République Sérénissime. Cette querelle s'était ravivée une quinzaine d'années avant ces événements, et avait donné lieu à une multitude d'écrits de controverse. San Remo fondait sa thèse, qui niait toute souveraineté à Gênes et ne reconnaissait qu'un lien contractuel, sur un pacte, *à égalité*, daté de l'an 1199. .. Je n'insiste donc pas et me borne à renvoyer surtout à la collection reliée des mémoires publiés autour de 1730, qui figure à la Bibliothèque de Gênes sous la cote D bis 4. 7.58 (un millier de pages in-4°). Ce qu'il faut en retenir, c'est que l'attitude de San Remo ne prouve donc rien contre le loyalisme des populations continentales de la République pendant cette guerre de la succession d'Autriche.

autonomiste, mais le débat n'en existait pas moins et il a son intérêt ici, car il empêche de parler, dans ce cas, de faiblesse et de trahison.

En tout cas, le gouvernement génois protesta hautement à la face de l'Europe contre ce bombardement qu'il stigmatisa comme une brutalité sans résultat militaire possible. Il demanda à Madrid et à Versailles que des contributions forcées fussent imposées dans les pays ennemis occupés pour indemniser les victimes. Le marquis d'Argenson, dans une lettre à Doria, en date du 7 novembre 1745, admit le principe de contributions en vue de constituer une *masse commune* pour les dites indemnités.

Sa Majesté, dit-il, consentira très volontiers à ce qu'on prélève sur ces contributions ce que Sa Majesté catholique trouvera juste d'accorder aux Génois et en particulier aux habitants de St-Remo.

(Arch. de Gênes, *ibid*, 2224-48.)

Tandis que du côté de la mer Gênes résistait ainsi stoïquement à l'Angleterre, du côté de la terre, la campagne s'achevait d'une façon triomphale. Dès le 9 septembre, en effet, le comte de Gages, profitant de l'effet moral de la capitulation de Tortone, s'était emparé de Plaisance par escalade. Le lendemain il contraignait la citadelle elle-même à se rendre et sa garnison était faite prisonnière de guerre. Parme avait eu aussitôt après le même sort, les Autrichiens ayant précipitamment évacué ville et citadelle et repassé le Po. Puis, sans laisser aux Autrichiens le temps de souffler, il avait fait jeter un pont sur le Po en face de Pavie, et par un coup de main plus audacieux et plus heureux encore que les précédents, le 22 septembre, il avait réussi à pénétrer dans Pavie par les aqueducs et à s'emparer de la ville en quelques heures de vif combat ¹. Six cents pandours et Croates, et 1.500 malades ou convalescents autrichiens étaient restés entre ses mains. Quatre cents Autrichiens avaient bien réussi à se jeter

1. Ce coup de main si audacieux sur Pavie, et couronné d'un tel succès, fut exécuté, en ce qui concernait le commandement de l'avant-garde, par M. de Flobert, ingénieur français au service d'Espagne. (Cf. Pezay, II, p. 145.)

dans le château, mais ils s'y trouvaient bloqués. L'infant Don Philippe, désormais maître des duchés de Plaisance et de Parme, qu'il revendiquait comme un minimum, et à la veille de s'emparer de toute la Lombardie — sa suprême ambition — avait solennellement remis au nom de son père à l'heureux et vaillant capitaine-général de l'armée espagnole les insignes de la Toison d'Or ! Quelques jours après, le 27 septembre, le jour précisément où l'escadre anglaise ouvrait le feu sur Gênes et en était repoussée, le maréchal de Maillebois, après avoir, par une marche simulée de Pavie sur Milan, contraint les Autrichiens à se séparer des Piémontais pour courir au secours de leur capitale italienne, revenait brusquement sur le roi de Sardaigne laissé seul derrière le Tanaro, et l'assaillait à l'aube sur tout son front ¹. L'armée alliée presque tout entière, revenue ainsi par des marches de nuit foudroyantes, franchissait le Tanaro en ordre de bataille, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture et enlevait les retranchements piémontais à la charge ². Il était à peine jour. La surprise produisit ses inévitables effets de panique que le roi de Sardaigne par son sang-froid ne réussit qu'à atténuer. A l'aile droite des alliés, Escher avec les Génois et les Napolitains s'acquitta brillamment de sa mission qui consistait à franchir le Tanaro tout près de son confluent avec le Po et aller détruire le pont que les Autrichiens avaient sur le grand fleuve, pour rendre

1. Pour cet exposé de la bataille de Bassignana, ou du Tanaro, je suis les relations de Bourcet (*Principes, Exemple XI*, et de Bonamici, *De Bello italico*, l. II), tous deux non seulement témoins mais acteurs, le premier comme directeur de la manœuvre alliée, le second comme officier subalterne. De plus, naturellement Pezay (*Histoire des campagnes du maréchal Maillebois*, I) et aussi Pajol (*Guerres de Louis XV*, t. III, ch. III).

2. Bonamici narre ainsi ce passage :

Quâ in re admodum fuit Borboniorum virtus laudanda. Nam, cum solo ex aquâ capite extarent, eâ celeritate, audaciâque ierant, ut plerique ex hostibus, aut subitô, ubi noctu conquieverant, opprimerentur in tabernaculis, aut impedimentis sarcinisque relictis, turpiter profugerent ; iique ipsi, quibus animus fuisset ad resistendum, vitamque, quoquo modo se res haberet, ferro reddendam, tamen reliquorum fugâ abrepti pellerentur.

(*De Bello italico*, II.)

Bourcet dit que la grosse erreur du roi de Sardaigne et de son état-major fut de croire que le Tanaro, à cet endroit, n'était pas guéable, pour l'infanterie. Il l'était tout juste et il fallait beaucoup d'audace pour s'y risquer, mais on eut cette audace !

impossible leur retour et leur participation à la bataille. Les troupes sardes rejetées en désordre sur leur gauche, vers le Po, et ne pouvant recevoir des corps autrichiens laissés à portée sur l'autre rive aucun secours, se heurtaient à Bassignana à la cavalerie espagnole et voyaient leur retraite se convertir en déroute sur tous les chemins allant à Valenza et Alexandrie. Le maréchal de Schulembourg qui, impuissant sur la rive gauche du Po, avait dû faire le tour précipitamment vers Valenza pour se porter au secours du roi de Sardaigne, arriva tout juste à temps pour y recueillir les débris de l'armée piémontaise. Espagnols, Napolitains, Génois et Français avaient rivalisé d'élan dans l'exécution ponctuelle du plan conçu par Bourcet qui avait reconnu la position de l'ennemi et avait été chargé par le maréchal de Maillebois de faire la disposition générale pour l'attaque. Cette bataille qui coûtait près de trois mille hommes au roi de Sardaigne, douze canons et presque tous ses bagages et munitions, ne coûtait pas trois cents hommes au maréchal de Maillebois tant l'attaque avait été heureusement combinée, soudaine et fougueuse ¹. Les résultats en étaient aussitôt tangibles et considérables : l'investissement d'Alexandrie devenait possible ; Valenza et Casal étaient condamnées à tomber à brève échéance. Le roi de Sardaigne était rejeté sous les murs de Turin et de tous ses Etats de terre ferme ne possédait plus guère que sa capitale ² !

1. Bonamici prétend que par la faute du maréchal Maillebois, dont les avis trop prudents prévalurent sur ceux du comte de Gages, l'armée combinée ne sut pas exploiter sa belle victoire de Bassignana. Pezay le nie énergiquement, déclare inventé le conflit entre les deux généraux et observe qu'on suivit l'ennemi jusqu'à Valence. Il termine par ce trait à l'adresse de Bonamici :

Il auroit mieux fait de citer la réunion du maréchal de Maillebois et du comte de Gages dans la plaine de Bassignana, où après avoir battu, chacun de leur côté, ce qui se presentoit devant eux, ils se joignirent, s'embrassèrent et donnèrent un spectacle attendrissant à toute leur armée.

(I, p. 243.)

2. Le marquis de Pezay parle de cette bataille en termes singulièrement nobles et justes :

Si l'on calcule l'importance des batailles et le mérite des victoires par le nombre des hommes massacrés, la journée de Bassignana ne tiendra qu'un rang peu distingué dans l'histoire : si la gloire du général est en raison de la justesse de ses calculs, de la sagesse de ses combinaisons, du nombre de ses ressources, des rapports plus adroitement saisis, de la durée et du secret de l'exécution, de la plus exacte répartition des forces et de la manière la plus ingénieuse de les

On était aux premiers jours d'octobre. L'usage du temps, une sorte de convention tacite entre tous les belligérants, voulaient qu'en octobre on prit ses quartiers d'hiver. Mais on était en Italie où la saison permettait évidemment aux opérations militaires de se prolonger. Fallait-il user de cette possibilité ? Et dans ce cas, quel nouveau plan fallait-il adopter pour la suite de la campagne ? Quel que fût d'ailleurs ce plan, n'y avait-il pas quelques opérations secondaires, et partielles mais indispensables et urgentes, pour consolider les résultats obtenus et les mettre à couvert d'un retour de fortune ? C'est ce que nous assure Bonamici, et sa critique mérite d'être rapportée. Dans le reproche général de négligence qu'il adresse aux Français après la victoire de Bassignana, il précise celui-ci : — n'avoir pas fait le siège de Ceva, ce qui eût mis la communication à couvert et garanti à la fois la France et Gênes d'une dangereuse attaque à revers du roi de Sardaigne :

*Mirapiscensem Gallorum legatum, qui Ligusticam oram asser-
vabat eam, quae vergit ad occidentalem solem, Cebam in maritimis
alpibus ul tandem oppugnaret, Genuenses hortabantur, recteque mone-
bant... Sed longe esse alia Mirapiscensi mens videbatur. Dum vero
Genuensibus Galli imperitiam bellandi, Gallis contra Genuenses
incuriam objectant agendi, interque se de belli ratione disputant, belli
tempus abit.*

(B. I., l. II.)

A cette critique que le soldat historien lucquois formule en termes si évidemment modérés et qu'il emprunte d'ailleurs à l'état-major génois, critique qui devait recevoir de la campagne suivante une confirmation si cruelle à la fois pour la

adapter au local et aux circonstances, le passage du Tanaro sera mis au rang des plus savantes opérations qui se soient exécutées à la guerre.
(*Op. cit.*, II, p. 153.)

Sur cette bataille, cette flatteuse appréciation de Wilkinson, p. 219 :

*The manœuvres by which the battle of Bassignana was prepared, and the plan
of attack for the battle, are brilliant examples of eighteenth century generalship.*

Wilkinson en attribue tout le mérite à Bourcet et observe que si la victoire ne fut pas encore plus brillante et plus complète, c'est Montal qui en fut responsable pour n'avoir pas suivi assez ponctuellement le plan établi par Bourcet. Montal, en effet, en s'arrêtant trop tôt permit aux Piémontais d'effectuer leur retraite sur Valenza. Or Bourcet avait prévu que le roi de Sardaigne devrait se jeter dans Alexandrie où il eût été bloqué.

France et pour Gênes, le marquis de Pezay répond par cette note dont la justesse initiale n'excuse pas la violence finale :

L'Espagne ne voulut pas qu'on fit le siège de Ceva au commencement de la campagne et quand elle y consentit on détacha M. de Mirepoix qui ne crut pas cette entreprise possible, et qui prouva d'ailleurs que dans cette saison elle devenait inutile. Les talents et la valeur de M. le marquis de Mirepoix (depuis maréchal de France) lui ont mérité trop d'éloges des vrais militaires, dans le cours de ces campagnes, pour qu'il n'eût pas des droits certains aux accusations impudentes de Bonamici.

(I, p. 273.)

Il est sans doute difficile d'arbitrer de pareils différends, mais rien n'excuse le ton que prend Pezay à l'égard du critique autorisé qu'il prétend réfuter, et qu'il se borne en somme à contredire ! De toutes façons, il est certain que des débats s'élevèrent entre les divers états-majors, et ces débats amenèrent, par la force des choses, un temps d'arrêt. Les armées de coalition ont de ces inévitables faiblesses.

CHAPITRE III

Des victoires aux catastrophes : — De la victoire du Tanaro — 27 septembre 1745 — et de la conquête de la Lombardie, à la prise de Gênes et à l'invasion de la Provence, septembre 1746.

Le 27 septembre 1745, le jour même où les forts de Gênes repoussaient l'escadre anglaise, et où le maréchal de Maillebois arrachait le roi de Sardaigne de ses positions du Tanaro et le rejetait sous le canon de ses places du Montferrat et de Turin, l'envoyé génois à Paris rendait compte à son gouvernement d'une longue conversation qu'il venait d'avoir avec le marquis d'Argenson. On venait d'apprendre l'élection à l'empire du grand-duc de Toscane, mari et corégent de la reine de Hongrie. Si Marie-Thérèse avait, en effet, pour un temps, négligé fâcheusement l'Italie, elle n'avait pas perdu de vue le but essentiel de son ambition : concentrant la majeure partie de ses forces contre l'armée française d'Allemagne, commandée alors par le prince de Conti, elle avait couvert Francfort, et le 13 septembre y avait fait élire, très tranquillement, son mari, malgré les protestations et le départ des ambassadeurs du roi de Prusse et de l'électeur palatin.

Ainsi du point de vue de la logique de la guerre — les choses étant vues de Versailles — la guerre était désormais perdue pour la France, et avec de sinistres conséquences à prévoir pour Gênes. Doria en fit un tableau *pathétique* au ministre français, lui représentant que l'empire resté obstinément neutre jusqu'alors, entrerait dans la guerre aux côtés du nouvel empereur, François I^{er}, et que l'empereur dont Gênes avait, juridiquement tout au moins, besoin absolu, pour sa grosse affaire des fiefs impériaux, au lieu d'être, comme il

l'avait été avec Charles VII, un client et un protégé du roi de France, surgissait maintenant en ennemi acharné et formidable de la France et de ses alliés ! Au point de vue militaire, il fallait prévoir l'arrivée en Italie, à brève échéance, de renforts autrichiens considérables, même si le roi de Prusse continuait la guerre, et formidables, irrésistibles, si le roi de Prusse, par un nouvel accommodement avec l'Autriche, désertait la lutte une deuxième fois. Comme la suite des événements allait le montrer, il était impossible de prévoir d'une manière plus clairvoyante, et même plus prophétique ! Mais les apparences étaient encore bien loin d'autoriser un pareil pessimisme. Le marquis d'Argenson répondit sans s'émouvoir qu'il n'y avait pas lieu de pousser le tableau si au noir : qu'il n'était pas vrai que le roi de Prusse voulût poser les armes ; qu'il était certain au contraire que le roi de France était victorieux en Flandre sur toute la ligne, et à portée d'entrer en Hoïlande si celle-ci ne rentrait pas sans tarder dans cette neutralité d'où elle venait, si malencontreusement pour elle, de sortir ; qu'il n'y avait rien à craindre en Allemagne, et qu'en Italie tout marchait à souhait ! Enfin et surtout, que l'Angleterre, devenue le principal adversaire, était déchirée par la guerre civile, menacée par le prince Charles-Edouard, et qu'ainsi elle allait bientôt cesser d'être en état de soutenir ses alliés par ses indispensables subsides !

Plus ou moins persuadé, l'envoyé génois imposa donc silence à ses craintes et porta son attention sur le développement de la campagne en Italie. Mais, en homme familier avec la topographie de son pays, il ne tarda pas à retrouver, même sur ce théâtre de la guerre qui donnait tant de satisfactions apparentes, de nouvelles raisons de s'alarmer. Au lieu, en effet, de concentrer leurs efforts, pour la fin de la campagne, sur le siège de la puissante place piémontaise d'Alexandrie, les armées française et espagnole les dispersaient de plus en plus. Tandis que les Français s'attachaient à réduire Alexandrie, Valenza, Asti et Casal, les Espagnols, déjà fort éloignés de leurs alliés par leur occupation de Plaisance et de Parme, tendaient à s'en éloigner plus encore en portant leur effort sur la Lombardie : ils complétaient leur conquête de la ville de Pavie par le siège de la citadelle qui se rendit le 9 décembre,

et ils poussaient audacieusement jusqu'à Milan, où ils entraient le 16, sans résistance ¹, les Autrichiens s'étant retirés dans la citadelle extrêmement forte, et qu'ils étaient bien résolus à défendre jusqu'à la dernière extrémité. Mais — pour la galerie ! — un grand coup moral était porté ! L'infant était, ou du moins avait l'air d'être, le maître de toutes les terres qu'il avait revendiquées, l'ambition de sa mère était satisfaite et la France pouvait se dire, à la fin décembre, que si la maison d'Autriche avait réussi à reconquérir la couronne impériale, elle avait du moins perdu l'Italie ² ! On savourait avec ivresse à Madrid ces orgueilleuses satisfactions d'ambition, mais à Paris on se rendait trop compte de la précarité de ces résultats pour se laisser griser complètement. Sur place surtout, le commandement français sentait vivement le danger d'une pareille dispersion de forces, surtout alors que résistaient toujours la forteresse d'Alexandrie et celle de Milan. L'artillerie franco-espagnole qui aurait pu — concentrée — achever de réduire la première de ces places, ne pouvait, dispersée, briser la résistance d'aucune ³ ! Ajoutons que le Sénat

1. Au sujet des clefs de Milan envoyées à l'infant bien avant qu'il ne fût sous les murs de la ville, Bonamici explique ainsi les motifs :

... non studio partium..., aut subita erga Philippum benevolentia sed tradito more in cufuscumque Principis verba jurandi, qui propius urbem Mediolanum XX passuum millia exercitum admoverit.

(B. I., l. 11.)

Evidemment ce n'est ni la Milan du moyen âge ni celle du Risorgimento !

2. Bonamici a évidemment raison de souligner ce premier et immense résultat de l'alliance génoise pour les Bourbons : l'accès en Lombardie, permettant d'envisager l'expulsion des Autrichiens de toute l'Italie :

Ita Hispanis, qui nunquam victi, numquam victores toties cum hoste confluerant, et iis, qui Gagio Duce Pontificias ultro citroque Provincias diu pererraverant, neque tamen quicquam profecerant, et iis, qui in Alpibus ad Italiae portas sexennium jam fere obversati, in illam auxiliis etiam Gallorum irrumpere, cum saepe tentassent nunquam potuerant ; facta cum Genuensibus societate subito in Cisalpinam iter Galliam patefactum est. Austriaci autem qui magno animo ingentique fiducia gerebant bellum, quod et mare Britannis sociis tenebant, et locis considebant natura munitissimis, eosque ex Vormaciensi foedere spiritus sumpserant, ut Italiam omnem suam dicerent, aliis eriperent, aliis donarent, modo respicere sese, et suis timere rebus cœperant. Tanta traductis ad amicitiam et societatem Borboniorum Genuensibus, facta est rerum in Italia commutatio.

(B. I., concl. du livre I.)

3. Bonamici a beau servir dans les rangs espagnols, il voit très bien que les désastres de 1746 viendront de la faute inconcevable commise par les Espagnols dans leur stratégie de magnificence, en se séparant des Français pour s'emparer de la Lombardie :

de Gênes se voyait contraint de rappeler sur la côte bon nombre de ses troupes, non seulement pour la mettre à couvert de nouvelles insultes anglaises mais aussi pour essayer de les faire passer en Corse, où les plus fâcheux événements venaient de se produire. L'escadre anglaise, repoussée par l'artillerie des forts de Savone et de Gênes, ne s'était pas bornée à en tirer vengeance sur Finale et San Remo : elle avait pensé que la Corse lui offrirait une proie plus facile et elle ne s'était pas trompée. Dans la deuxième quinzaine de novembre, elle s'était embossée devant Bastia, et par un violent bombardement pendant cinq jours, conjugué avec une attaque des insurgés commandés par Rivarola, elle l'avait contrainte à capituler. Anglais et insurgés avaient quelques jours après complété ce succès par l'attaque et la prise de Saint-Florent¹. Le comte et le marquis d'Argenson, Maurepas ensuite, eurent beau jeu, à cette mauvaise nouvelle, pour dire à l'envoyé génois qu'il fallait bien s'y attendre, Gênes n'ayant rien fait

At Borbonii tecte primum inter se, deinde aperte, graviterque dissidere coeperant. Erant Hispani, repugnantibus vehementissime Gallis, Mediolanum profecti, et contra quam erat in concilio de communi sententiâ constitutum, mediolanensis arcis oppugnationem urgebant : quae res, et offensionem illis non mediocrem ad socios afferebat, intempestivam detegendo cupiditatem, et nimium distrahendo vires, infirmiores reddebat ad resistendum hostibus. Sed nihil commovebantur Hispani.

(B. I., lib. III.)

Sur toute cette fin de campagne, Wilkinson adopte entièrement le point de vue qui fut celui de l'état-major français et qui est resté celui de la critique historique française, c'est-à-dire, qu'il impute à l'orgueilleuse et stupide ingérence d'Elisabeth Farnèse dans la stratégie, les fautes évidentes commises par l'armée espagnole et qui devaient avoir dans la campagne de 1746 de si funestes conséquences (pp. 223, 227 et tout le chap. VII). Il va jusqu'à écrire :

The Spanish army was being handled in a fashion which outraged military common sense... (p. 240).

Et encore :

The obstinacy with which the Spaniards clung to plans which Maillebois rightly regarded as military madness brought him to the verge of despair (ibid.).

1. Sur cette prise de Bastia et de Saint-Florent, voir naturellement Le Glay. On y lira d'intéressants détails, et surtout on y verra le conflit, plus ou moins bien dissimulé, entre les alliés de Worms au sujet de la Corse. Sardes et Autrichiens jaloux et inquiets devant cette mainmise anglaise sur l'île ; l'idée d'un partage à trois ; en attendant, comme formule provisoire, l'amiral anglais fit entrevoir aux Corses la liberté sous la protection britannique. Mais l'île était encore loin d'être tout entière soumise aux Anglais, et devant les diverses solutions possibles les divisions entre Corses s'exaspèrent.

de sérieux pour la défense de l'île depuis que les Français l'avaient évacuée. Ils ajoutèrent d'ailleurs qu'il ne fallait pas se laisser aller au découragement et qu'il importait d'agir pour empêcher les Anglais d'achever la conquête de l'île ! Mais comment agir ? Maurepas fit l'aveu qu'il était impossible en ce moment à la France et à l'Espagne réunies de rassembler en Méditerranée une escadre capable de couvrir, en face de l'escadre anglaise, le passage en Corse d'un corps expéditionnaire. Sur cette grave question, Gênes et la France n'avaient pas encore eu le temps de se concerter que les plus graves nouvelles arrivaient d'Allemagne ; pour parler plus précisément, une bonne nouvelle suivie d'un véritable coup de massue : d'abord, en effet, l'annonce de la grande victoire de Frédéric sur les Saxons, alliés de l'Autriche, sous les murs de Dresde, le 18 décembre. Les Saxons avaient perdu en tués ou blessés près de cinq mille hommes, en prisonniers près de quatre mille, de plus toute leur artillerie et leurs bagages ! Le roi de Prusse était entré à Dresde. Toutefois, ce singulier conquérant, continuant à concilier le brigandage politique et les belles manières, n'avait pas voulu déloger de leur palais les membres restants de la famille régnante : il s'était installé dans une maison particulière, avait fait rouvrir les magasins, jouer l'opéra et chanter un *Te Deum* ¹ !

Quoi de plus heureux que cette belle et élégante victoire d'un allié si valeureux et si précieux ! Mais huit jours après, le coup de massue de ce même allié : le 25 décembre, il signait la paix avec la Saxe et l'Autriche, en laissant ses alliés se tirer d'affaire, une fois de plus, comme ils pourraient ! Marie-Thérèse renonçait définitivement à la Silésie ; Frédéric reconnaissait son mari comme empereur d'Allemagne et faisait lever l'opposition de l'électeur palatin. Quant au roi de Pologne, électeur de Saxe, il s'en tirait avec une indemnité de guerre d'un million d'écus au vainqueur.

1. Ces détails dans la dépêche de Doria du 27 décembre. Ils frappent son imagination comme ils frapperont Voltaire qui les donne également dans son *Siècle de Louis XV*, ch. xvii, avec cette précision de plus qui vaut bien d'être rappelée :

Frédéric y entre, se rend au palais où il va voir les deux Princes et les trois Princesses enfants du Roi de Pologne, qui y étaient demeurés ; il les embrassa ; il eut pour eux les attentions qu'on devait attendre de l'homme le plus poli de son siècle.

Ainsi la première et si alarmante prophétie de l'envoyé génois se réalisait ! Mais par un singulier changement de point de vue, bien loin de s'en lamenter, il y vit une raison de se rassurer contre un danger nouveau qui venait de surgir et qui lui paraissait autrement prochain et redoutable ! Il venait d'apprendre en effet — bien qu'on eût essayé de tenir la chose tout à fait secrète — que le résident de France à Gênes, dont on parlait pour remplacer Jonville à Gênes, venait d'être envoyé en Italie avec une mission mystérieuse de la plus haute importance auprès du roi de Sardaigne. Or une entente, de quelque nature qu'elle fût, entre Paris et Turin était le cauchemar de Gênes, car cette entente devait nécessairement impliquer des sacrifices pour la République ! Mais précisément les mauvaises nouvelles d'Allemagne étaient, à cet égard, réconfortantes : la deuxième et funeste défection du roi de Prusse, en permettant à l'Autriche de tourner toutes ses forces contre la France et l'Espagne en Italie, allait ôter au roi de Sardaigne, vraisemblablement, toute tentation de changer de camp ! Et c'est pourquoi Doria pouvait écrire le 3 janvier au Sénat :

Cette négociation secrète entre Versailles et Turin me donnerait beaucoup d'inquiétude, si je ne me rassurais en pensant que la paix que vient de signer le roi de Prusse avec la reine de Hongrie et le roi de Pologne, rendra le roi de Sardaigne plus ferme que jamais, dans ses engagements actuels, et par conséquent que toute cette négociation échouera ¹.

En fait, Doria se trouva, une fois de plus, avoir été bon prophète, mais il avait pourtant manqué de perspicacité véritable, car cette tentative d'accord faillit réussir, et n'échoua que par l'opposition furieuse et aveugle d'Elisabeth Farnèse ! Rappelons cette négociation qui faillit avoir d'immenses conséquences, bienfaisantes, pour toute l'Europe, et qui n'en

1. *Mi inquieterebbe non poco la sussistenza di tale maneggio, ma mi consolo nel riflesso che la Pace del Re di Prussia colla Regina d'Ungheria ed il Re di Polonia renderà sempre più saldo il Re di Sardegna nel suo impegno e tutti i negoziati riusciranno inutili.*

(F. Doria au Sénat de Gênes, Paris, 3 janvier 1745, Archives de Gênes, Lettere Ministri Francia n. g. 2225, mazzo 49.)

eut malheureusement que de désastreuses pour la France, l'Espagne, l'Italie et surtout pour Gênes ¹ !

L'idée en avait été conçue par le marquis d'Argenson, une des figures les plus originales du siècle, et cette idée était d'une magnifique hardiesse ! A la vérité, elle ne lui appartenait pas entièrement car il l'avait mûrie au cours de son intimité intellectuelle avec un de ses grands prédécesseurs aux affaires étrangères, Chauvelin, pendant la guerre de la succession de Pologne. On était alors d'accord pour chasser complètement les Autrichiens de l'Italie et les remplacer par une nouvelle dynastie bourbonnienne destinée à s'italianiser. A ce plan, tout politique, le marquis d'Argenson apportait des éléments tout personnels : une sympathie héréditaire en quelque sorte pour l'Italie, fondée sur de nombreux souvenirs de famille ² et doublée par une sympathie de lettré ; surtout des vues tout à fait neuves sur l'alliance à exiger, à instaurer, entre la morale et la politique.

Pour lui, affranchir l'Italie de toute domination étrangère c'était tout ensemble satisfaire à la morale et à une bonne

1. Qui eut l'initiative de cette négociation ? La question se prête à deux réponses contradictoires, selon que l'on considère les diverses suggestions françaises du début et la prise de contact par le roi de Sardaigne. Lodge mérite d'être cité :

The success of France in 1745 brought to d'Argenson overtures for peace from the two Powers most immediately threatened, Holland and Sardinia.

... The Sardinian overture... seemed for a time to be assured of a successful issue and in the end it involved d'Argenson in the deepest humiliation of his career.

Circumstances were not unfavourable. Ormea, the Sardinian minister who had concluded the convention of Turin and the Treaty of Worms, had died in June 1745, and his successor, the Marquis of Gorzegno, might not be so attached to a policy which he did not originate.....

... D'Argenson had already employed this channel to suggest a reconciliation between the two states, but so far he had met with no response. But after the defeat at Bassignana, for which all the blame was laid upon Schulenburg, it was the turn of the Sardinian King to take the initiative.

(D'Argenson, *Journal et mémoires*, IV, 282.)

La *Cambridge Modern History* dans les deux chapitres où il est traité de la guerre de Succession d'Autriche affirme que l'initiative de cette négociation fut française et constitua un véritable abandon de l'Espagne (t. VI, ch. v et viii). Ce fut si peu un abandon que l'Espagne elle-même, après des réflexions qui n'eurent que le tort de trop durer, adhéra au projet français.

2. Son arrière-grand-père, ambassadeur de France à Venise, mort à son poste en 1651 ; son grand-père ambassadeur également à Venise ; son père, le célèbre lieutenant de police, né à Venise et ayant eu pour marraine la République de Venise qui le fit chevalier de Saint-Marc le jour de son baptême.

politique. Il y aurait là *gloire* et avantage, avantage pour tout le monde, pour l'Italie, pour l'Europe, et pour la France en particulier. Cet affranchissement devrait s'opérer d'ailleurs inéluctablement, à *en juger par l'évidence et la raison*. La France devrait donner l'exemple du désintéressement ; elle y gagnerait la confiance, et la direction morale, de la péninsule. En fait, il concevait l'Italie affranchie, organisée sur le modèle batave, allemand ou helvétique, avec une diète pour le concert à établir entre les puissances italiques sur leurs intérêts communs. Cet affranchissement était facile à opérer par le concert de la France et du roi de Sardaigne destiné à s'agrandir du Milanais et à exercer dans la confédération italienne une primauté légitime mais contenue dans de justes limites. *Cela fait, l'Italie restait tranquille pour l'éternité*¹ : et elle cessait du même coup d'être la torche d'incendie de l'Europe ! Malheureusement ce plan, qu'on eût pu vraisemblablement réaliser au temps de Chauvelin, c'est-à-dire lorsque les armées française et piémontaise occupaient la Lombardie après en avoir chassé les Autrichiens par une série de victoires qui semblent constituer comme une répétition générale de la campagne de 1859, devenait singulièrement hasardeux alors qu'il s'agissait de remplacer à Milan des alliés victorieux — les Espagnols — par des ennemis vaincus !! Dire à la reine d'Espagne — à cette Elisabeth Farnèse dont le marquis d'Argenson lui-même avait stigmatisé plus que personne l'avidité insatiable et sans scrupule pour ses enfants — qu'elle devait concourir elle-même à rappeler de Milan l'enfant Don Philippe pour y faire entrer les Piémontais, pour y introniser ce roi de Sardaigne si furieusement haï et réduit à ce moment à la seule possession de Turin ou guère plus — du moins en apparence — c'était évidemment affronter l'opposition la plus redoutable. Il est tout naturel que ce fameux projet de traité, du 26 décembre 1745², offert par le roi de

1. Voir dans l'appendice de ce volume la plus belle page que le marquis d'Argenson ait écrite sur son plan italien.

2. Voir dans l'appendice à ce volume ce que dit le marquis d'Argenson de l'élaboration et des clauses de ce projet de traité. Du point de vue des intérêts génois, ce qu'il contient de plus remarquable c'est la cession de l'enclave d'Oneglia par le roi de Sardaigne à la République et la renonciation de la part du même souverain à toute pré-

France au roi de Sardaigne, par lettres et plans autographes, car le marquis d'Argenson avait entièrement gagné Louis XV à ses idées, le roi de Sardaigne l'ait signé, puisque, vaincu, il se voyait offrir les fruits de la victoire ! Mais il est non moins naturel que le traité porté aussitôt à Madrid, avec délai de 48 heures pour dire oui ou non sans discuter, y ait provoqué un épouvantable orage dans une cour qui, se croyant définitivement victorieuse, se voyait sommée de souscrire à ce qui avait l'air d'être un règlement de défaite ! Certes, ce traité était au fond sage et intelligent car il se justifiait par toutes les perspectives du proche avenir et l'intérêt prévoyant de toutes les parties en cause. Mais il avait contre lui toute l'orgueilleuse magnificence du présent interprétée par une femme inintelligente et passionnée, que les hasards de l'absolutisme monarchique avaient rendue maîtresse, en fait sinon en droit, des destins d'un empire. Un refus catégorique, furieux ! L'ambassadeur de France — tout évêque qu'il fût par surcroît ! — accablé d'invectives ! Un ambassadeur extraordinaire dépêché aussitôt à Paris — le duc de Huescar cinq fois grand d'Espagne ! — et qui vient armé d'une lettre autographe du roi d'Espagne¹, tonner à Versailles, tandis que l'ambassadeur ordinaire d'Espagne pleure et *hurle* dans le cabinet même de Louis XV ! Pendant ce temps, les armées autrichiennes, libérées par la deuxième défection du roi de Prusse, descendent en Italie par le Brenner, en avalanche ! Le roi de Sardaigne a dans son grenier l'envoyé secret du roi de France — Champeaux déguisé en abbé Rousset — et il doit

tention sur le marquisat de Finale, deux clauses amères pour Turin mais qui passèrent pourtant. L'acquisition du Milanais valait bien quelques sacrifices !

1. Voir dans Baudrillart, V, p. 353 et suivantes, le texte de la lettre autographe du roi d'Espagne au roi de France, en date du 30 janvier 1746, que le duc d'Huescar avait mission de porter à Versailles. Baudrillart la trouve « aussi digne qu'habile ». Elle est certainement intéressante et révèle un Philippe V revenu brusquement à la lucidité et à la vigueur sous le coup de fouet cinglant d'un projet de traité transformé en ultimatum et qui disposait de lui sans qu'il eût été seulement consulté ni même avisé. Cette réaction de fierté blessée donne beaucoup d'allure à ce texte et les raisons m'en paraîtraient aussi bonnes qu'à Baudrillart si je ne me rappelais constamment, en la lisant, que celles du marquis d'Argenson étaient meilleures ! Et la preuve décisive en est que Philippe V et sa redoutable épouse le sentirent huit semaines plus tard, mais trop tard !

répondre aux sommations d'avoir à marcher de ses alliés autrichiens ! L'adhésion de Madrid au traité — adhésion que le roi de France s'était fait fort d'obtenir et qui était, bien entendu, la condition *sine qua non* du traité — non seulement n'arrivait pas mais encore n'avait plus vraisemblablement aucune chance d'arriver ! Alexandrie, au 6^e mois de siège — on était aux premiers jours de mars — allait capituler... Le roi de Sardaigne ne pouvait plus attendre : toutes ses troupes reçurent les ordres pour se mettre en mouvement ! A ce moment même, par les cols obstrués de neige, arrivait à Turin le comte de Maillebois, fils du maréchal et gendre du ministre des affaires étrangères. Sa marche avait été retardée de plusieurs jours par des chemins rendus impraticables par les neiges. Il apportait un traité d'armistice signé le 17 février à Versailles, avec pleins pouvoirs du roi pour le parfaire. Il avait carte blanche pour organiser une action commune entre Français et Piémontais, même sans les Espagnols s'ils s'obstinaient dans leur refus. Mais il arrivait trop tard ¹. L'offensive austro-piémontaise était déclenchée et dans les conditions les plus sinistres pour les armées de France et d'Espagne. Le bruit de la négociation entre Paris et Turin avait en effet fini par se répandre en Italie. La fureur de la cour de Madrid s'était communiquée à toute l'armée espagnole qui criait à la trahison. Entre les corps français et espagnols, déjà dangereusement séparés dans l'espace par d'énormes intervalles, s'étaient creusés de véritables abîmes de défiance et d'hostilité. Les Français d'ailleurs, croyant la paix imminente, n'avaient pas assez l'esprit à la guerre. Les Génois avaient rejoint la côte, prêts à passer en Corse. Ce fut l'effondrement. Le 8 mars, M. de Montal, premier lieutenant général dans l'armée du maréchal de Maillebois, brusquement cerné dans Asti, capitulait avec ses neuf bataillons après deux jours seulement de résistance ². On s'accorde assez généralement pour trouver cette résistance insuffisante, tout en reconnaissant l'écrasante supériorité numérique de l'adver-

1. Sur l'échec du grand projet du marquis d'Argenson et quelques jugements portés sur ce projet, voir l'appendice à ce volume.

2. Sur les responsabilités, morales et militaires, du désastre d'Asti, voir l'appendice à ce volume.

saire : 38 bataillons tant piémontais qu'autrichiens ; 30 escadrons et 6.000 hommes de troupes légères d'après Pajol. Cette reddition était d'autant plus lamentable que le maréchal de Maillebois alerté arrivait à ce moment en forces sur les hauteurs en vue d'Asti. Mais ce qui mettait le comble d'infortune et de tragique ironie à ce commencement de débâcle, c'était que peu après, à Madrid, la reine d'Espagne, après une nuit d'insomnie et de conversation fiévreuse avec son imbécile époux, se ravisait brusquement, découvrait que l'acceptation du traité secret de Turin était le parti le plus sûr et expédiait un courrier à Paris pour y adhérer d'urgence !! Quelques semaines ¹ auparavant ce courrier eût changé tout le destin de la guerre d'Italie, sauvé les armées française et espagnole, sauvé Gênes ! Mais c'était trop tard ! Tandis que le courrier de Madrid à Paris galopait vainement sur les routes d'Espagne et de France, les événements se précipitaient en Italie.

Il est facile d'imaginer la fureur et la démoralisation de l'armée espagnole à la nouvelle d'Asti : une pareille reddition était si peu conforme aux traditions de l'armée française qu'elle ne pouvait s'expliquer que par une entente secrète entre Turin et Versailles. Tous les soupçons que les bruits de la négociation avaient fait naître se trouvèrent confirmés, et du jour au lendemain l'armée espagnole faillit tourner ses armes contre l'armée française son alliée ! Citons Bonamici :

... At Hispanis tantus incidit terror, quod omnia haec cum non sine consilio facta esse sibi persuasissent, hostes timebant, sociis diffidebant, ut, relicta Alexandrinae arcis obsidione, quae fame jam coacta extrema, haud procul aberat a deditione, pedem conjestim referre coeperint, eorumque receptus projectis sarcinis atque impedimentis, consimilis fugae videretur. (B. I., l. II.)

Et n'oublions pas que nous avons là le témoignage d'un témoin oculaire. Officier subalterne, il a vu autour de lui, et il a

1. Le marquis d'Argenson dit même quelques jours, mais c'est une exagération intéressée. Je reconnais avec de Broglie (*M. de Saxe et le M^{is} d'A.*, ch. II, p. 148), que dans le récit du marquis « la suite des faits est confusément établie et difficile à accorder avec les dates des correspondances ». Mais, en l'espèce, cela n'enlève rien au caractère des faits, c'est-à-dire à l'écrasante responsabilité du couple royal à Madrid !

dû partager l'effroi produit par les nouvelles d'Asti. Toutefois ce n'est qu'une partie de la vérité : pour le marquis de Pezay qui a reçu les confidences du maréchal de Maillebois, il y a autre chose : la cabale Castelar-Muniain qui veut se débarrasser à tout prix du comte de Gages et qui exploitant ces nouvelles et cette panique arrache à l'infant l'ordre de se retirer immédiatement sous Tortone pour enlever au comte de Gages l'honneur de la prise imminente de la forteresse d'Alexandrie ! Quels que fussent les ressorts secrets des événements, — et il est certain qu'il y a tout un enchevêtrement de causes et de responsabilités, — la suite de ces événements était lamentable. Dès le 9 mars, le maréchal de Maillebois avait reculé sur San Salvatore, entre Valenza et Alexandrie. Il y apprenait bientôt que l'infant démoralisé par la nouvelle d'Asti et menacé par l'armée autrichienne de secours, venait de lever le siège du château de Milan, évacuait Milan, renonçait au siège de la forteresse d'Alexandrie, évacuait Alexandrie, ramenait toutes ses forces à Pavie et Plaisance et ordonnait à l'armée française elle-même de venir l'y rejoindre. C'était laisser ouverte la route de Gênes et perdre les communications avec la France ¹ ! ! Le maréchal protesta contre cet ordre insensé, mais il n'était plus, comme au début de la campagne, le général en chef de l'armée combinée : dans l'exaltation de

1. On ne peut pas dire que l'état-major espagnol n'ait pas senti combien par cette exigence il exposait Gênes et toute sa communication avec la France. Pezay publie en effet cette lettre de l'infant à Maillebois pour appuyer cette exigence.

Je sens à la vérité que Gênes et la communication restent à découvert, que vos magasins et les nôtres sont exposés, vos malades en danger d'être pris, mais la situation où je me trouve exige absolument votre jonction.

(II, p. 240.)

C'est par la témérité la plus folle qu'ils s'étaient mis dans cette situation, et pour y remédier il y ajoutait une témérité plus folle encore ! La jonction devait se faire de l'infant à Maillebois et non de Maillebois à l'infant ! Mais l'infant sait très bien qu'à Madrid on va pousser des cris terribles s'il lâche Parme et Plaisance après Milan ! Et son attitude devant ses parents, surtout devant sa redoutable mère, se peint assez dans cette lettre qu'il leur écrivait un an et demi auparavant :

... Je sais parfaitement que devant Vos Majestés je dois ramper la langue à terre, ce que je ferai toujours et par devoir et par inclination.

(Archives d'Espagne. Alcala-Est. 1. 2704. Don Philippe à la Reine, 12 décembre 1744, cité par Baudrillart, V, 265.)

La cause de toutes les catastrophes de 1746 est là, visible, dans cette lettre !

leurs faciles victoires, les Espagnols s'étaient rapidement, en fait, soustraits à son autorité, et la cour de Versailles elle-même n'avait pas tardé à le soumettre formellement aux ordres qu'il pourrait recevoir de l'infant ! Il essaya de concilier le bon sens le plus élémentaire et le respect qu'il devait au prince du sang que les cours de Madrid et de Versailles d'accord lui donnaient pour chef, en se rapprochant de l'infant tout en s'adossant aux cols génois. Il recula sur Novi et Serravalle, d'où il pouvait à la fois, à la rigueur, maintenir sa double liaison avec Gênes et la France d'une part, l'armée espagnole d'autre part. En même temps, il expédiait courriers sur courriers à Versailles pour rendre compte de la gravité de la situation et supplier qu'on lui envoyât des renforts. Le Sénat de Gênes, qui n'avait pas besoin qu'on lui expliquât l'immensité du danger, lui envoyait en toute hâte un renfort immédiat de huit bataillons et ordonnait la levée de neuf mille nouveaux soldats. Mais, dans son mouvement de retraite précipitée, Maillebois avait laissées isolées les garnisons françaises de Casal et de Valenza qui ne tardèrent pas à capituler. Le 27 mars, l'armée autrichienne de secours entra à Milan et y donnait la main à l'armée piémontaise ¹. La nécessité pour les armées française et espagnole de se concentrer à Novi était devenue si aveuglante que le comte de Gages réussissait enfin à la faire comprendre même à l'infant. Ce prince prescrivit donc au corps espagnol qui était à Parme de le rejoindre à Plaisance pour marcher ensuite, ensemble, à Novi. Mais ce corps, commandé par Castelar, venait d'essuyer une

1. Dans toute cette campagne, le concert d'efforts entre les armées piémontaise et autrichienne est parfait, car Vienne a ignoré le danger que lui a fait courir la négociation de Turin, ou plutôt elle ne l'a su qu'après le danger passé ! Car si Turin a tout dit à Londres, à mesure que la négociation se développait, Londres n'a rien dit à Vienne ! Cette franchise de Turin d'une part, à l'égard de Londres, et ce silence de Londres à l'égard de l'allié commun autrichien ont paru énormes ! Sir Richard Lodge explique l'attitude anglaise en faisant remarquer qu'au moment où la nouvelle de cette défection possible et imminente arrivait à Londres, par les soins mêmes de celui qui menaçait de faire défection, arrivait aussi la nouvelle du traité de Dresde. Il devenait si évident que l'Autriche allait jeter toutes ses forces en Italie, que tout danger était désormais conjuré. Ainsi cette révélation eût été inutile et même dangereuse en rendant Marie-Thérèse justement furieuse contre son allié sarde. (*Studies*, p. 105.)

défaite. Son chef n'osa pas — ou dit-on aussi, ne voulut pas, par hostilité pour les Français — rejoindre directement l'infant à Plaisance : il se jeta dans l'Apennin et, par des voies détournées (Pontremoli, Sarzana, Chiavari, la Trebbia), très lentement d'ailleurs (en plus de trois semaines), finit par se joindre au gros de l'armée espagnole, à Plaisance. C'était le 15 mai. Mais par un revirement inattendu et désastreux, l'infant, ne se résignant pas, décidément, à abandonner les territoires qui lui étaient destinés, bien que la situation militaire lui en fit une loi dans l'intérêt même de son ambition, venait — le 12 mai — de réitérer au maréchal de Maillebois l'ordre de le rejoindre à Plaisance au lieu d'aller le rejoindre lui-même à Novi. L'absurdité de cet ordre était plus flagrante encore au milieu de mai que fin mars. Le maréchal de Maillebois, en effet, venait fort heureusement de consolider sa défense des lignes de communication avec Gênes et la France par l'occupation d'Acqui, où il avait installé son quartier général, de Montabone et Nizza della Paglia sur sa gauche. Il couvrait ainsi Savone. Si l'infant, le rejoignant et occupant la ligne de Novi à Tortone, avait également couvert la route de Gênes, cette forte position défensive de toute l'armée combinée assurait l'avenir et permettait d'attendre les renforts demandés à Versailles et à Madrid. Mais l'ordre de l'infant était aussi impérieux qu'inepte et le maréchal dut se résigner à y obéir. Il évacua Acqui et se rapprocha de l'infant. La concentration franco-espagnole sous Plaisance se fit donc, lentement d'ailleurs, au sacrifice de toutes les lignes de communication avec Gênes, lignes dont le roi de Sardaigne, qui suivait pas à pas le maréchal, s'empressa naturellement de s'emparer, occupant Novi et Ovada et investissant Serravalle ; le 14 juin il occupait Voghera. Ainsi le cercle austro-piémontais se resserra autour de Plaisance. Parme s'était rendue aux Autrichiens dès que le corps de Castelar en était sorti. Une position aussi périlleuse ne pouvait — semblait-il — se prolonger sans désastre irréparable. Dès le 14 juin, c'est-à-dire au lendemain de l'arrivée du maréchal de Maillebois à Plaisance, un conseil de guerre franco-espagnol décida une attaque à fond pour rompre le cercle de fer qu'on avait invité l'ennemi à former et qui se resserrait sur eux. Dès le 15 au

soir, les colonnes françaises, espagnoles, génoises et napolitaines, prirent leurs positions de départ, et à l'aube déclenchèrent leur attaque, avec un courage désespéré pour se rouvrir la route de Gênes si imprudemment, si stupidement abandonnée sans combat ! Mais le commandement autrichien n'avait pas perdu une heure : déjà partout, derrière les canaux et dérivations du Pô et de la Trebbia, il avait multiplié les retranchements et les redoutes et les avait garnis d'artillerie et d'infanterie. C'est en vain que l'infanterie de l'armée combinée, dans des assauts multiples et furieux réussit à prendre et à reprendre les redoutes : elle avait affaire à un ennemi aussi brave et aussi énergiquement commandé et qui avait avec l'avantage des positions préparées, le sentiment de tenir déjà la victoire ! Une attaque inopinée de la cavalerie hongroise sur la droite française, du côté de la Trebbia, entraîna une panique et un commencement de déroute. Le maréchal de Maillebois — dont Villars son maître avait dit, peut-être avec plus d'esprit que de justice, que s'il n'avait pas inventé la poudre il ne la craignait pas ! — se jeta en personne dans la mêlée, un drapeau à la main, secondé de tout son état-major et réussit à ramener ses colonnes à l'assaut. Mais à ce moment où l'espoir restait encore permis, l'infant désespéré ordonna la retraite générale sur les positions de départ. La bataille avait duré une douzaine d'heures. Elle avait coûté aux deux armées des pertes énormes, pour le temps, évaluées à une douzaine de mille hommes en tués ou blessés ¹. Mais le résultat en était désastreux pour les Franco-Espagnols maintenant enfermés à Plaisance. Pour se donner de l'air et possibilité de manœuvre, la majeure partie de l'armée passa sur la rive gauche du Pô. Maillebois, qui prouva bien dans cette campagne, même s'il ne fit que suivre les conseils de Bourcet, qu'il ne méritait pas la partie impertinente du jugement qu'avait porté sur lui autrefois le maréchal de Villars, aurait voulu qu'on marchât brusquement sur Pavie mal tenu par un petit corps piémontais et que repassant ensuite sur la rive droite

1. Sur la bataille de Plaisance, et d'une façon générale, sur les opérations militaires de la campagne de 1745, voir de plus amples détails et la discussion des témoignages dans l'appendice à ce volume.

du fleuve on prit la route à peu près libre de Voghera et de Tortone vers Novi et Gênes. Mais les Espagnols caressaient toujours l'idée de se maintenir en Lombardie, cette Lombardie tant convoitée, en attendant que l'armée de secours que Madrid et Versailles devaient évidemment organiser vînt rompre le cercle de fer qui les entourait ¹. Mais sur ces entre-faites un événement inattendu se produisit dont les conséquences militaires et politiques allaient être désastreuses : Philippe V mourut, le 9 juillet. La couronne d'Espagne passait à son fils aîné Ferdinand, fils de sa première femme. Le règne de la seconde femme prenait fin ! Le nouveau monarque, sérieux jusqu'au scrupule, devait naturellement se demander jusqu'à quel point il devait épuiser les ressources de son royaume en hommes et en argent, pour doter richement son demi-frère en Italie et lui permettre de constituer, à son seul profit personnel, une dynastie tout à fait indépendante de Madrid et destinée à devenir complètement italienne ² ! La situation

1. Pour dégager l'armée combinée, le maréchal de Maillebois et le comte d'Argenson, ministre de la guerre, furent, en effet, aussitôt d'accord sur la constitution en toute hâte sous les murs de Gênes d'une armée de secours : le marquis de Mirepoix et le comte de Gramont furent chargés de l'organiser et de la commander : elle devait comprendre des bataillons français et espagnols tirés de Provence et sept bataillons génois. Sur ces entrefaites éclate la nouvelle de la mort de Philippe V. Le duc d'Huescar fit aussitôt rétrograder un renfort de 17 bataillons qu'il conduisait à l'armée de l'infant ! L'armée de secours resta à l'état de projet !

(Voir Pezay, II, p. 256-257.)

2. Notre ambassadeur à Madrid, Vauréal, dans deux lettres écrites deux jours après la mort de Philippe V, l'une à Louis XV, l'autre au marquis d'Argenson, fait du nouveau roi Ferdinand VI le portrait suivant :

Le nouveau roi a beaucoup de piété, de douceur, de bonté et de justice, mais il n'est nullement instruit des affaires ni générales ni particulières... La nouvelle reine a beaucoup d'esprit, de vivacité, de pénétration. Elle pense avec noblesse et s'exprime avec grâce. Elle est haute et fière, mais bonne, généreuse et bien-faisante.

... On commence à entrevoir que par le changement qui vient d'arriver, c'est plutôt Marie qui succède à Elisabeth que Ferdinand à Philippe.

Or quelles étaient les dispositions de la nouvelle reine à l'égard de la France ? Elisabeth en avertit rudement l'ambassadeur français : « Ne vous y trompez pas : le Roi est bonasse mais la Reine hait les Français. » Vauréal pensait qu'à cet égard on ne pouvait rien perdre au change, mais l'expérience allait lui montrer qu'il se trompait. Malgré tous les égards inimaginables que le nouveau couple manifesta pour le souvenir du roi défunt et pour sa deuxième femme — Ferdi-

devenait si évidemment nouvelle que toutes les troupes espagnoles acheminées par la côte de Gênes vers la Lombardie s'arrêtèrent, prétextant qu'il leur fallait du nouveau roi confirmation des ordres de l'ancien. Cette paralysie atteignit naturellement les renforts français également en marche et qui ne pouvaient s'engager seuls dans une tentative aussi risquée. Seuls les Génois qui n'avaient aucune raison de demeurer inactifs redoublèrent de vigilance et d'énergie à leurs Thermopyles, le col de la Bocchetta, et le 22 juillet, pour en dégager les abords attaquaient vigoureusement les Piémontais, leur tuant, blessant ou prenant près d'un millier d'hommes. Mais, dans cet état d'incertitude et de stagnation, il y avait péril grandissant pour l'armée de l'infant à s'immobiliser plus longtemps de l'autre côté de Plaisance sur la rive gauche du Pô. Une fois de plus, ce fut le maréchal de Maillebois, c'est-à-dire, son chef d'état-major, Bourcet, qui conçut le plan nécessaire, et cette fois, il réussit à l'imposer et à le faire exécuter. Il avait observé que le gros des forces piémontaises, sous le roi de Sardaigne en personne, avait passé à son tour sur la rive gauche du Pô pour couvrir Milan contre une entreprise désespérée de l'infant. Il n'y avait plus sur la rive droite que des forces autrichiennes médiocres entre la Trebbia et le Tidone. Le maréchal de Maillebois proposa et fit décider qu'en une seule nuit toute l'armée franco-espagnole repasserait sur la rive droite du Pô, assaillirait ces forces et s'ouvrirait la route de Voghera et Tortone par Stradella. Il fallait du secret, de la rapidité, de la vigueur, l'opération ayant ses risques, puisqu'il fallait franchir le Pô en présence de deux armées ennemies ! On eut tout cela ! Les Français se chargèrent de la partie la plus difficile de l'entreprise et y réussirent. L'armée passa avec presque tous ses canons et ses bagages ¹ au prix d'un combat violent mais assez court qui ne lui coûta que trois mille hommes tandis qu'il en coûtait le double aux Piémontais et aux Autrichiens arrivés en fin de bataille. Cette

mand était fils de la première, une princesse de Savoie —, malgré l'affectation mise à en continuer la politique, à en garder les ministres, on n'allait pas tarder à s'apercevoir qu'un esprit tout nouveau allait inspirer la politique de l'Espagne, surtout relativement à la guerre.

1. Pour le détail, voir l'appendice à ce volume, avec carte, p. 138.

victoire du Tidone, du 10 août, réparait avec éclat la défaite du 16 juin — en ce qu'elle sauvait l'armée franco-espagnole menacée de destruction totale. Mais la suite des événements allait montrer qu'en cela seulement allait consister le gain de cette victoire. A ce moment, en effet, — 4 jours après la bataille — arriva à l'armée, venant tout droit de Madrid, le marquis de La Mina, investi par le nouveau roi Ferdinand VI du commandement de l'armée espagnole d'Italie, à la place du comte de Gages qui y resta, provisoirement, en sous-ordre. Le nouveau général, diplomate de tempérament, et même de carrière, autant que soldat ¹, avait évidemment une mission aussi politique que militaire qui lui avait été prescrite dans le secret du cabinet du nouveau roi. Tout en protestant que le nouveau roi continuerait la politique de son père et aurait également à cœur l'établissement de l'infant Don Philippe en Italie, il avait sans aucun doute pour instructions de ramener l'armée espagnole en Provence et de préparer le retrait de l'Espagne de cette guerre justement impopulaire de l'autre côté des Pyrénées. Mais il devait le faire en sauvant la face ! C'était difficile et personne ne put s'y méprendre longtemps ² ! Au lendemain de la victorieuse trouée de l'armée franco-

1. Il s'était distingué dans les expéditions de Sicile, et d'Oran, en 1732, et c'est à lui, dans cette guerre même, que revenait le mérite de la campagne victorieuse qui avait abouti à la conquête de la Savoie. Ajoutons qu'il a laissé des mémoires sur ses campagnes d'Italie. Il avait, sans aucun doute, grande réputation, mais que Maillebois trouvait surfaite. Diplomate autant que soldat, il avait été ambassadeur à Paris et en cette qualité avait négocié le mariage de l'infant Don Philippe avec la fille aînée de Louis XV. Le marquis d'Argenson qui avait pu ainsi l'approcher et le connaître à Paris l'accuse d'être « un véritable Espagnol par sa haine contre les Français », appréciation que la *Historia general de Espana* de Lafuente reproduit sans la contredire. D'Argenson ajoute : « Ne doutant de rien, indocile à toute remontrance. »

2. Comme tout le monde, et mieux que tout le monde, le marquis d'Argenson sent bien qu'elles ont été ses « instructions secrètes », c'est-à-dire : « Ménager excessivement ses troupes, ne les exposer jamais ». D'Argenson en aura la preuve écrite dans un billet de lui qu'un colonel espagnol sera obligé de montrer pour expliquer son refus de marcher ! J'ai vu aux archives de Madrid une lettre signée du ministre français demandant avec une politesse irritée des explications sur cette attitude. Et après cela on comprendra facilement la vérité de cette appréciation générale du marquis d'Argenson sur les résultats du commandement de La Mina en Italie et en Provence :

espagnole, ce fut, comme il fallait s'y attendre, une course de vitesse vers les cols. Pour les Austro-Piémontais il s'agissait d'y arriver pour tenir fermée la route de retraite vers la côte. Pour les Franco-Espagnols, il s'agissait, en bonne stratégie, de s'y adosser solidement pour permettre aux renforts d'arriver, couvrir la République de Gênes et se mettre en état de reprendre l'offensive en Piémont et Lombardie. Mais c'est alors qu'on vit bien l'effet des ordres nouveaux qu'avait évidemment reçus le nouveau général venu de Madrid. Tandis que le maréchal Maillebois voulait organiser la résistance à Novi ¹, les Espagnols qui y étaient arrivés les premiers, étant placés à l'avant-garde de l'armée en retraite, l'évacuaient dès le lendemain de leur arrivée et poursuivaient la marche en retraite vers Gênes par le col de la Bocchetta, sans se concerter le moins du monde avec les Français. Ceux-ci laissés seuls, alors que l'ennemi par une marche parallèle, par la rive droite de la Scrivia vers le col de Giovi, menaçait de les couper de l'armée espagnole, furent bien forcés de suivre le mouvement. Le 23 août, la Bocchetta franchie, le gros de l'armée franco-espagnole se trouvait sous les murs de Gênes. Les Autrichiens suivaient à distance sans trop de hâte, retardés par l'investissement de Gavi et de Serravalle, tandis que le roi de Sardaigne longeant l'Apennin sur le revers nord, par Acqui, cherchait évidemment à gagner de vitesse l'armée franco-

... On peut dire que depuis qu'il a pris possession du généralat, l'armée espagnole n'est pas plus utile à la cause commune que si elle était de carton.

(*Op. cit.*, Mémoires du marquis d'Argenson.)

Bonamici lui-même, malgré ses sympathies pour l'Espagne et malgré l'éloge qu'il fait du nouveau roi, n'hésite pas à conclure dans le même sens, c'est-à-dire à inférer des instructions secrètes péremptoires en vue de ramener l'armée espagnole sans combattre et d'abandonner les alliés. Après s'être étendu, en effet, sur la violente réaction contre la guerre, et contre la France, qui prolongeait, avec l'avènement du nouveau roi, le mouvement d'opinion provoqué par la négociation de Turin, notre historien écrit :

Haec jactabantur apud Regem, haec edebantur in vulgus, hisque de causis raplim, atque turbate educere Italiâ exercitum, relinquere socios, ad eaque conficienda cum satis tuto committi literis non viderentur, missus erat summo cum imperio Marchio Minensis consiliorum gnarus omnium, et mirâ homo in simulandis negotiis ingenii altitudine, maximeque admodum inimico in Gallos animo.

(B. I., l. III.)

1. Sur la résolution, bien arrêtée, du commandement français, conformément aux ordres de Versailles, de défendre Gênes, voir l'appendice à ce volume.

espagnole en retraite pour lui couper la communication avec la France quelque part sur la côte. Gênes poussa un grand cri de détresse, supplia les alliés de la défendre, de respecter leurs promesses. Maillebois était-il encore en état de le faire ? Il fit maintenir quelques bataillons au col de la Bocchetta, et envoya son fils, le comte de Maillebois, à Gênes pour voir ce qu'on pourrait faire. Notre nouveau ministre à Gênes, M. de Guymont, dans une lettre du 29 août au marquis d'Argenson, rend compte en ces termes de cette visite *in extremis* :

M. le Comte de Maillebois est venu icy faire les plus belles protestations et prendre des arrangements pour la deffense de cet Etat, mais il m'a confié qu'il n'estoit pas possible dans les circonstances presentes de le garantir de l'ennemy pour longtems, et que si ces gens cy faisoient bien ils profiteroient de la presence de nos armées pour traiter mais ce n'est pas à nous à le leur dire et ils connoissent assés le mauvais estat de leurs affaires pour agir en consequence. En effet dès que nous les abandonnons cela nous devient indifférent.

Dans la même lettre, Guymont note qu'on embarque précipitamment l'artillerie et les magasins des deux armées espagnole et française. Il était donc clair aux yeux de tous que toute pensée de résistance sous les murs ou dans les murs de Gênes, de la part des deux grands alliés de la République, était abandonnée. Au point, en effet, où on en était, le marquis de La Mina qui avait tout fait pour qu'on en vînt à ce point, avait eu beau jeu pour prouver que ce serait une véritable folie et qu'il fallait conserver à la France et à l'Espagne une armée qui, reformée et renforcée sur la ligne solide des Alpes maritimes ou du Var, serait en état de rétablir la situation dans la campagne prochaine ! En présence de l'écrasante supériorité numérique de l'ennemi et de ses énormes avantages stratégiques et autres, c'était devenu l'évidence même. Mais cette évidence était terrible pour Gênes. Les quelques bataillons, surtout espagnols, laissés soit à la Bocchetta, soit à portée, ne firent qu'un semblant de résistance à l'attaque des troupes autrichiennes et se replièrent sur le gros de l'armée ¹. C'était le 1^{er} septembre. Le 4, l'armée franco-espagnole

1. Il y avait là évidemment, dans la défense de ce col, l'occasion

était déjà à mi-chemin de la Provence et toute l'armée autrichienne était rassemblée sous les murs de Gênes. Le même jour Guymont écrivait au marquis d'Argenson :

C'est à M. de La Mina que nous avons l'obligation d'une retraite si honteuse qui ruine notre armée et nos alliés. Si les Génois avoient été instruits lors de son arrivée des ordres dont il étoit porteur, ils auroient eu le tems de traiter à des conditions moins dures, moins ruineuses... Les paysans des environs sont venus en pleurant se réfugier dans la ville avec ce qu'ils pouvoient emporter de leurs meubles. Tout étoit hier dans la plus grande désolation et la quantité de peuple qui venoit augmenter celui de la capitale me faisoit craindre un soulèvement par l'impossibilité ou l'on étoit de le nourrir... Le peuple crie beaucoup contre nous. Vous sentés, Monseigneur, à quoy m'exposeroit une sédition dans les circonstances présentes.

J'allay hier prendre congé de M. le M^{al} et de M. le Comte de Maillebois qui me parurent bien touchés du mauvais état de nos affaires. Ils m'ont prié à quelque prix que ce soit, de les instruire de ce qui se passera icy, ce que j'exécute ray très ponctuellement.

Plusieurs personnes de la première Noblesse du pays me disoient hier, la mort dans le cœur, que malgré les malheurs qui les acca-

d'inscrire dans l'histoire militaire une belle page. Les Thermopyles de Gênes, que je connais bien et qui sont extrêmement impressionnantes, ne trouvèrent pas ce jour-là leur Léonidas ! Comme il était naturel, ce furent cependant les contingents génois qui montrèrent le plus de résolution à les défendre, mais ils durent suivre la retraite pour éviter la destruction. Comme les Thermopyles grecques d'ailleurs, on pouvoit les tourner et c'est parce qu'on sut qu'elles étaient tournées en effet ou allaient l'être qu'on jugea inutile une résistance prolongée.

Sur cette molle défense de la Bocchetta par les Espagnols, voir Bonamici :

Germani autem Ligusticis primo impetu faucibus potuntur, cum, quae praesidio ibi erat, Hispanorum manus, commisso viæ dum praelio, sese ad suos magis recipere, quam aliena tueri, cogitaret.

(B. I., l. III.)

Et Pezay en note, en parfait accord :

Ce poste peut se tourner et il auroit été facile aux ennemis de nous en chasser par leurs manœuvres si M. de La Mina n'avoit pas pris d'avance son parti de ne pas le défendre.

(I., p. 397.)

De La Mina, dans sa lettre apologétique de Nice, 22 septembre 1746, prétend que ce jour-là ce sont les Français qui étaient de garde au col. Il a contre lui tous les témoignages, y compris celui de Bonamici. D'ailleurs de La Mina ajoute, bénévolement, qu'il ne fait à cet égard aucun reproche aux Français car les Espagnols en auraient fait autant, le col pouvant se tourner (voir Appendice à ce livre, note IX).

blent, ils ne m'en estimoient pas moins. Je les assuray que le Roy ne les abandonneroit point et que de mon côté je periroy avec eux s'il le falloit.

On dit que le quartier général des ennemis arrive ce soir à Saint-Pierre-d'Arene.

Ce même jour 4 septembre, notre consul général Coutlet, dans le même état d'angoisse et d'indignation, écrivait aux échevins de Marseille. Et comme ce n'est pas à un ministre qu'il écrit, il le fait avec plus de spontanéité et d'énergie dans l'expression de ses sentiments intimes. Son long séjour à Gênes, et son mariage avec une Génoise, ajoutent à sa douleur, en même temps qu'il sent toute l'amertume de l'humiliation de la France. Moins éclairé que Guymont des causes cachées de cette brusque retraite, il ne distingue pas entre les responsabilités françaises et les responsabilités espagnoles :

Voilà enfin la guerre d'Italie terminée par la retraite de nos troupes et de celles d'Espagne que l'on peut dire avoir abandonné et sacrifié cette République. Les Autrichiens triomphent et jettent la terreur partout. Après la dernière affaire du dix les armées combinées n'ont plus pensé qu'à se retirer sur les terres de Gênes comme si elles eussent eu dessein de les défendre et protéger. Mais point du tout ; Elles se sont retirées de Novi aussy tost que les ennemis y sont présentés. Elles en ont fait de mesme a Gavi dont elles ont tranquillement laissé faire le siège qu'elles pouvoient facilement empêcher ; on s'imaginait du moins qu'elles feroient front au passage de la Bocchetta ainsy qu'elles l'avoient fait esperer ; avec tout cela nous avons eu la complaisance de les laisser passer sans la moindre opposition toujours battant la retraite au point qu'estant arrivés a Campomorone nous avons levé le masque et abandonné entierement cette République a la mercy des Autrichiens. L'Infant D. Philippes partit avant-hier de Sestri pour Antibes ayant emporté tout l'or et l'argent qui estoient en deposit icy. M. le marechal de Maillebois en fit de mesme hier avec quelque sorte de precipitation et toutes nos troupes et celles d'Espagne sont dans une espèce de fuite le long de la coste pillant tout ce qu'elles trouvent sur leur route comme si elles estoient en Pays enemy. Vous sentez bien que cela ne peut manquer d'affliger ceux qui ont a cœur la gloire et l'honneur de la Nation. On ne peut exprimer la consternation qui règne icy. La ville fourmille de pauvres misérables qui sont echappés des montagnes avec le peu qu'ils ont pu sauver, et l'on dit aujourd'huy que les Autrichiens demandent à cette République un million de croisats de contribution, et qu'elle ait à se déclarer ; on prevoit qu'il faudra

qu'elle se soumette a tout, ayant desja nommé une deputation de 4 gentilshommes pour aller traiter avec leur general. Voilà le resultat de la protection tant vantée des deux couronnes ; si nous ne sommes pas lapidés icy ce sera un miracle.

Outre cela nous avons depuis mercredi à la vue de ce Port l'escadre angloise composée de 6 vaisseaux, une Palandre et un Chabec et quelques autres Bastiments de transport. On pretend qu'elle doit agir de concert avec le Roy de Sardaigne pour s'emparer de Final, ce Prince estant dit-on desja sur les hauteurs a la teste de 10 à 12 mille hommes. Il ne manqueroit plus pour couronner l'œuvre que de voir nos troupes se joindre à luy pour cette expedition !

Dans sa stupeur indignée, notre vieux consul ne distingue pas entre les deux couronnes, et il ne peut distinguer, car il ignore le secret des généraux et des gouvernements. Il ne sait pas quelles lourdes responsabilités pèsent exclusivement sur le commandement espagnol qui a véritablement entassé les erreurs, erreurs qui sont d'ailleurs celles de la cour de Madrid plutôt que les siennes. Il ne sait pas, ou sait mal, que l'Espagne, qui sous les espèces d'Elisabeth Farnèse, a voulu ardemment cette guerre et y a entraîné la France, et qui s'est ensuite emparée exclusivement de la conduite des opérations, maintenant au contraire sous les espèces de Ferdinand VI, ne veut plus entendre parler de cette guerre et s'en retire précipitamment avec le mépris le plus complet de ses engagements moraux et de l'intérêt de ses alliés ! La suite lamentable des événements acheva donc de se dérouler : le 6 septembre, Gênes, saisie de panique, dans l'abandon total et imprévu où la laissaient ses grands alliés, signait une capitulation qui la livrait à la merci d'un ennemi irrité et implacable ¹. La forteresse de Gavi, sur le versant nord de l'Apennin, résistait encore au blocus : elle se rendit en vertu de l'acte de capitulation qui livrait toutes les forteresses génoises. Mais Savone qui résistait également refusa de reconnaître cet acte signé dans la panique et s'apprêta à résister à outrance. A Vintimille, le commissaire génois, un Doria, ne voulant ni se rendre comme on l'avait fait à Gavi, ni désobéir ouvertement comme on l'avait fait à Savone, préféra, avec une patrio-

1. Sur la capitulation de Gênes, voir l'appendice à ce volume.

tique intelligence, remettre aux alliés de la République la défense de la place. Les troupes françaises et espagnoles s'y établirent le 20 septembre. L'ennemi arrivait déjà à Oneglia. A la fin septembre, toute l'armée franco-espagnole était revenue dans le comté de Nice, et le pavillon génois ne flottait plus que sur Savone et Vintimille, en dépit d'ailleurs de la capitulation totale de la République acceptée par le Sénat de Gênes !

CHAPITRE IV

Gênes sous le talon de l'Autriche, la Provence envahie (septembre-décembre 1746).

Ainsi donc, une suite foudroyante d'événements véritablement catastrophiques avait abouti à ce résultat inouï : Gênes, alliée aux trois puissantes couronnes de France, d'Espagne et de Naples, laissée seule, face à face avec l'énorme puissance de l'Autriche, et de l'Autriche exaspérée ! Certes, les événements de la campagne de 1746 depuis la surprise d'Asti avaient rempli d'une inquiétude croissante tous les esprits capables à Gênes d'un peu de réflexion. Mais cette inquiétude n'allait pas au delà, et ne pouvait aller au delà, du gain à tirer ou à ne pas tirer de la campagne de Lombardie. Les alliés d'Aranjuez garderaient-ils ou non leurs conquêtes de 1745 dans la vallée du Pô ? Les Espagnols pourraient-ils se maintenir à Milan ? Pourraient-ils même garder Parme et Plaisance ? Ne faudrait-il pas recommencer en 1747 le bel effort, si fructueux, de 1745 ? Et il le faudrait bien, pour que l'ambition de la cour d'Espagne pour l'infant fût satisfaite, pour que celle du roi de Sardaigne fût réprimée et pour que Gênes reçût les modestes agrandissements auxquels elle aspirait à titre de dédommagement légitime pour la guerre que les alliés de Worms lui avaient imposée ! Mais que les armées française, espagnole, napolitaine et génoise pussent être contraintes de repasser l'Apennin — cet Apennin formidable si facile à défendre quand on *veut* le défendre ! — voilà ce que personne certes n'avait pu craindre, ni même envisager un instant ! Il y avait eu sans doute un moment d'angoisse lorsqu'on avait vu le maréchal Maillebois marcher au secours de l'infant à Plaisance, laissant ouverte la route de Gênes, route dont le roi de Sar-

daigne s'était aussitôt emparé. Angoisse plus grande encore lorsqu'on avait su que l'effort désespéré de l'infant pour sortir de Plaisance avait échoué, mais en même temps on apprenait que de nouveaux renforts accouraient de Provence et que la cour de Versailles était résolue à rétablir la communication entre Gênes et Plaisance. Et tout le monde avait respiré lorsqu'on avait su que, sans même attendre ces renforts, le maréchal de Maillebois avait réussi, par un coup d'intelligente audace, à rompre le cercle de fer austro-piémontais et à reprendre son ancien poste, adossé à l'Apennin génois, et fortifié en outre cette fois de toute l'armée espagnole ! Or voilà qu'en quelques jours, Français, Espagnols, Napolitains et Génois, comme saisis de panique, les uns entraînant les autres, avaient repassé les cols, pris tumultueusement la route de la côte, et que toute l'armée autrichienne se trouvait sous les murs de Gênes ! Il était permis, du moins humainement parlant, de se trouver comme assommé devant un renversement aussi terrible de la situation militaire. Et le Sénat de Gênes, en effet, et la noblesse et le peuple de Gênes perdirent la tête sous le coup de massue effrayant du destin.

Le général autrichien, dit Coutlet, témoin oculaire, s'apercevant de la terreur qui regnoit icy a seuu habilement en profiter, menaçant d'escalader les murailles et de mettre tout à feu et à sang si on ne lui consignoit pas une des portes de la ville.

(Lettre aux échevins de Marseille, 11 septembre 1746.)

Il n'était que trop clair que consigner une des portes de la ville c'était se mettre ensuite à la merci de l'ennemi, d'un ennemi dont il ne fallait attendre aucune miséricorde. Il eût fallu un chef, un grand soldat pour voir clair aussitôt dans les possibilités de résistance et tout coordonner, animer, entraîner ! Un système de fortifications formidables en deux enceintes, — système qui devait faire un demi-siècle plus tard l'admiration de Napoléon et rendre Masséna invincible, dix mille hommes de troupes en parfait état et aguerries, c'était plus qu'il n'en fallait pour repousser les têtes de colonne autrichiennes qui débouchaient à San Pier d'Arena, et pour donner tout le temps nécessaire à l'organisation d'une défense

de longue haleine. Mais ce chef n'existait pas et tout le monde avait perdu la tête. Le peuple furieux se répandait en imprécations contre ceux qui n'avaient su ni prévoir ni organiser ! Les organes pesants et multiples du gouvernement génois ne fonctionnaient plus. Ils exigeaient de patientes délibérations et il fallait décider à l'instant ! On se précipita d'un élan commun dans la soumission comme le parti le plus simple et le plus sûr, pour ne pas pousser jusqu'à la fureur bestiale un vainqueur tout-puissant. Que pouvait Gênes, seule et surprise, lorsque France, Espagne et Naples s'enfuyaient ! Ainsi parlaient les gens de sens commun appuyés sur toutes les apparences ¹. On se remit donc entièrement à la clémence de la reine de Hongrie et on livra à ses troupes les portes du Fanal et de Saint-Thomas. Notre vieux consul Coutlet écrivant au milieu de cette débâcle mais gardant toute sa lucidité d'appréciation, écrit dans la lettre citée plus haut, après avoir annoncé cette soumission totale :

Il est étonnant qu'une ville comme celle-cy, où il y avoit plus de dix mille hommes entre milices et troupes réglées se soit ainsy abandonnée à la discretion de ses ennemis. Mais comme il y avoit parmi ces troupes environ deux mille déserteurs allemands qui menaçoient de se revolter, que le peuple mécontent commençoit à se mutiner et qu'il n'y avoit que pour cinq ou six jours de farine, la grande sécheresse qui regne icy depuis plus de deux mois ayant mis tous les moulins à sec, on ne jugea pas à propos de s'exposer au pillage.

Mais qu'y gagnait-on ?

Personne, dit Coutlet, n'est presentement en seureté chez soi, le tout estant à la discretion des nouveaux maîtres.

Ils n'allaient pas perdre de temps à le faire sentir, mais comme ils étaient en même temps gens fort avisés, ils entendaient bien faire rendre à leur oppression de Gênes le maximum de profit. Jamais on ne mit dans l'exaction volonté plus métho-

1. Ainsi parle le nouveau ministre de France lui-même, Guymont, dès le 29 août, et au sortir de son entretien, rapporté plus haut, avec le comte de Maillebois : « Que peuvent opposer ces Républicains à deux armées victorieuses ? »

dique et plus implacable ! Puisqu'ils avaient la chance de tenir à leur merci, le couteau sur la gorge, la république la plus riche de l'Europe, ils entendaient bien en profiter ! Ils commencèrent par exiger le paiement immédiat de trois millions de croisats, soit près d'une trentaine de millions de livres. Ou s'exécuter ou subir la mise à sac ! Le Sénat poussa un cri de désespoir ! Trouver cette somme en espèces était matériellement impossible. Le général autrichien accepta comme préliminaire le versement d'un million de livres, mais le Sénat dut nommer aussitôt une délégation de 4 gentilshommes « pour aller à Vienne implorer la clémence de la Reyne de Hongrie ». Entre temps, et dans un délai de cinq jours au maximum, Gênes devait compléter le paiement du chiffre fixé jusqu'à concurrence du tiers, soit neuf millions de livres de France. Le général autrichien spécialement chargé de cette besogne était précisément un Lombardo-Génois passé au service de l'Autriche et qui se croyait fondé à détester sa patrie qu'il accusait d'avoir été cruellement injuste pour sa famille. Il mettait dans l'exécution de ces mesures prises contre Gênes une passion de vengeance. Tremblante, Gênes s'exécuta : en cinq jours les neuf millions de livres furent payées. En même temps elle restituait aux Autrichiens leurs déserteurs et leurs prisonniers de guerre, ainsi que tous ceux qui, ramant sur ses galères comme forçats ou volontaires, étaient sujets de la reine de Hongrie ou de ses alliés. Ce qui permettait à Coutlet d'écrire ironiquement aux échevins de Marseille :

...Voilà une armée qui estoit dans l'état le plus déplorable, délabrée, sans magasins et sans un sol, parfaitement ravitaillée, restaurée et pourvue abondamment de tout le nécessaire !

Mais en même temps, on perfectionnait les formules de la capitulation :

On a signé 12 articles demandés par le général allemand dont les principaux sont de se remettre entièrement à la discretion de la Reyne de Hongrie ; que le Doge et six Senateurs iront à Vienne luy demander pardon d'avoir osé se joindre à ses ennemis ; que quatre sénateurs se rendront en ostage a Milan pour seureté de l'exécution des dits articles ; que les portes de la ville seront consignées avec

l'artillerie et les munitions de guerre et qu'il sera payé en trois differents termes trois millions cinquante mille croisats de contribution, sauf à cette République d'implorer la clémence de la Cour de Vienne dans le terme d'un mois à commencer le 6 du courant pour mitiger ces dures conditions. (*Ibid.*)

Tout le territoire de la République subissait la même oppression. Au levant de Gênes, les Autrichiens se saisirent de toute la côte jusqu'à la Spezia. A l'ouest, le roi de Sardaigne tout en continuant le siège de la forteresse de Savone — il était maître de la ville — s'empara de la forteresse de Finale et fit la garnison prisonnière de guerre. Ainsi, il se mettait en possession de ce marquisat que Vienne lui avait promis après l'avoir vendu à Gênes et en avoir reçu le prix ! Les alliés de Worms triomphaient ! Le consul d'Angleterre et celui de l'empereur qui s'étaient retirés à Livourne au commencement de la guerre revinrent à Gênes *glorieux et triomphants*, dit Coutlet, oublié sans doute dans son coin comme l'envoyé extraordinaire M. de Guymont, et à qui les Autrichiens ne pensaient pas dans la confusion générale, à moins qu'ils ne voulussent insolemment ces représentants du roi de France comme témoins de l'insolence de leur triomphe ! Aussi en profitent-ils pour continuer leurs messages en France, tout en doutant que les moyens de fortune auxquels ils ont recours réussissent à les acheminer à destination. Le 25 septembre, Coutlet écrit :

La consternation est toujours icy au suprême degré. On assure que les réponses de Vienne ne sont point favorables et que la Reyne de Hongrie ne veut rien rabattre de ce dont on est convenu.

Comme si les Autrichiens ne suffisaient pas pour piller Gênes, les Anglais s'en mêlent : ils entrent dans le port, se saisissent de tous les bâtimens génois qui y entrent chargés de bois, charbon, blé, huile et autres denrées,

pretendant aussi, à ce que l'on assure une contribution de quatre millions de livres pour le Roy de Sardaigne :... ainsy on peut dire que voilà cette République sacrifiée entre deux voleurs sans espoir de secours.

Aussi la population voyant vider les caves de la banque

Saint-Georges s'affole ; elle se rue aux guichets, mais on ne paie plus que les billets au-dessous de 500 livres. En revanche, les croisats de 9 livres sortent d'autres côtés par centaines de mille par jour, « on ne sçait si c'est pour les Autrichiens, les Anglais ou le Roy de Sardaigne ». Mais la vérité est que les Autrichiens ne veulent partager ce magnifique butin avec personne, à la grande irritation de leurs alliés ! Et il ne faut pas compter sur l'activité commerciale du port pour atténuer ces terribles saignées : les Anglais arrêtent tous les bâtiments qui arrivent de l'est et le roi de Sardaigne tous ceux qui arrivent de l'ouest ! Dans une ville qui doit tout tirer du dehors, et surtout par la voie de la mer, le résultat ne saurait se faire attendre : le spectre de la famine apparaît aux portes. Mais un autre le précède et erre dans les rues sombres et désolées, parmi les groupes qui se forment et les malédictions qui s'élèvent : le spectre de la guerre civile. Coutlet l'aperçoit dès les premiers jours d'octobre. Mais les Autrichiens n'en ont cure. A la fin octobre, ils ont réussi à arracher aux Génois les deux tiers de la contribution formidable qu'ils ont exigée, et ils prétendent que la République doit de plus fournir de ses deniers à l'entretien de leur armée ! Cette armée restaurée, rééquipée, reposée, commence à défiler du côté de Nice. On transporte par mer son artillerie et ses munitions sous l'escorte de navires anglais.

Ces Messieurs-là, écrit le bon Coutlet furieux, le 29 octobre, se vantent de vouloir absolument aller prendre leur quartier d'hiver en Provence !

Le 26 novembre, il note qu'il arrive continuellement de nouvelles troupes autrichiennes de la Lombardie pour remplacer celles qui défilent vers la Provence « dont ces Messieurs-là veulent faire la conquête à quelque prix que ce soit ». Mais ces rodomontades n'épouvantent pas notre vieux consul. Bien que septuagénaire, son cœur de Français reste solide et confiant. « L'entreprise est téméraire car ils n'auront pas à faire à des Génois ! » Le mot est amer pour les Génois mais *à cette date* il s'explique ! Dans l'abîme de maux où est tombée la malheureuse cité, et tout l'Etat, il n'est pas le seul à penser

qu'il y a eu d'inexcusables faiblesses. Lui-même signale, le 29 octobre,

qu'il y a une extrême fermentation parmy cette noblesse ; les gentils hommes dont le grand conseil est composé menacent hautement ceux qui sont à la teste du gouvernement qu'ils accusent de s'estre vilement abandonnés à la discrétion d'une puissance étrangère sans leur participation en quoy ils ont quelque sorte de raison.

Nous verrons plus loin dans quelle mesure la fière confiance de ce bon Français dans son pays sera justifiée et aussi comment sa triste opinion des Gênois sera démentie et joyeusement rétractée ! Mais nous ne sommes encore qu'à la fin octobre. Le désarroi, le découragement, les divisions intestines dangereuses qui suivent tout immense désastre national désolent la malheureuse cité. Guymont écrit le 11 novembre au marquis d'Argenson :

La desunion est plus grande que jamais dans les Consigliettes. Il y en eut un le jour de la Toussaint où les choses furent portées au point que le Doge voulut abdiquer sa dignité... Un des pauvres nobles d'icy nommé Sebastien Calizano, a presenté il y a 2 ou 3 jours au Doge un long mémoire des pretentions de la pauvre Noblesse. On croit qu'elles ont pour principal objet la réforme du gouvernement. Il dit en meme tems qu'il falloit une prompte reponse... La demarche est hardie et commence à rendre l'affaire serieuse car il paroît que ce Calizano veut se faire chef de party. On dit que cest un homme d'esprit et de resolution et qu'il parle fort bien...

Ajoutons les conflits qui commencent entre les garnisaires autrichiens et la population. C'est la partie la plus humble de cette population qui réagit le plus vivement contre l'oppression et l'insolence étrangères, et cela est un signe avant-coureur. Guymont écrit dans cette même lettre du 11 novembre:

La populace ayant insulté ces jours cy quelques officiers autrichiens on craint que cela ne porte M. de Botta a prendre quelques mesures pour s'assurer d'avantage de la Ville. En effet on dit qu'il va établir sur les hauteurs des batteries de canon et de mortier.

Cependant la vieille noblesse génoise ne tarde pas à se rallier devant ce double péril. Le doge reste à son poste. Le noble

factieux ne tarde pas à être arrêté et sa faction naissante est aussitôt étouffée. Elle ne reparaitra plus sous cette forme. Le Sénat n'a donc à faire face qu'à l'Autrichien et c'est bien assez ! Nous allons le laisser se défendre pied à pied contre ses exigences brutales et méditer dans le plus profond secret quelque moyen désespéré de délivrance. Pour l'instant, ce n'est plus Gênes qui est la plus menacée mais la France même. L'ennemi a hésité entre la conquête de Naples et l'invasion de la Provence. C'est pour ce dernier parti qu'il a opté. La France vaincue, ou paralysée, tout, en effet, deviendra facile.

Le 26 novembre, Coutlet note dans sa lettre à Marseille, que dans un conseil de guerre tenu à San Pier d'Arena par l'état-major autrichien, avant le départ du général Braun, il semble que l'on ait

résolu d'embarquer huit à dix mille hommes à Villefranche pour aller, avec l'assistance de l'escadre anglaise faire une descente vers les isles d'Ières ou quelque autre endroit de la coste afin de nous mettre entre deux feux.

Et ce plan ne laisse pas de l'inquiéter ! Il eût été bien autrement inquiet s'il eût su ce qui se passait au même moment du côté de la Provence ! On avait le droit de penser que le comté de Nice serait du moins énergiquement défendu, tant les deux couronnes y avaient intérêt : celle d'Espagne pour conserver un gage, en vue de l'établissement de l'infant, celle de France pour couvrir la Provence en avant. Et les premières dispositions répondirent en effet à cette attente. Bourcet suggéra à l'état-major allié une excellente ligne de défense avec la Turbie comme extrême droite. Par une négligence fatale des Espagnols, ce point fut forcé et la ligne devint intenable. Il fallait reculer jusque sur la rive droite du Var ¹. C'était un

1. Sur cette affaire de la Turbie, voir Bourcet. (*Principes*. Exemple VI.) Lui-même, sur la demande qui lui en avait été faite, avait indiqué la position à prendre « telle que l'armée combinée de France et d'Espagne ne fût plus sujette à des mouvements rétrogrades ». Il indiqua celle-là même qu'il avait fait adopter en 1744 au prince de Conti : la droite à la Turbie, le centre à Drap, sur le Paillon, et à Castelnovo, la gauche à Levenzo, les réserves à Saint-Pons. Les deux généraux espagnol et français la trouvèrent si forte qu'ils la jugèrent inexpugnable et écrivirent à leurs gouvernements que la retraite avait pris

rude coup de plus pour l'opinion française et qui ne manqua pas d'assimiler l'abandon de Nice à l'abandon de Gênes. Les Espagnols n'avaient même pas voulu combattre, pensa-t-on à Versailles et à Paris, même pour conserver le gage de l'enfant. Cette interprétation, peut-être un peu excessive dans ce cas, se communiqua à Pallavicini ¹, le nouvel envoyé génois à Versailles, qui écrivit le 7 novembre au Sénat :

On m'assure, selon des informations de très bonne source, que le marquis de La Mina a ouvertement refusé de défendre la Turbie, alors que sy trouvant avec son armée il en a été requis par le maréchal de Maillebois avec la plus grande insistance et qu'il s'est servi dans son refus de termes qui ont donné à penser qu'il agissait ainsi en vertu des ordres de sa cour ².

Pallavicini ajoute qu'il n'a pu s'empêcher de se formuler lui-même cette hypothèse ! Toute l'armée franco-espagnole ayant donc passé sur la rive droite du fleuve, le maréchal de Maillebois demanda au marquis de La Mina s'il consentirait enfin à résister sur cette nouvelle ligne défensive et à coopérer à la

fin et que le comté de Nice était et resterait couvert. Bourcet en personne installa les troupes sur leurs positions. Mais il arriva ceci : la clef de la position sur la droite était le mont de Laghel (mont Agel) couvrant la Turbie, et, lui-même, de défense facile au point d'être inabordable, en prenant les précautions nécessaires. Bourcet avait prévu 400 hommes pour le tenir : l'officier général commandant à la Turbie, « par complaisance pour les troupes », réduisit ce chiffre à cinquante, parce qu'il n'y avait ni eau ni bois ». L'ennemi y arriva à la faveur du brouillard par le sommet de la montagne. « Le capitaine commandant les cinquante hommes de troupes d'Espagne, à qui on avait confié la garde de cette montagne, se retira sans tirer un coup de fusil ». La grande redoute construite à la Turbie fut énergiquement défendue par M. de Tombœuf, mais sur le point d'être investie il fallut bien l'évacuer. Tout l'ensemble des positions était tourné : il fallut repasser le Var !

1. Gian Francesco Pallavicini, le successeur de Francesco Maria Doria comme envoyé génois à Paris. Il venait de la légation génoise de la Haye et avait succédé à Doria en avril (1746). Nous l'avons déjà vu comme ministre de Gênes auprès de l'empereur, en 1743 et 1744, et chargé de missions particulières à Worms auprès du roi d'Angleterre en septembre 1743, et à Metz auprès du roi de France en septembre 1744.

2. *Mi viene assicurato da ottima parte avere il marchese della Mina apertamente ricusato di difendere il posto della Turbia allorché trovandosi ancor l'armata ne fu richiesto dal Maresciallo di Maillebois con la maggiore insistenza e di essersi valuto di termini che fecero credere che essa fosse una conseguenza degli ordini della Corte, osservazione che non avea lasciato di porre in pensiero.*

(Gian Francesco Pallavicini au Sénat de Gênes, Paris, 7 novembre 1746. Archives de Gênes. Lettere ministri Francia 2225-49.)

défense de la Provence. Le général espagnol répondit affirmativement, comme il le dit lui-même dans une lettre du 24 octobre, et comme Pallavicini l'enregistre dans la dépêche du 7 novembre. Mais dix jours ne s'étaient pas écoulés après cette réponse parfaitement catégorique et rassurante, que le marquis de La Mina informait le maréchal de Maillebois qu'il venait de recevoir de Madrid l'ordre de conduire toute son armée en Savoie ! Ne fallait-il pas en effet mettre cette province à l'abri de toute tentative de reprise de la part du roi de Sardaigne pour s'en servir comme gage à la paix en faveur de l'infant ! Et d'ailleurs, comme le précisait le marquis de La Mina au duc d'Huescar dans sa lettre de Cagnes du 4 novembre, cette armée « continuellement affaiblie par la désertion et la maladie » ¹ avait grand besoin de se refaire de toutes façons ! Il devait partir aussitôt, avant que l'hiver ne rendit sa marche trop pénible ! Et ainsi fit-il, malgré les supplications de son collègue français laissé seul en face d'un ennemi dont la supériorité devenait écrasante ² ! Tout ce que Maillebois put obtenir c'est qu'il lui laissât au moins une dizaine de bataillons ! Le reste, c'est-à-dire la presque totalité de l'armée espagnole, s'achemina aussitôt vers la Savoie par la route agréable de Fréjus-Aix-Tarascon, se proposant d'arriver à destination par les vallées du Rhône et de l'Isère. Sur ces en-

1. *Que cada día se enflaqueze con la desercion, y la enfermedad...*

(De la Mina au duc d'Huescar, Cagne, 4 novembre 1746. Arch. d'Espagne, Madrid, Estado Leg. 4118, Francia, 1746.)

2. Pezay donne dans ses pièces justificatives, à la date du 5 novembre 1746, un mémoire bien significatif : de même, y est-il dit, que le marquis de La Mina avait refusé de défendre Gênes, il refuse, *de facto*, à cette date de défendre la Provence : il embarque une partie de ses forces pour Naples — qui ne court plus aucun danger — et il replie le reste sur le Languedoc ou la Savoie. Il est dit dans ce mémoire :

L'armée dans la situation où la laisse l'abandon des Espagnols se trouve composée de quatorze à quinze mille hommes d'infanterie qui ne suffisent pas pour la défense du Var depuis le Broc jusqu'à son confluent dans la mer, puisque cette défensive a déjà été jugée trop étendue dans le temps où la réunion de toutes les troupes espagnoles nous donnoit douze ou treize mille hommes de plus.

D'où simple rideau de troupes sur le Var pour observer, intimider, retarder l'ennemi.

Le reste se repliera sous Antibes et sous Grasse pour se réunir dans un camp reconnu sur les hauteurs auprès de cette dernière ville lorsqu'on apprendra que les ennemis ont passé le Var en force...

Plusieurs instructions à la même date dans le même sens.

trefaites, le maréchal de Maillebois se vit disgracié : la cour de Versailles le rappelait, le remplaçant par le maréchal de Belle-Isle. Comme le comte de Maillebois, fils du maréchal, le dit irrité au marquis de La Mina, le seul tort du maréchal avait été évidemment de n'avoir pas su plaire à l'Espagne ¹ ! La cour de Versailles inquiète de ces conflits renouvelés entre les deux généraux, prenait le parti de remplacer le sien ! Il fallait essayer d'un autre chef ayant un maximum d'autorité pour dominer moralement le marquis de La Mina et le contraindre à marcher. Mais comme on se rendait bien compte que c'était aussi, et avant tout, à Madrid qu'il fallait agir, on y demanda énergiquement des explications pour provoquer des ordres plus conformes aux devoirs de l'alliance.

Mais la cour de Madrid avait bien d'autres pensées ! Comme on peut le lire dans la lettre du marquis de La Mina au duc d'Huescar — lettre datée d'Aix-en-Provence, le 18 novembre — Madrid, par dépêche du 25 octobre, ordonnait au marquis de La Mina de n'utiliser en Savoie que le strict indispensable

1. En fait, les relations étaient devenues impossibles entre les deux généraux. On en jugera par le dernier incident entre eux. Il est d'ailleurs hautement significatif au point de vue de toute l'attitude de Madrid.

Le 2 novembre, le maréchal de Maillebois écrit au comte d'Argenson, ministre de la guerre :

M. De Lamina a donné une instruction par écrit à M. de Celada, Colonel espagnol, détaché aux ordres de M. de Crussol, pour attaquer le poste de Gillette, où nous avons pris 110 hommes des ennemis. Cette attaque a été fort peu de chose par les bonnes dispositions que M. de Crussol a faites, cependant le Colonel espagnol s'est excusé longtems d'y concourir que de sa présence (*sic*), attendu l'ordre écrit de son général qu'il a montré ensuite pour sa justification à M. de Crussol.

Le comte d'Argenson passe naturellement la lettre à son frère, le ministre des affaires étrangères, qui la communique au duc d'Huescar, en demandant son intervention. Celui-ci lui répond aussitôt — 12 novembre — qu'il ne sait rien des détails, mais que bien assurément le marquis de La Mina est engagé d'honneur, comme par les ordres de son gouvernement, de donner un concours actif, énergique, au maréchal Maillebois. Le 17 novembre, il écrit au marquis de La Mina pour demander des explications. Celui-ci, qui est déjà et depuis un mois confortablement installé à Aix-en-Provence, un peu loin de la frontière, à cette époque surtout, lui envoie, le 16 décembre, six pages d'explications, où il ne manque pas de raisons militaires pour expliquer à un diplomate qu'il n'a rien à se reprocher ! Le lieu d'où il écrivait sa lettre suffirait à le condamner ! En 1744, le prince de Conti avait exigé et obtenu son rappel. Mais cette fois c'est lui qui obtiendra le rappel de son collègue français !! (Toutes les pièces de cette affaire aux Archives de Madrid, Estado Leg. 4118, Francia, 1746.)

et de renvoyer tout le reste de l'armée... en Catalogne !!! En tout cas, les premiers bataillons une fois complétés à l'aide de prélèvements sur les deuxièmes, tous les deuxièmes devaient prendre la route d'Espagne. Ainsi on voyait mieux pourquoi l'armée espagnole quittant l'armée française — postée sur le Var — pour se rendre en Savoie, se dirigeait vers le Languedoc ! Evidemment, la conservation de la Savoie, pour la troquer contre quelques duchés italiens au profit purement personnel de son demi-frère, n'intéressait que médiocrement le nouveau roi d'Espagne et son entourage ! Ils en avaient assez de cette guerre stérile et cherchaient à s'en tirer en sacrifiant le moins possible du prestige politique et de l'honneur militaire de l'Espagne ! Mais comme décidément, cette fois, la défection se voyait trop et faisait faire à l'Espagne trop piteuse, et même trop honteuse figure, Madrid se décida à envoyer de nouveaux ordres : le 8 novembre, le roi d'Espagne prescrivit au marquis de La Mina d'arrêter le mouvement de ses troupes et de s'entendre avec le commandement français pour empêcher l'invasion de la Provence. Le marquis de La Mina reçut ces nouveaux ordres sur les bords du Rhône, à Tarascon. Sachant bien quelle était la pensée intime de son gouvernement et que la meilleure façon de répondre à ses intentions secrètes c'était précisément de résister à ses ordres ostensibles, et d'en montrer tous les côtés faibles, il répondit aussitôt, le 22 novembre, que par ces nouveaux ordres l'Espagne subordonnait d'une façon un peu trop manifeste ses propres intérêts à ceux de la France, et que d'ailleurs la France ne courait aucun risque d'être envahie, comme le prouvait le temps écoulé sans que l'ennemi eût franchi le Var, alors que le temps travaillait précisément pour la France en lui permettant d'acheminer ses renforts !

Il n'y avait donc aucune raison suffisante, concluait-il, du moins pour le moment, qui justifiait le retour de l'armée espagnole vers le Var ¹.

1. La liberté que prend le marquis de La Mina avec les ordres de son roi semble tellement extraordinaire que je juge utile de donner ici le texte même du général espagnol. Il écrit donc, de Tarascon, le 22 novembre au duc d'Huescar, ambassadeur extraordinaire du roi d'Espagne à Paris :

Et il continua d'ailleurs son mouvement vers le Nord le long du Rhône ! Toutefois, le maréchal de Belle-Isle, arrivé de Paris et se rendant en Provence pour y prendre le commandement en chef, réussit à le voir à Pont Saint-Esprit et, en apparence du moins, à lui faire entendre raison ! Et il fut convenu que l'armée espagnole reviendrait en Provence ! Mais il était déjà trop tard pour empêcher l'invasion ! Tandis que l'armée espagnole était ainsi sur les rives du Rhône et que les renforts français promis par la cour de Versailles au maréchal de Belle-Isle pour le décider à assumer les responsabilités du commandement, commençaient à peine à s'acheminer, l'armée autrichienne grossie de forts contingents sardes, et appuyée par la flotte anglaise, opérait victorieusement, le 30 novembre, le passage du Var ¹. La France était envahie. Toutefois, les troupes françaises ayant montré dès le premier choc, malgré leur lamentable infériorité numérique, qu'elles disputeraient le terrain pied à pied, l'ennemi perdit dix jours à se reformer et à reprendre souffle après son premier effort, en commençant toutefois aussitôt l'investissement d'Antibes, que l'escadre anglaise se chargea de bombarder en attendant que l'armée autrichienne reçût son artillerie de siège. Le 15 décembre, l'armée d'invasion reprit sa marche en avant sur un vaste front, balayant ainsi haute et basse Provence d'est

... *Esmo Sr. Por orden de 8 del corriente me manda el Rey, que suspenda la marcha de sus Tropas, para que contribuyan à defender la Provenza en el caso efectivo de estar invadida por los Enemigos.*

... *me parece ; que por ahora no hay motivo justo, que nos obligue a retroceder, pues los Enemigos no han pasado el Varo, y cada dia en cuenta nuevas dificultades su Proyecto, como se prueba en la dilacion de ejecutarle dando tiempo à que lleguen los refuerzos Franceses.*

(Archives nationales d'Espagne, Madrid, Estado leg. 4118, Francia 1746.)

Comment peut-on imaginer qu'il eût pu prendre une telle liberté, assumer de pareilles responsabilités si dans le secret des instructions verbales reçues de la bouche même du roi il n'avait été averti qu'il pourrait se faire que le roi lui donnât ostensiblement des ordres de concours effectif qu'il devrait éluder par tous les moyens en son pouvoir en mettant en avant des raisons militaires ostensibles !

1. Quelques détails dans Pajol, *Les guerres sous Louis XV*, t. III, ch. v :

Le 30 [nov.] au matin, toute l'armée de M. Le Braun franchit le Var sur 6 colonnes... La flotte anglaise canonna notre droite ainsi que le village de St-Laurent, écrasé d'un autre côté par une batterie... M. de Langeron qui tenait St-Laurent opposa à l'ennemi la plus belle résistance et il n'abandonna le terrain que débordé de toutes parts.

en ouest. Ses renforts n'étant pas encore arrivés, le maréchal de Belle-Isle céda de nouveau le terrain mais lentement et en bon ordre. Il comptait résister sur la ligne de l'Argens ¹. Mais le marquis de La Mina, enfin à portée de le soutenir s'il l'eût voulu, refusa de livrer bataille sur cette ligne — assurant qu'il ne fallait rien risquer avant d'avoir reçu tous les renforts annoncés. Et tout comme le maréchal de Maillebois avait été obligé de rétrograder de Novi jusqu'au Var, le maréchal de Belle-Isle fut bien obligé de rétrograder du Var jusqu'aux abords de Toulon, pour occuper un front allant de Hyères à Riez ! Même sur ce front, il était impossible de compter sur le concours sérieux des corps espagnols. L'esprit de leur chef et de leur nouveau roi était naturellement le leur. Cette guerre

1. Dans Pezay, III, p. 511, Mémoire du 10 décembre 1746 dû au comte de Maillebois, fils du maréchal, et maintenu provisoirement dans les fonctions de maréchal-général des logis. La rédaction en est sans doute due à Bourcet. L'objet du mémoire est d'indiquer « une position pour les troupes espagnoles qui puisse couvrir la ville d'Aix, tandis qu'avec l'armée du Roi, le maréchal de Belle-Isle couvrira Toulon et Marseille ».

Autre mémoire de même date et même origine. Il y est dit :

L'objet de M. le Maréchal de Belle-Isle étant de disputer pied à pied le terrain à l'ennemi, qui ne paroît pas avoir encore projeté aucun mouvement décisif en avant, M. le Maréchal se propose de border l'Argens depuis la hauteur du Canet jusqu'à son embouchure et de garder cette rivière autant que la raison de guerre et la prudence pourront le permettre, sans s'exposer à aucun mouvement douteux avant l'arrivée des renforts.

Outre ces renforts fournis par l'armée régulière, des troupes de milice s'improvisaient un peu partout en Provence et en Languedoc depuis le commencement de novembre. Dans Pezay, à la date du 9 novembre 1746, volume des pièces justificatives, p. 505, voir le texte d'une convention entre les députés de la noblesse de Provence et le maréchal de Maillebois, au quartier général de Grasse. La noblesse de Provence offre de lever deux bataillons de quinze compagnies chacune, en assurant à chaque soldat une paye de deux sous et demi. Le roi fournira le pain et les armes, la noblesse les cartouches, fourniments, chapeaux, habillement. La convention est soumise à l'agrément du roi, mais on commencera sans attendre la réponse à composer ces compagnies dont le quartier général sera à Aix. Il y a, comme j'ai pu le voir, aux Archives de la guerre, à Paris, une documentation considérable sur l'effort concerté des pouvoirs locaux et du gouvernement pour organiser la résistance à l'invasion. Les souvenirs glorieux de la résistance invincible de Toulon en 1707, et de Marseille en 1524, — à Charles-Quint en personne, — planent sur ces préparatifs et les stimulent. Il y aurait là matière à une étude intéressante qui n'a pas encore été faite, sans doute parce que le brusque coup de théâtre du début de décembre rendit ces préparatifs inutiles. Gênes et les troupes régulières de France, aidées un peu enfin par celles d'Espagne, se chargèrent de tout !

ne les intéressait pas. A plus forte raison quand on y violait la grande règle du temps qui était de ne point se battre en hiver ! Le 24 décembre, le corps espagnol qui était chargé de défendre Brignoles, au centre du front allié, décampa sans tirer un coup de feu à la première apparition d'une reconnaissance autrichienne ! Et avant de partir, il incendia les magasins. Ajoutons que la cavalerie espagnole s'obstinait à demeurer tranquillement sur les bords du Rhône. Et comme si ce n'était pas assez de tant de preuves de mauvaise volonté, au moment même de l'offensive autrichienne, au milieu de décembre, le marquis de La Mina, malgré les protestations du maréchal de Belle-Isle, prélevait dix bataillons sur son armée pour les embarquer à Marseille pour Naples qui ne courait aucun danger !

On comprendra facilement dans ces conditions que les rapports entre les commandements espagnol et français fussent tendus ! Ils ne l'étaient guère moins qu'au moment, où, pour ne rappeler que cet incident significatif, le maréchal de Maillebois, dans sa fureur, était allé jusqu'à faire rapport à Versailles, qu'un colonel espagnol, pour excuser son refus de marcher avait montré un ordre positif, écrit, du marquis de La Mina lui prescrivant cette attitude ! Tandis que la France avait prodigué son sang pour installer un infant en Lombardie, l'Espagne se refusait, se renfermant dorénavant dans un égoïsme sacré, à aider son alliée à repousser l'invasion ! Son excuse, c'était que la France évidemment, si elle le voulait bien, pouvait le faire avec ses seules forces ! Mais que devenait la foi jurée et le respect des devoirs les plus élémentaires de l'alliance ! Si la France ne courait bien évidemment aucun danger vital, avec les renforts qui arrivaient enfin en cette deuxième quinzaine de décembre, et qui allaient porter l'armée du maréchal à une centaine de bataillons, s'il était bien évident en outre que dans la pire des hypothèses, Touion et Marseille, qui avaient eu le temps de se mettre en état de défense, arrêteraient l'invasion comme ils l'avaient fait à des époques plus sombres, il n'en était pas moins vrai qu'il y avait pour la France entière une sanglante humiliation à voir ainsi l'ennemi au cœur d'une de ses plus belles provinces et à voir sa défense compromise par un allié devenu plus dangereux qu'un

franc ennemi ! C'est dans cette atmosphère chargée d'humiliation et de colère qu'éclata brusquement une incroyable nouvelle et qui pourtant était vraie : Gênes, la malheureuse Gênes, abandonnée sans défense à son pire ennemi, et piétinée jusqu'à la mort sous son talon de fer, venait dans un héroïque sursaut de patriotique fureur, de jeter hors de ses murs toute une armée autrichienne ! Gênes était redevenue libre, et, organisant la levée en masse de tous ses fils sur toute l'étendue de la République, de la Spezia à Vintimille, menaçait de destruction — en lui coupant toute retraite — l'armée autrichienne de Provence !

APPENDICE AU LIVRE II

- I. — Le traité d'Aranjuez (1^{er} mai 1745).
 - II. — Le marquis d'Argenson et l'affranchissement de l'Italie.
 - III. — Le projet de traité avec le roi de Sardaigne, par Louis XV et le marquis d'Argenson (décembre 1745).
 - IV. — La réaction du marquis d'Argenson devant l'effondrement de son plan.
 - V. — Jugements sur la négociation de Turin et le marquis d'Argenson.
 - VI. — Le désastre d'Asti (8 mars 1746). A qui fut-il imputable ?
 - VII. — Sur la bataille de Plaisance (16 juin 1746).
 - VIII. — Sur le passage du Pô et la bataille du Tidone (8-9 août 1746).
 - IX. — Sur la résolution de la France de défendre Gênes.
 - X. — Sur la capitulation de Gênes (6 septembre 1746).
 - XI. — Le rapport officiel français sur la retraite d'Italie en Provence (septembre-octobre 1746).
-

I

LE TRAITÉ D'ARANJUEZ

(1^{er} mai 1745.)

Le texte de ce traité accompagne la lettre que j'ai citée de notre ambassadeur à Madrid, en date du 5 mai 1745. Il a été publié *in extenso* par le marquis de Pezay dans son *Histoire des campagnes du maréchal de Maillebois en Italie*. En voici les dispositions essentielles :

A Aranjuez, le 1^{er} mai 1745.

Comme Leurs Majestés Très-chrétienne, Catholique et Napolitaine, se sont montrées disposées à assurer la liberté de la république de Gênes, et ses domaines, contre les dommages dont elle est menacée par le traité de Worms du 17 septembre 1743, moyennant que la même République se dispose de sa part, à coopérer proportionnellement à ses forces, au succès des justes objets que leurs dites Majestés se sont proposés dans la présente guerre d'Italie, il a été procédé à la formation d'un traité de convenances réciproques et à cette fin elles ont nommé pour ministres plénipotentiaires, savoir, etc.

ARTICLE PREMIER.

La consideration qu'il peut être convenable que les particularités de ce Traité ne se publient point, et cela pour prévenir les oppositions qu'il pourroit y avoir, a induit les parties contractantes à stipuler comme elles stipulent, qu'elles seront tenues secrètes jusqu'à ce que, d'un commun accord, on les rende notoires.

ARTICLE II

La République de Gênes prêtera, pendant le temps que durera la guerre d'Italie, pour le service de sa Majesté catholique trente-six canons de bronze de batterie....

ARTICLE III

[promet toutes facilités pour le ravitaillement des troupes des trois couronnes.]

ARTICLE IV

La République de Gênes donnera pendant la durée de la presente guerre d'Italie aux armées qui seront sous le commandement de son Altesse Royale, l'Infant Don Philippe, dix mille fantassins équipés et armés, lesquels jouiront en égalité avec les troupes des trois couronnes, des convenances accoutumées, logemens, ustensiles, fourrages, etc., et elle devra les maintenir à ses dépens jusqu'à la fin du mois de décembre de cette année, supposé que la guerre dure jusquelà, dans lequel temps, pour le soulagement des dépenses excessives dans lesquelles la République se constitue, Sa Majesté Catholiques'oblige de lui payer un subside par mois de trente mille piastres, de cinq livres de banque chacune, ... et dès le premier jour de janvier de l'année 1746 en avant, Sa Majesté Catholique sera obligée de payer en entier le montant du susdit corps de la République jusqu'au jour qu'il retournera à Gênes à sa libre disposition.

ARTICLE V

Lesdites troupes de la République dépendront toujours du général ou des généraux-commissaires de la même République et de ses officiers-généraux : ceux-ci seront obligés à executer et à faire executer — les opérations que leur marquera et ordonnera le Général de l'armée confédérée... Les Commissaires, ou le Commissaire général, entreron dans les conseils de guerre, et seront considérés, pour les honneurs et le traitement, comme lieutenants généraux. Pour ce qui regarde les officiers de guerre, tant généraux que subalternes, on est convenu que l'on observera la pratique qui aura été suivie en d'autres occasions et occurrences semblables...

ARTICLE VI

Afin de ne point abandonner les frontières de la République, il demeure réglé entre les parties contractantes, que durant la guerre on laissera en Piémont, ou dans le Montferrat, une armée supérieure à celle du Roi de Sardaigne, et que celle de Don Jean de Gages, ou un autre corps de troupes des trois couronnes équivalent, devra presentement s'avancer jusqu'aux dites frontières par le côté d'Alexandrie et Tortone et se maintenir là jusqu'à la fin des sièges de ces deux Places.

Aussitôt que l'un ou l'autre corps desdites troupes sera effectivement arrivé audit endroit, on devra seulement alors manifester l'existence de ce Traité, et la République, conséquemment, déposant son apparente neutralité donnera ce qu'elle promet par les articles antécédens. Il demeure de même établi que le corps de troupes de la République ne sera point partagé entre les deux armées et que la République pourra l'appeler dans tous les cas d'une nécessité légitime, pour sa propre défense, sans qu'elle puisse en être empêchée par aucun motif, les armes des deux Couronnes devant au contraire accourir avec des forces suffisantes pour la défendre de toute invasion ou attaque.

ARTICLE VII

En considération de l'utile coopération de la République aux vues et intérêts de Leurs Majestés très-chrétienne, Catholique, Napolitaine, et en récompense des dépenses et risques à quoi elle s'expose pour ladite fin, leurs dites Majestés s'obligent à conquérir et céder à la République les lieux et territoires de Rezzo, Alto, Capranna, les quatre neuvièmes de Bardinetto et la sixième de Carozio, qui ont été usurpés sur elle par le Roi de Sardaigne en l'année 1736; les lieux et territoires de Lavina, Cenova, Aurigo et Montegrosso, qui ont été usurpés sur elle par le même Monarque, les trois premiers en l'année 1479, et l'autre en l'année 1575; le lieu et territoire de Pareto avec ses appartenances, qui devoit être restitué à la République en vertu de la paix faite le 10 mai 1419, entre la même République et le duc de Milan, Philippe-Marie-Ange Visconti, pour lui, et au nom du marquis de Montferrat, Jean-Jacques Paleologue; et le lieu et territoire de Serravalle, sur lequel elle a les actions que lui céda le comte Léonard Doria le 14 juin 1723; et de tous les dits lieux et territoires contenus dans le présent article, de leurs actions et appartenances, la République aura pleine propriété, souveraineté et domaine, excepté seulement la dépendance immédiate de l'Empire respectivement à Serravalle, Bardinetto et Carozio.

ARTICLE VIII

Leurs dites Majestés promettent qu'à mesure que se conquerront les dites cessions (ce qu'elles procureront au plus tôt et sans omission aucune) la République en sera mise en libre et entière possession...

ARTICLE IX

[Prescrit le maintien, dans le royaume des Deux-Siciles des privilèges de la République de Gênes et de ses sujets].

ARTICLE X

... Il n'y aura point à l'avenir, à Gênes, de bureaux de postes de France ni d'Espagne, ni d'aucun autre Prince, ni de Directeur, ou Commis subalterne de telles postes.

ARTICLE XI

[Prescrit que pour le traitement des navires français, espagnols et napolitains dans les ports génois on se conformera aux usages qui étaient en vigueur jusqu'au commencement du siècle, également aux règles établies entre l'Espagne et l'Angleterre, et l'Espagne et la Hollande au traité d'Utrecht; et pour les navires génois dans les ports

des trois couronnes qu'ils jouiront du régime de la nation la plus favorisée.]

ARTICLE XII

[Il assure à la République la garantie perpétuelle, de ses Etats actuels, le royaume de Corse compris, et des acquisitions stipulées au présent traité; d'autre part, les puissances contractantes s'interdisent toute paix séparée.]

ARTICLE XIII

Leurs Majestés Très-Chrétienne, Catholique et Napolitaine, considérant que l'engagement actuel de la république de Gênes, et les risques auxquels elle s'expose, mérite quelque plus grande récompense, Elles promettent qu'elles lui feront acquérir d'autre plus grande preuve de leur munificence généreuse.

ARTICLE XIV

... Les actes de ratification s'échangeront dans le terme de quatre semaines, ou plus tôt, s'il est possible, à compter du jour de la signature.

Articles séparés et secrets :

A Aranjuez, le 1^{er} mai 1745.

ARTICLE PREMIER

[Il assure à la République de Gênes la « distinction royale dont jouit la république de Venise »; cet article n'aura son exécution qu'à partir de la paix générale ; les trois couronnes promettent leurs puissants offices pour que les autres princes, qui seront parties contractantes à la paix générale, consentent à la même chose.]

ARTICLE II

Leurs Majestés Très-chrétienne, Catholique et Napolitaine dans la vue d'établir un équilibre durable en Italie, et pour assurer la libre communication, par la rivière du Ponent de Gênes avec les Etats qui seront conquis, et qui demeurent destinés à son Altesse Royale l'Infant Don Philippe, ayant résolu de se rendre maîtres des lieux occupés par le Roi de Sardaigne, quise trouvent enclavés, et de plusieurs autres qui, du côté de terre, sont voisins de l'état de la République ; et devant en même temps gratifier la République pour accomplir ce qui est promis dans l'article XIII du traité de ce jour, eu égard principalement à l'engagement et aux risques à quoi elle s'est exposée par le même traité, leurs susdites Majestés s'obligent à conquérir et à céder à la République le marquisat de Dolce-Acqua, Isola, Rochetta, Perinaldo et Apricale ; la Seborca, les fiefs et territoires de Testego, Cezio, Durante, Stananello, Garlanda, Rosci, San Vincenzo, Nazino, Arnasco, Balestrino, Lovano et Bardinetto, l'état et vallée d'Oneille, consistant en la principauté d'Oneille, le marquisat del Maro, et les comtés de Prelata et Bestagno ; et toute cette fortune du territoire qui se trouve entre les Etats presentement possédés par la République

et ce bras de la rivière de Bormida qui sort de Bardinetto, en suivant le cours de la même rivière jusqu'à ce qu'il se rencontre avec le chemin royal qui va d'Alexandrie à Tortone, et suivant immédiatement par ledit chemin jusqu'à rencontrer la rivière Scrivia, et continuant successivement par la Scrivia et par son bras qui va à la tour et château de Ratti jusqu'aux confins des fiefs impériaux mentionnés à l'article suivant... Des fiefs ci-dessus nommés la République aura la pleine propriété, souveraineté et domaine ; et de tous les lieux, fiefs et territoires contenus dans cet article et compris entre les limites marquées ci-dessus, avec les actions et appartenances, excepté seulement pour ce qui regarde la Seborca, la souveraineté de la Sainte Eglise romaine et la souveraineté immédiate de l'Empire respectivement aux fiefs qui en dépendent...

ARTICLE III

Leurs Majestés Très-chrétienne, Catholique et Napolitaine, s'obligent à solliciter avec les plus vifs efforts, et sans épargner diligence et influence, pour que le futur Empereur, pour lui et au nom de l'Empire, de pleine et absolue autorité (et dérogeant spécialement au diplôme de l'Empereur Rodolphe II, accordé en faveur du prince Jean-André Doria, le 24 septembre 1579, et à tout autre privilège ou droit appartenant à des vassaux qu'il pourroit y avoir au contraire, s'obligeant à les indemniser) accorde et transfère à la République la supériorité territoriale de tous les fiefs impériaux contenus dans le mémoire ou liste qui est à la fin de cet article, et situés partie entre l'état de la République et les provinces de Tortone, Bobbio, Parme et Plaisance et les autres dans la province de Valdemagra ; de sorte qu'ils demeurent sujets, comme sous-fiefs, au domaine immédiat de la République, qui sera obligée à les reconnoître de l'Empereur et de l'Empire, sans obligation de payer aucun *laudemio*, ou de demeurer sujette à aucune autre charge, sinon celle de prendre les investitures, et d'en demander le renouvellement de cinquante en cinquante ans ; lesquelles investitures devront lui être accordées avec les plus grandes prérogatives, et sans autre réserve que de la souveraineté de l'Empire, et avec l'exemption positive de toutes contributions, même pour motif de guerre, ou toute autre plus urgente nécessité de l'empire : que de même l'Empereur accorde et investisse la République de la supériorité territoriale de tous les fiefs compris dans les territoires mentionnés en l'article précédent, desquels la supériorité territoriale fut accordée au Roi de Sardaigne par les préliminaires de la paix de l'année 1735 par l'Empereur et au nom de l'Empire, et cela avec les mêmes prérogatives...

ARTICLE IV

Pour plus grande sûreté de la République, leurs dites Majestés s'obligent à solliciter avec toute efficace, influence et effort, que dans le terme d'un an, du jour où elles auront obtenu de celui qui sera élu Empereur, les dites concessions, elles soient approuvées dans la plus ample et valide forme, par les Etats de l'Empire ; et que ceux-ci, au nom du même Empire, se chargent de ladite indemnité des vassaux respectifs...

ARTICLE V

En cas que Leurs dites Majestés ne puissent obtenir en faveur de la République, dans le terme ci-dessus exprimé, les dites concessions

effectives, et approbations mentionnées dans les articles precedens, avec l'actuelle translation de la pacifique possession des territoires et lieux y mentionnés, Elles s'obligent à donner à la République une compensation correspondante.

ARTICLE VI

Les présens articles séparés et secrets auront la même force et vigueur que s'ils étoient insérés dans le traité de ce jour et seront considérés et tenus pour en faire partie.

En foi de quoi nous autres, les ministres plénipotentiaires de leurs Majestés Très-Chrétienne, Catholique et napolitaine, et de la République de Gênes avons signé ces articles séparés et secrets, et les avons scellé du cachet de nos armes. A Aranjuez le premier Mai mil sept cent quarante-cinq. Signé l'EVÊQUE DE RENNES, EL MARQUÈS DE VILLARIAS, EL PRINCEPE DE YACHI, GEROLAMO GRIMALDI.

Dans sa longue dépêche du 5 mai, le ministre génois à Madrid compare article par article le texte définitif avec les propositions primitives du Sénat. Il conclut que les modifications sont sans importance. La grosse modification introduite dans le texte final, c'est qu'on ne décide plus à qui on donnera Alexandrie et Tortone alors que la dernière rédaction prévoyait formellement leur attribution à l'infant. De son collègue français Vauréal, Grimaldi écrit qu'il a toujours défendu avec chaleur les intérêts de la République de Gênes. Il n'a même pas hésité sur ce point à s'abstenir de seconder certaines prétentions de Maurepas : —

Siccome il Vescovo cerca di favorire quantô mai puo la Republica.
(Grimaldi au Sénat, 5 mai 1745. Archives de Gênes, Lettere ministri Spagna 2475-66.)

II

LE MARQUIS D'ARGENSON ET L'AFFRANCHISSEMENT DE L'ITALIE

Il y aurait dommage, et surtout injustice à l'égard de la mémoire du marquis d'Argenson, à ne pas citer ici quelques autres de ses énergiques et claires formules au service de la grande idée dont on peut dire qu'il a été en France, en plein XVIII^e siècle, le grand et solitaire précurseur. Aussi peu connu d'ailleurs que grand ! Les Italiens eux-mêmes, on peut le dire, ignorent totalement et absolument son nom ! La grande *Storia Politica d'Italia, scritta da una societa di professori* (Vallardi, Milano, 1895) ne le nomme même pas dans son livre III, chap. v (par Ettore Callegari), où il devrait avoir une place d'honneur. Sauf erreur, je suis le seul à avoir fait sur ce thème en Italie des conférences publiques. Je cite donc ces nobles textes qui unissent, à mon sens, — quelques réserves à part — le grand idéalisme à la meilleure politique :

L'Italie est depuis trois siècles l'un de ces théâtres d'ambition et de conquêtes où viennent se consumer les efforts des grandes puissances. Nous y avons voulu conserver quelques citadelles, quelques postes pour prendre part au désordre, sous le prétexte de défense et d'équilibre. Ce n'est pas là ce qu'il eût fallu faire... Il faudrait montrer l'exemple de n'y rien prétendre. [Sur ce point d'Argenson n'est pas juste pour la France, car depuis deux siècles la France n'avait plus cessé précisément de donner cet exemple ! B.]... Il faudrait en chasser les étrangers... Si quelques princes étrangers y règnent encore, faire en sorte qu'ils devinssent tout à fait Italiens, qu'ils ne pussent hériter ailleurs et s'ils préférèrent d'autres successions qui leur surviennent qu'ils abandonnent alors à des successeurs désignés l'état qu'ils possèdent en Italie et que cette option, cette incompatibilité soit une loi fondamentale de toute domination en Italie. Soyons les promoteurs de cette règle ; employons-y la force et la sincérité. Empêchons les troubles et la tyrannie ; soutenons les faibles et les opprimés ; nous sommes assurés que nos seules menaces auront l'effet des plus grandes victoires. Nous y gagnerons pour nous honneur, repos, sûreté... J'ai vu des mémoires bien exacts des forces qui peuvent concourir à chasser les Autrichiens de l'Italie et à y établir un partage durable. Je soutiens que la France seule, avec le Roi de Sardaigne, saisissant bien le moment y réussira avec facilité toutes les fois qu'elle voudra l'entreprendre... Véritablement, j'étais vivement persuadé que la plus grande erreur où nous ayons pu tomber avait été de nous brouiller avec le Roi de Sardaigne dans nos guerres avec la Maison d'Autriche... Que ce soit lui ou un autre qui démembre l'énorme puissance autrichienne, cela nous est indifférent. On a beau nous menacer de ce voisin, on a beau citer le cardinal d'Ossat sur *les petits louveteaux de Savoie* et dire qu'il faudra fortifier Lyon, si le Roi de Sardaigne devient si puissant, ce sont là des préventions de la haine et des inspirations de l'Espagne. Il y a encore bien loin de sa puissance à la nôtre. C'est la seule maison d'Autriche qui nous est dangereuse. Il faut bien avoir des voisins et que peut-il arriver de mieux que de voir accroître les petits aux dépens des grands ?... Dans mon instruction [à M. de Champeaux] je décrivais quels maux avait causés en Italie la prétendue supériorité des empereurs d'Allemagne sur ce continent. Le temps paraissait venu de l'éteindre et de déclarer les puissances italiennes de franc-alleu et d'une pleine indépendance. On leur prescrivait l'association nécessaire pour maintenir leur liberté à l'avenir en empêchant tout étranger d'y dominer... On abolissait jusqu'à la dénomination de saint Empire romain de toute l'Italie. La moindre république devenait aussi libre de tout souverain étranger que les plus grandes puissances d'Italie. La Maison de France y sacrifiait ses droits sans réserve.

(*Mémoires du Marquis d'Argenson*, publiés par René d'Argenson, Paris, 1825, p. 386 et suivantes.)

III

LE PROJET DE TRAITÉ AVEC LE ROI DE SARDAIGNE PAR LOUIS XV ET LE MARQUIS D'ARGENSON (décembre 1745).

Sur les clauses de ce traité, citons naturellement le marquis d'Argenson :

Quant au partage il était ménagé avec une générosité et une prévoyance admirables. Je le vanterai avec d'autant plus de plaisir que c'est l'ouvrage entier du Roi et c'est peut-être le seul ouvrage de son règne qui soit bien à lui. Le Roi est bon géographe ; il a présentes à l'esprit toutes les situations topographiques : il trouve plutôt sur une carte le point demandé qu'aucun de ceux avec lesquels il travaille ; il a l'esprit naturellement juste ; il ne s'agit que de le faire sortir de l'assoupissement, de l'indécision et de la timidité. J'eus ce talent en plusieurs affaires, je le plaçai sur les bonnes voies et il y courut mieux qu'un autre. Je ne l'avais jamais vu tel que lorsqu'il écouta le rapport que Champeaux lui fit à Choisy sur la première négociation de Turin. Il ordonnait en maître ; il discutait en ministre. Sa Majesté écrivit beaucoup de sa main sur ce partage, m'envoya chercher souvent sur de nouvelles idées qui lui étaient venues. Je travaillais les nuits avec Champeaux pour y faire mes objections et pour mettre tout en règle et en forme. Ainsi se fit son instruction ; je laissai à Champeaux quelques-uns de ces papiers écrits de la main du Roi. Ils firent merveille et pour mieux dire ils firent tout, quand il les montra au Roi de Sardaigne sur la fin de sa négociation. Ce prince voyant que tout était véritablement l'ouvrage et la volonté du roi y souscrivit subitement par respect comme eût fait un sujet par obéissance. Voici la note du roi que Champeaux montra le dernier des 4 jours qu'il fut à Turin et qui décida le Roi de Sardaigne :

« Au Roi de Sardaigne sera le Milanais qui est à la rive gauche du Pô, et à droite jusqu'à la Scrivia ; à l'Infant toute la rive droite depuis et y compris l'État de Parme, le Crémonais (le fort de Gera d'Addo rasé), et la partie du Mantouan qui est entre l'Oglio et le Pô ; celle par delà à la République de Venise et ce qui est à la rive droite du Pô au duc de Modène avec l'éventualité du duché de Guastalla, et aux Génois la principauté d'Oneglia avec Final et le château de Serravalle. » (Paraphé : Louis.)

Le marquis d'Argenson note que le roi de Sardaigne se cabra d'abord devant l'idée de céder Oneglia à Gênes :

« La cession d'Oneglia aux Génois le blessait infiniment, mais on lui donnait le Milanais. Il faisait de nouvelles remontrances mais il cédait si le roi y persistait. »

Chose digne de remarque, le roi de Sardaigne aussi prudent dans sa politique quotidienne qu'il était hardi dans ses vues d'avenir — et le marquis d'Argenson lui-même, tout en refusant de le croire dangereux, reconnaît qu'il ne *désespère pas d'absorber petit à petit l'Italie entière* ! — manifestait la plus grande réserve sur l'idée révolutionnaire d'affranchir et d'organiser toute la péninsule. Le marquis lui reproche de ne pas penser avec assez de *hauteur*. Pour le roi de Sardaigne, en effet,

L'affranchissement de l'Italie, l'abolition du Saint-Empire romain, une *association* ou *diète* italique devaient être une suite du traité de partage, et auraient effrayé inutilement les puissances intéressées, mais quand les Allemands n'auraient plus eu de domaines ni de troupes en Italie, comment y auraient-ils pu soutenir leur féodalité ? Elle tombait d'elle-même ; il donnait l'exemple de plusieurs semblables vasselages éteints par la cessation de fait de toute prestation de foi. (*Ibid.*, p. 384.)

IV

LA RÉACTION DU MARQUIS D'ARGENSON DEVANT
L'EFFONDREMENT DE SON PLAN

Il est intéressant de montrer comment le marquis d'Argenson lui-même réagit devant l'effondrement de son grand dessein, alors que les courriers d'Italie n'apportent que des nouvelles de désastres et que le maréchal de Maillebois supplie qu'on lui envoie des renforts.

A ce moment on est, à Versailles, en pleine tempête de colère, et de juste colère contre Elisabeth Farnèse que d'Argenson, encore soutenu par le roi, rend justement responsable de la désastreuse affaire d'Asti et de ses suites. Le marquis d'Argenson écrit à l'ambassadeur de France à Madrid :

Tant de malheurs doivent en faire prévoir de plus grands si l'Espagne n'oppose pas enfin la prudence et la résipiscence aux disgrâces et aux passions. Nous pourrions nous séparer d'un allié si singulier, nous le devrions même, et l'intérêt des richesses de son commerce, la crainte de ses menaces de s'allier avec nos ennemis contre nous ne nous arrêteraient pas un moment : mais nous laisserions en Italie d'autres alliés qui souffriraient pour notre cause et cette considération nous retient plus que toute autre.

Ce sentiment généreux des devoirs de l'alliance avec Gênes mérite d'être souligné et d'autant plus qu'il demeurera invariable au cœur de nos diplomates et de nos généraux jusqu'à la fin de la guerre, sans connaître la moindre éclipse ! Le marquis d'Argenson poursuivait :

Nous avons présenté à la Cour d'Espagne un partage convenable pour l'Infant, sûreté pour don Carlos, agrandissement pour nos alliés, le bannissement de la rivale de la Maison de France, un projet en un mot d'exécution facile et digne d'une gloire immortelle. Il en résultait la paix générale, la fin de tant de malheurs, dont la durée énerverait la monarchie de Castille encore plus que la française ; on le refuse avec hauteur à Madrid, le refus augmente au lieu de s'affaiblir, les seules passions s'y opposent, et quelles passions pour les intérêts de l'Etat ! Du ressentiment pour le Roi de Sardaigne, de l'orgueil, de l'avidité, de l'impuissance d'agir, de la haine contre ceux qui servent bien et essentiellement l'Espagne ; le siècle présent et l'avenir en jugeront, s'il est nécessaire d'exposer à l'Europe la différence de nos procédés. Si l'Espagne persiste dans ses fureurs, nous allons nous retirer, nous ferons avec le Roi de Sardaigne un autre traité pour notre retraite et la sûreté de nos alliés, peut-être de paix générale par où Don Philippe n'aura rien. Tel est le plan résolu et fixé.
(D'Argenson à Vauréal, 22 mars 1746.)

Baudrillart voit dans cette lettre « un monument de colère et de déraison » (t. V, p. 388). Colère, oui. Dérison, non ! Vraiment c'est se montrer plus passionné même que Philippe V et Elisabeth Farnèse, puisque ceux-ci trois jours après exactement, le 25 mars, capitu-

laient devant d'Argenson et se ralliaient à sa thèse, mais encore une fois trop tard !

A la fin juin cependant, le marquis d'Argenson s'obstinait encore à croire qu'on pouvait sauver quelque chose de son grand dessein. Mais il fallait « tailler dans le vif » comme il le dit lui-même, c'est-à-dire remettre rudement l'Espagne, c'est-à-dire Elisabeth Farnèse, à sa vraie place et réduire l'enfant à la portion congrue dans le partage de l'Italie. Comme l'enfant était à ce moment enfermé, par sa faute, à Plaisance et réduit à une impuissance totale, ce n'était peut-être pas impossible. Mais le crédit du ministre était profondément ébranlé. Il est peu d'exemples qu'un politique résiste à l'insuccès même immérité ! Le roi ressaisi par le parti espagnol, et qui accusait le roi de Sardaigne de perfidie, répondit durement à son ministre, le 3 juillet 1746 :

Après ce qui s'est passé cet hiver vous ne devriez pas me proposer de faire les premières avances au Roi de Sardaigne. Si l'on vous parle, écoutez, mais jusque-là il faut plutôt songer à l'écraser qu'à le supplier..

Ce ton annonçait la disgrâce prochaine.

V

JUGEMENTS SUR LA NÉGOCIATION DE TURIN ET SUR LE MARQUIS D'ARGENSON

Bonamici rend hommage complet à la négociation de Turin, et tout Espagnol qu'il soit par ses sympathies et ses services, il rejette sur l'Espagne tout le blâme de l'échec lamentable qui suivit cet effort conjugué des rois de France et de Sardaigne :

Erant conditiones Hispanis pro re natâ non incommodae, atque Italiae potissimum perutiles, cui tandem suos agnoscere Principes, atque ab infinito exterarum nationum metu respirare aliquando contingebat... Sed Hispanorum, si vera tacere nolumus, cupiditas tanto obstitit bono, fatumque nescio quod Italici atque Hispanici ipsis infensum, vertit ad extremum omnia.

(B. I., lib. II.)

Notre Lucquois Napolitain qui exprime ici un sentiment de patriote italien se trouve en accord complet avec le roi de France et son ministre des affaires étrangères le marquis d'Argenson ! Et c'est peut-être le seul point sur lequel le marquis de Pezay et lui soient cordialement d'accord !

Le marquis de Pezay sent, en effet, la haute portée morale du règlement tenté à Turin par d'Argenson :

Il assurait le repos de l'Italie. Ce beau pays favorisé du ciel et trop

longtemps dévasté par la cupidité des hommes voyait enfin fixés au sein de ses provinces, tous ceux qui désormais allaient avoir quelque part à son gouvernement... L'honneur d'avoir concilié tant d'intérêts sembloit suffire à la gloire du Roi de France.
(II, p. 192.)

Tout échoua par la stupide fureur d'Elisabeth, trouvant que la part de l'enfant n'était pas suffisante. Or, l'enfant la trouvait suffisante, mais par une incroyable faiblesse de caractère n'osait le dire. Le marquis de Puiguiou, représentant de Louis XV auprès de l'enfant, écrivait de 10 mars 1746 à sa cour :

L'Enfant... se seroit contenté volontiers des Etats que lui donne un traité dont les Espagnols murmurent si fort. Il trouve raisonnable le partage qu'on y faisoit de l'Italie mais il est forcé de dissimuler ses sentimens à cet égard, et n'ose même me parler tête à tête, de peur qu'on ne l'écrive à Madrid, où on lui en feroit un crime.
(Pezay, II, p. 201.)

Du point de vue de la philosophie de l'histoire, si intéressant dans cette affaire, de Broglie, qui souligne le rejet catégorique par la cour de Turin du plan de confédération italique, pour ne pas irriter toute l'Allemagne et compromettre les titres de certains princes italiens eux-mêmes, fait ce commentaire d'une si parfaite justesse :

On ne saurait en vérité, ce qu'il faut le plus admirer ici ou de la hauteur des vues prophétiques qui révélaient à d'Argenson un avenir encore voilé de tant de nuages, ou de l'art souverain avec lequel la Maison de Savoie, cheminant à pas comptés et par un progrès continu à travers les âges, a su toujours proportionner son ambition à la possibilité pratique des résultats qu'elle était à portée d'atteindre. En 1746, tout appel fait au patriotisme italien fût resté sans écho ; le grand dessein de d'Argenson devançait de près d'un siècle le cours des révolutions et de l'esprit public. En s'y associant prématurément, Charles-Emmanuel lâchait la proie pour l'ombre ; le moindre pouce de terre à gagner lui sembla, comme le grain de mil de la fable, avec raison, préférable. Cent ans après, les grandes maximes de droit populaire et d'indépendance nationale, dont d'Argenson avait le pressentiment, s'étaient assez répandues pour servir de puissant levier à la plus haute ambition. La présidence d'une confédération italique alors n'a plus suffi : c'est sur la souveraineté de la péninsule entière que l'heure a paru venue de mettre la main. Ce qui était trop à une époque a semblé trop peu à la suivante, et à chaque fois la fortune, secondant l'habileté du politique, a justifié sa prudence ou récompensé son audace.

(De Broglie, *Maurice de Saxe et le marquis d'Argenson*, ch. II, p. 137-138.)

M. Emile Bourgeois, qui n'aime pas le marquis d'Argenson, et qui a jugé sa politique « incohérente et vaine » — jugement auquel je ne puis souscrire — lui rend cependant cet hommage que je me donne le plaisir de transcrire :

Dans son temps, d'Argenson fut une exception qui cinquante ans

plus tard n'eût pas paru telle. Pour les formes comme pour le tour des pensées, on retrouve en lui le précurseur des hommes de la Révolution. Sa politique est la leur : il rêvait une France conquérant le monde d'une manière désintéressée pour y établir la justice, des nations soumises au code européen de Henri IV, et de l'abbé de Saint-Pierre.

(*Manuel historique de politique étrangère*, t. I, ch. xiv.)

Sir Richard Lodge résume et juge ainsi le fameux plan du marquis d'Argenson :

He divulged to Mongardino the proposal to rid Italy of all foreign rule and of the whole traditions of imperial suzerainty. Even the Grand-Duke of Tuscany, being now Emperor, was to hand over his Italian dominion to his brother Charles. The Austrian provinces were to be divided between Sardinia, Don Philip, and Venice, while the Duke of Modena was to recover his duchy and Genoa was to have exclusive control of the Riviera coast. When a rough-and-ready balance had thus been created, federation was to follow, and a federal army, presumably under the command of the king of Sardinia, was to defend Italian independence. The scheme has been generally hailed as a remarkable anticipation of nineteenth century ideals. As such it was a century too soon, and at Turin it was regarded as suspiciously savouring of a French protectorate. Villette, when he heard of it later, thought the French King would be an Emperor in Italy, and that he would probably assume the title as a rival of the other Emperor in Germany. (Villette to Newcastle, 31 décembre 1745 (S. P. For. Sardinia 50.)

(*Studies in 18th century diplomacy*, p. 101.)

Il n'y a rien dans les écrits français, de quelque nature qu'ils soient, qui autorise cette conjecture si hasardée du chargé d'affaires anglais à Turin ! Mais enfin il conjecturait selon la logique de sa fonction et du moment !

VI

LE DÉSASTRE D'ASTI (8 mars 1746) A QUI FUT-IL IMPUTABLE ?

On a répondu de diverses façons complémentaires ou contradictoires : à la duplicité du roi de Sardaigne, — à la stupidité de la cour de Madrid, — à la négociation de Turin, et en particulier à une lettre du marquis d'Argenson qui paralysa l'état-major français, — à la seule imprudence du maréchal de Maillebois, — et enfin à la faiblesse et à l'affolement de Montal qui commandait à Asti.

Sur la question duplicité du roi de Sardaigne : le marquis d'Argenson, bon juge de l'état réel des choses et du caractère absolument conditionnel du projet de traité de Turin, reconnaît formellement que le roi de Sardaigne doit être excusé :

De tout ceci je ne puis dire qu'il ait été de mauvaise foi et qu'il n'ait pas répondu absolument à ce qu'il devait au Roi. (Mémoires, III, p. 57.)

Malgré cette déclaration, de Broglie n'hésite pas à dire que ce fut un *véritable guet-apens*. C'est oublier que le roi de Sardaigne demeurait officiellement notre ennemi, tant que rien n'avait été signé de définitif en sens contraire. Et d'autre part, de Broglie ne reprochait-il pas lui-même ce passage d'une lettre d'un officier de l'armée de Maillebois :

La marche des ennemis n'avait rien de dissimulé : elle se faisait tambour battant ; on l'annonçait de toutes parts à M. le maréchal...

Cette lettre est corroborée par toute la correspondance de Montal avec le maréchal dans la semaine qui précède le désastre.

Baudrillart, tout Espagnol qu'il soit de sympathies dans son récit de cette négociation, récit fondé surtout, et même à peu près uniquement sur les documents de Madrid, est obligé de reconnaître, lorsqu'il cherche à juger l'attitude du roi de Sardaigne, que :

L'arrivée imminente des Autrichiens ne permettait guère, il faut l'avouer, une attitude différente au roi de Sardaigne et à ses ministres ; ce n'était pas leur faute si d'Argenson s'était engagé dans une affaire irréalisable vu le peu de temps dont on disposait. (V, p. 363.)

Mais au fond, de Broglie (*de Saxe et d'Argenson*, ch. II) rend essentiellement responsable de ce désastre le marquis d'Argenson qui, par toute la négociation et surtout par une lettre confidentielle du 19 janvier 1746 au maréchal de Maillebois — lettre écrite à l'insu du ministre de la guerre — aurait inspiré à toute l'armée française une sécurité funeste. Il écarte le témoignage en sens contraire du marquis de Pezay en faisant observer que son ouvrage « fut plutôt un panégyrique et un plaidoyer qu'une histoire », ce qui est exact, mais un plaidoyer n'est pas nécessairement une contre-vérité : il faut en discuter les pièces, que Pezay multiplie, et de Broglie ne les discute pas. J'estime que l'examen attentif de ces pièces doit faire décharger le maréchal de cette responsabilité. Evidemment, il a cru au succès imminent de la négociation de Turin mais, averti à temps par Montal du mouvement piémontais, il a pris ses précautions à temps. De Broglie avoue que « ce qu'il y a de certain c'est que Montal n'essaya seulement pas de résister ». Ce n'est pas ainsi évidemment que se fût conduit un Chevert, posté un peu plus loin, à Moncalvo ! On n'a pas le droit de l'excuser en prétendant que la faute était au marquis d'Argenson qui lui aurait inspiré un tel état d'esprit de sécurité qu'il dût perdre la tête aux premiers coups de canon, puisque c'est lui-même qui depuis une semaine poussait des cris d'alarme et avait alerté à temps son chef !

Il est bien certain qu'en apparence et pour tout le monde, et même

pour le ministre anglais à Turin (voir sa lettre à Newcastle du 15 mars, publiée par Lodge. *Studies in 18th C. Dipl.*, p. 117), toute la responsabilité de ce gros échec semblait remonter à la négociation de Turin. L'auteur-acteur du *De Bello italico* partage évidemment cette conviction. Si Bonamici, en effet, jette tout le blâme de la prise d'Asti sur le maréchal de Maillebois, c'est parce que ce dernier, abusé lui-même, aux cris d'alarme de Montal répond que le roi de Sardaigne ne songe qu'à négocier :

Nihil esse a subalpinis metuendum, ipsos de compositione agere, atque ad otium vergere universos ; neque interim ullum Montalio subsidium mittit.

(B. I., lib. II.)

Le marquis de Pezay a prouvé avec succès que le maréchal n'a commis à aucun degré une pareille faute. Averti à temps — dès fin février — il prit à temps toutes les dispositions nécessaires soit pour secourir Montal et lui permettre de se maintenir à Asti, soit pour lui ménager la possibilité de la retraite. En réalité, le seul coupable fut Montal qui ne fit pas la résistance sur laquelle on était en droit de compter et ne donna pas au maréchal les quelques heures nécessaires pour lui donner le temps d'accourir. Il est impossible d'être plus catégorique et plus démonstratif que Pezay sur les responsabilités de la capitulation d'Asti :

M. le Maréchal de Maillebois, jaloux de tenir sa parole, sans s'amuser à poursuivre le corps autrichien repoussé à Monte-Calvo, marche directement à Annoné. Le 8 au soir, il y est rendu comme il l'a promis. Pendant la nuit il fait tirer douze coups de canon pour donner le signal de son arrivée. La nuit était obscure. M. de Montal capitule dans cette nuit même, trop peu sombre pour cacher la honte de nos armes et surtout la sienne. Il ose dans sa justification parler de deux brèches fort larges, par lesquelles, dit-il, les ennemis menaçoient de monter à la fois, tandis que dans le fait, ces brèches, réparées et flanquées en même temps, étoient devenues plus fortes que l'enceinte ; tandis que M. de Bruslart, lieutenant-colonel du régiment de Lyonnais, tandis que M. de Lorraine, lieutenant-colonel du régiment de Ségur, affligés des délibérations timides de M. de Montal, lui proposent d'aller arborer les drapeaux de leurs corps sur ces brèches prétendues et de s'y défendre comme il appartient à des officiers et à des soldats Français... Les ordres que M. de Montal ne désavoue point avoir reçus, l'excellente disposition qui lui a été envoyée pour sa retraite, et dont il n'a pas fait le moindre usage, laisseront toujours M. de Montal sans excuse et M. le maréchal de Maillebois à l'abri de tout reproche.

(II, p. 203-205. En outre voir toutes ses pièces justificatives du t. III.)

Et pour terminer sur l'opinion d'un critique moderne, parfaitement informé, et tout à fait exempt de tout soupçon de partialité, je veux dire Wilkinson :

Bien que Wilkinson intitule son chapitre ici *Surprise of Asti*, il

montre bien que la surprise a été relative, que Montal et Maillebois ont été alertés à temps et que le premier avait pris ses précautions. Bien qu'il s'abstienne en apparence de juger Montal, son opinion apparaît bien dans cette remarque qu'il prit le parti de se rendre alors que, en face des deux brèches ouvertes, *there were inner defences still tenable* (p. 244), et alors que le canon de Maillebois marchant à son secours se faisait entendre sur les hauteurs d'Annone. Cette responsabilité, précise et toute militaire, ne l'empêche pas d'ailleurs de souligner et même d'exagérer, avec d'autres, ce qu'eut de malencontreux et de désastreux la fameuse négociation de Turin. Mais ce qui fut malencontreux ce fut l'échec et non la conception de cette négociation fameuse ! Et la responsabilité de cet échec n'incombait qu'à la stupidité, et à la cupidité, de la cour de Madrid qui ne sut pas se décider à temps ! Elisabeth Farnèse et Montal, en définitive, doivent seuls assumer la responsabilité de ce désastre et de ses suites !

VII

SUR LA BATAILLE DE PLAISANCE (16 juin 1746).

Détails intéressants sur cette bataille de Plaisance dans Bonamici : les Génois forment une des trois colonnes de l'aile gauche, avec une colonne napolitaine^e et une espagnole. Au centre 25 bataillons espagnols, les Français forment l'aile droite avec trois colonnes. Toutes ces troupes attaquent à l'aube les retranchements autrichiens avec une fureur incroyable. Les fossés sont d'une profondeur inattendue et on n'a pas de fascines... on les comble par des cadavres : —

Difficilis impeditusque transitus arduis studio pugnandi milites, praesertim Gallos, adeo non tenuit, ut sese in eas [fossas] audacissime demitterent, ibique, pars magna militum aut confossa telis, quae creberima accidebant ex tormentis ad summa fossarum labra constitutis, aut inductis hausta aquis interiit. Sed nihil eâ re nostri commoti per coacervata suorum corpora transgressi in superioribus locis consistunt.
(B. I., lib. III.)

La victoire semble acquise lorsqu'une attaque soudaine de la cavalerie autrichienne sur l'extrême droite française provoque une panique qui découvre le centre et oblige à une retraite d'ailleurs exécutée en bon ordre. Bonamici est très catégorique sur la faute commise par le commandement : la cavalerie laissée à l'arrière parce qu'on crut qu'elle serait inutile, alors qu'employée pour couvrir les ailes elle eût empêché la charge de la cavalerie autrichienne, ou en aurait aussitôt neutralisé l'effet :

Atque hoc praelio satis constat excellentissimam virtutem militum

fuisse, insigni autem primorum ducum imperitia accidisse, ut, secluso equitatu, quod unum est in praeliis maxime necessarium, latera nudarentur, nullumque subsidium esset quod summitti posset.

Il y ajoute l'ignorance de la profondeur des fossés et de la nature exacte des retranchements ennemis, ce qui augmente effroyablement les pertes. Pezay est d'accord avec lui sur le manque déplorable des renseignements les plus nécessaires sur les lieux, « difficile à pardonner après le séjour que M. de Gages avait fait dans les environs de Plaisance ».

Les Français n'étaient arrivés que l'avant-veille et furent jetés sans la moindre familiarité avec le terrain dans cette bataille de nuit, par des chemins où leurs guides les égarèrent ! Mais même lorsque le marquis de Pezay est d'accord avec Bonamici, il ne renonce pas au droit de l'écraser de son dédain : « Ce n'est pas d'après une injure grossière et la phrase tranchante d'un légionnaire obscur que l'on doit juger les généraux. » Bien entendu ! Mais en l'espèce le « légionnaire obscur », quoique simple commandant de compagnie, est un esprit vigoureux et précis et il dispose de la plume de Tite-Live ou de Salluste. Et il a de plus une bonne excuse pour formuler des critiques que Pezay est obligé d'ailleurs de trouver bonnes : il combattait dans cette sanglante bataille !

L'ordre de la retraite fut donné par l'infant à Maillebois d'une façon évidemment précipitée sur la suggestion du marquis de Castelar. Le maréchal de Maillebois fit dire qu'il allait se conformer à cet ordre mais à regret. L'infant répondit que s'il avait donné cet ordre c'était sur l'avis même qu'il en avait reçu de lui. Or cet avis était supposé et n'avait nullement été donné ! (Voir sur ce point, Pezay, II, p. 246.)

Bonamici, d'après les états faits dans l'armée combinée, donne ainsi les chiffres des pertes : 3.220 tués, 4.460 blessés, 915 prisonniers. Il évalue la perte des Autrichiens à trois mille hommes environ. Pezay raille ces précisions que Bonamici a été à même cependant de puiser à bonne source, et il ajoute :

En général on estime que la bataille de Plaisance a coûté six mille hommes, dix-sept drapeaux, et dix pièces de canon à l'armée gallispane. La perte des ennemis est évaluée à cinq mille hommes.

(I, p. 349.)

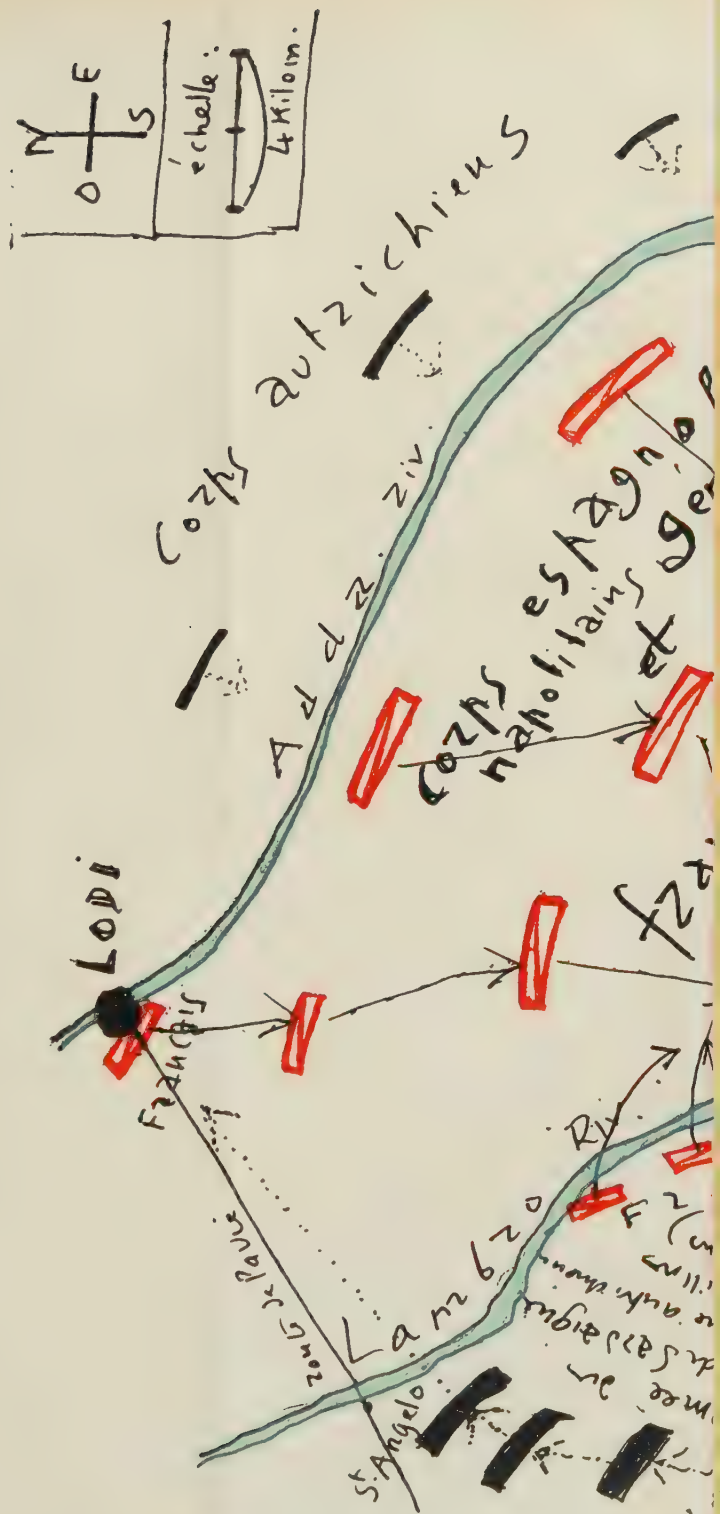
VIII

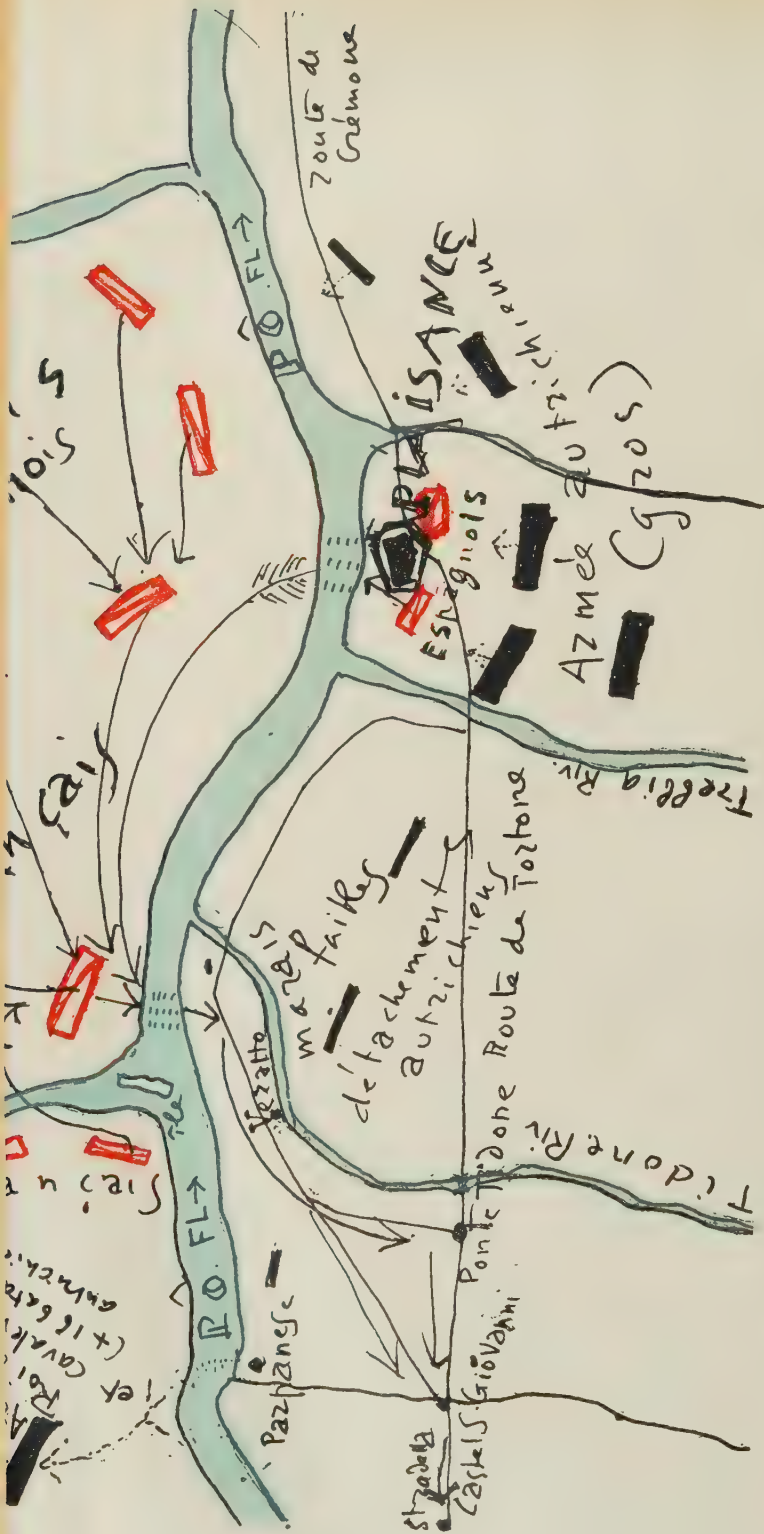
SUR LE PASSAGE DU PO ET LA BATAILLE DU TIDONE (8-9 août 1746).

Voir dans Bourcet (*Principes*, Exemple I) la suite minutieusement décrite des mouvements des deux armées depuis la bataille de Plaisance jusqu'au passage du Pô. Après douze jours d'inaction de

Passage du Pô

par le Maréchal de Maillebois (8-9 août 1746)





Note. — En dessinant ce croquis, à main levée, j'ai eu sous les yeux la planche 11 de Bourcet, dont ceci représente, au point de vue terrain, la partie centrale seulement. J'ai supprimé tous les noms de lieux qui, de mon point de vue, sont inutiles. J'ai en revanche, en suivant de près le texte de Bourcet, complété les indications d'emplacements des corps et mis les flèches de direction (pleines pour l'armée combinée, en pointillé pour les Austro-Sardes). Les positions sont celles de la veille ou avant-veille du passage. C'est naturellement sur Ponte-Tidone que se portera l'effort autrichien pour empêcher le passage, mais trop tard d'une vingtaine d'heures.

part et d'autre, presque toute l'armée franco-espagnole passe sur la rive gauche du Pô et occupe l'intervalle entre l'Adda et le Lambro jusqu'à la hauteur de Lodi qu'elle occupe ; mais sa position est plus que jamais critique car elle doit faire face sur la ligne de l'Adda, c'est-à-dire sur ses derrières, aux renforts autrichiens qui arrivent continuellement, et sur la ligne du Lambro au roi de Sardaigne qui lui aussi est passé de la rive droite sur la rive gauche du Pô et manœuvre pour fermer à l'adversaire les routes du Nord — qui d'ailleurs ne mènent à rien — tandis que toutes les autres sont déjà barrées. Mais dans ce mouvement le roi de Sardaigne s'éloignait du Pô et il fit même rompre le pont sur lequel il avait passé, jugeant sans doute qu'il n'en aurait plus besoin. La charnière entre Sardes et Autrichiens devenait ainsi extrêmement faible : il est vrai qu'elle était renforcée par le Pô. Et si on s'avisait de vouloir le franchir à cette charnière, l'ennemi aurait le temps de revenir et de faire de cette tentative de passage, pour l'armée franco-espagnole, un irréparable désastre. La découverte d'un détail en apparence insignifiant du terrain fit paraître, comme dans un éclair, à l'esprit de Bourcet, la possibilité de faire au contraire de cette tentative le salut de l'armée, à la condition que tous les mouvements fussent soigneusement réglés et scrupuleusement exécutés. Bourcet remarqua, en effet, que le Tidon, affluent de la rive droite du Pô, en amont de Plaisance, et dont le confluent est vis-à-vis de celui du Lambro, coulait parallèlement au fleuve, avant de s'y jeter, sur une longueur de douze à quinze cents toises, formant ainsi une sorte de presqu'île couverte au sud par des marécages. En se saisissant, aussitôt l'avant-garde passée, du seul débouché que l'ennemi eût sur cette presqu'île en venant de Plaisance, et en y contenant les Autrichiens, d'abord déconcertés et peu nombreux, retenus pour la plupart par ce qui restait de troupes alliées dans Plaisance, on pourrait gagner l'ennemi de vitesse. Ainsi fut fait. Il faut lire dans Bourcet la suite de ces mouvements, avec sa carte sous les yeux pour admirer comme il convient cette opération d'une hardiesse inouïe, qui brillamment conçue et presque aussi brillamment exécutée assura le salut de l'armée et rétablit la situation stratégique — autant du moins qu'il était possible de le faire devant un ennemi très supérieur en nombre et devenu agressif.

Sur le passage lui-même voici quelques précisions bien intéressantes, toujours bien entendu d'après Bourcet lui-même :

On disposa les 68 bateaux pontonnés de deux en deux sur deux rangs le long du Lambro, à la faveur d'une fle, pour passer cinq mille hommes sur la rive droite du Pô, au-dessous [*sic*, lire évidemment au-dessus] du confluent du Tidon, dont deux mille aux ordres de M. de Monteynard, brigadier, et trois mille à ceux de M. de la Chétardie, maréchal de camp., l'embarquement desdites troupes commença le 8 à 7 heures du soir, et n'ayant pu être fini que le 9 à 1 heure du matin, on ne put déboucher qu'à cette heure-là ; les premiers bateaux arrivèrent sur la rive droite du fleuve sans que les ennemis y eussent

apporté le moindre obstacle ; et comme on débarqua sur une presqu'île de gravier et qu'il y eut quelque difficulté de faire sortir les chevaux de quelques cavaliers qu'on avait mis dans chaque bateau, que pendant la manœuvre qu'il fallut faire pour sortir les dits chevaux les ennemis ne tirèrent pas un coup de fusil, on craignait qu'il ne se rassemblaient pour marcher en force sur les troupes qui avaient passé, dont le nombre encore très petit n'aurait pas fait une défense vigoureuse ; mais on en fut désabusé lorsque les grenadiers qui étaient descendus les premiers, s'avancèrent sur la presqu'île, car dans cet instant les ennemis tirèrent plusieurs coups de fusil, et les grenadiers s'étant avancés sur la direction du feu eurent bientôt fait fuir le peu de troupes que les ennemis avaient entre le bas Tidon et le Pô.

Les bateaux se succédèrent dans un ordre admirable, et les troupes destinées à défendre la tête du pont étant toutes arrivées sur la presqu'île, M. de Monteynard marcha du côté de Parpanesè et fit brûler les bateaux qui avaient servi au pont du roi de Sardaigne, et que ce souverain avait fait replier mal à propos sur la rive droite du Pô.

Les volontaires de Gantès marchèrent sur la gauche du pont que les ennemis avaient sur le Tidon près de son confluent et le brûlèrent. M. de la Chetardie borda cette petite rivière..., on occupa le village de Veratto ; on détermina la construction des ponts sur la presqu'île, parce qu'elle resserrait beaucoup le Pô..., et donnait le moyen d'établir trois ponts avec les soixante-huit bateaux ; le premier des ponts fut fini à 7 h. du matin, on y fit passer de la cavalerie ; le second et le troisième furent finis deux heures après et donnèrent trois débouchés au moyen desquels l'armée combinée passa ainsi que l'artillerie et les équipages ; le même jour et à 10 heures du soir tout eut passé. L'armée se tint en bataille depuis la hauteur de Veratto jusqu'à celle des ponts, à la réserve de vingt bataillons et vingt escadrons aux ordres de M. de Pignatelli, qu'on avait fait avancer jusqu'à Ponte Tidone sur la chaussée de Plaisance à Tortone (Strada romana ou chemin Romain).

La précaution de faire avancer M. de Pignatelli fut prise pour assurer la marche de l'armée, sur Castel-Saint-Jean, et si cet officier-général eût exécuté les ordres et les instructions qu'il avait, il aurait appuyé sa droite à la dite chaussée et fait occuper le petit village et le château de Ponte-Tidone, mais il resta en arrière..., cette négligence donna la liberté aux ennemis d'arriver vers les 7 heures du matin (le 10 août], au point où l'armée devait déboucher...

Suit le récit de la série de violents combats autour de Ponte-Tidone, combats qui auraient pu tourner mal non seulement à cause de la négligence de M. de Pignatelli mais même, dit Bourcet, à cause de sa mauvaise volonté dans le cours de la bataille. Le sang-froid et l'énergie de M. de Sennecetere à la tête des brigades des gardes lorraines et d'Anjou, soutenu successivement par les gardes espagnoles, la brigade française de la reine et les gardes wallones, rétablirent la situation et assurèrent le passage de l'armée, mais au prix de lourdes pertes.

Pertes au passage du Pô d'après Pezay : du côté de l'armée de l'infant : 770 tués ou blessés et 680 prisonniers. Il estime à six mille tués ou blessés les pertes ennemies.

Bonamici a bien vu que cette opération du franchissement du Pô, en présence de deux armées ennemies, était singulièrement risquée

et il en a admiré l'exécution sans savoir qui eut le mérite de la concevoir et de l'organiser. C'est ici que le grief que lui fait le marquis de Pezay de tout rapporter au comte de Gages est particulièrement justifié. Mais un officier subalterne n'est pas tenu de connaître les secrets d'état-major et il serait ridicule de lui reprocher cette ignorance. Pezay la lui reproche cependant avec son animosité habituelle :

Voilà des pages entières consacrées par lui à rendre compte du passage du Pô et le lecteur ne peut pas même prendre une idée de cette manœuvre. Elle est faite pour être comparée à tout ce qui s'est fait de beau et de grand à la guerre, mais l'importance des motifs, la grandeur des moyens, la multiplicité des ressorts mis en jeu sont ici également ignorés.

(I, p. 371.)

IX

SUR LA RÉOLUTION DE LA FRANCE DE DÉFENDRE GÈNES

Sur la volonté bien arrêtée de la cour de France de défendre tout l'Etat de Gènes, voir la lettre du comte d'Argenson, ministre de la guerre, au maréchal Maillebois, publiée par Pezay, II, p. 275 :

Toutes les opérations doivent avoir pour but de mettre la République à l'abri de toute insulte ; il est de la gloire des couronnes de France et d'Espagne de soutenir un peuple qui a uni de bonne foi ses intérêts aux leurs ; et elles ne peuvent faire un meilleur usage de leurs forces que de les employer à la défendre quoiqu'on puisse risquer d'ailleurs.

Impossible d'être plus catégorique ! Et d'autre part, que Maillebois ait fait tout ce qui dépendait de lui pour se conformer aux ordres de Versailles, c'est ce qui n'est pas moins certain. Cette volonté de Maillebois de résister à Novi, et d'ailleurs partout où pouvait s'accrocher la résistance au cours de cette déplorable retraite, est reconnue par l'historien italien *Filippo Zevi*. *La Rivoluzione e l'assedio di Genova 1746-1747*, in *Rivista militare italiana* 1883 (tirage à part, p. 54, in-8°). Il est d'accord sur ce point avec l'Autrichien Rothkirsch. Tous deux sont d'accord pour dire que c'est le nouveau commandant en chef espagnol, le marquis de Las Minas, qui chaque fois se dérobe et contraint ainsi son collègue, *et subordonné*, français à le suivre. Zevi conclut :

La justice oblige à reconnaître que dans cette trahison dont Gènes fut victime de la part de ses alliés, les Français doivent être en partie disculpés.

Mais pourquoi seulement *en partie*, alors que lui-même recon-

naît que Maillebois fut contraint à suivre le mouvement de retraite des Espagnols !!? Devait-il se faire écraser seul sans profit pour personne ? !! Dans le 3^e volume de Pezay, consacré tout entier aux pièces justificatives, nous trouvons pour cette période critique, qui va du 18 août au 3 septembre, les pièces suivantes :

1^o Les dispositions concertées dans la conférence du 21 août à Ottagio (Votaggio) ; 2^o l'ordre de marche « Pour aller du camp d'Ottagio à celui de Campo Morone » en date du 22 août ; 3^o une instruction pour M. le marquis de Puisignieux, colonel du régiment de Guyenne, en date du 25 août ; 4^o une instruction pour le marquis de Senecterre en date du 26 ; 5^o des notes pour M. le marquis de La Mina, en date du 26 ; 6^o une délibération commune des généraux des deux couronnes en date du 29 août. Ensuite plus rien jusqu'au 3 septembre, date d'un ordre de marche, en retraite irrévocable, de Cornigliano à Arenzano. Si on examine attentivement ces pièces, pour y chercher la pensée intime du commandement allié, avec examen de la carte et connaissance des lieux, on est amené aux observations suivantes : la pièce 1, complétée par la pièce 2, portant transfert du quartier général de Votaggio à San Pier d'Arena, campement de l'infanterie franco-espagnole à Campo Morone et Langasco, à sept kilomètres en decà du col de la Bocchetta, installation d'une trentaine de compagnies françaises et espagnoles au col même, ou à Pietra Lavezzara, en arrière mais à portée immédiate du col, ces deux pièces, dis-je, prouvent évidemment, après l'évacuation précipitée de Novi par les Espagnols sans accord avec les Français, l'abandon de toute pensée de résistance sérieuse en avant de la ligne des cols, et l'abandon virtuel par suite de Gavi et de Serravalle qui défendent cette ligne sur les routes d'Alexandrie et de Tortone. Tout au plus l'intention, apparente, de retarder la marche de l'ennemi en soutenant Gavi se manifeste-t-elle par la délibération commune du 29 août :

Les susdits généraux, y est-il dit, étant dans l'intention de secourir Gavi, si le nombre des troupes qui en feront le siège n'est pas supérieur à celui qu'ils pourront rassembler, ils demandent que la République leur procure toutes les connaissances possibles sur les positions que l'ennemi aura prises autour de la place et sur les chemins par lesquels on peut diriger l'attaque de leurs quartiers.

(Peray, III, p. 423.)

L'intention de résister plus sérieusement sur la ligne même de la Bocchetta semblerait prouvée, toutefois on observe que cette ligne n'est pas « d'une défense bien sûre » (instruction du 25 août) et que si l'ennemi marchait « en force » elle serait intenable. Dans ce cas, on prévoit que les trente compagnies françaises et espagnoles devront résister énergiquement en arrière, sur la position toute proche de Pietra Lavezzara, et attendre de nouveaux ordres. L'instruction du maréchal de Maillebois au marquis de Senectère, en date du 26

août, fait une réserve inquiétante qui témoigne bien du doute du commandement français sur les dispositions espagnoles : il y est dit, en effet, que M. de Sennectère, alors à Ponte Decimo, à sept kilomètres du col,

prendra les mesures pour soutenir ce poste [de la Bocchetta] autant que les commandants des brigades espagnoles, qui se trouvent à Langasco et à Campo Morone, s'y prêteront.

C'était précisément toute la question mais, comme on le voit, elle ne se pose que pour les dispositions du commandement espagnol ! Les faits eux-mêmes, la mollesse de la défense du col par les Espagnols, de garde le jour de l'attaque autrichienne, prouveront quelles sont ces dispositions en ce qui concernait l'idée de défendre la crête de l'Apennin en s'adossant aux murailles de Gênes. Restait encore la possibilité de défendre les abords immédiats de cette admirable forteresse, comme le feront les Génois seuls, pendant les quatre mois qui suivront les journées libératrices des 5-10 décembre, et comme ils le feront, aidés des Français et des Espagnols, d'avril 1747 à juin 1748. Sur ce point, les pièces publiées par Pezay ne permettent pas, à elles seules, de saisir la pensée du commandement franco-espagnol. Nous ne trouvons plus, en effet, quel ordre de marche du 3 septembre ordonnant la retraite de Cornigliano, faubourg maritime occidental de Gênes, jusqu'à Arenzano, qui est à vingt kilomètres plus à l'ouest sur la route de Provence. Militairement cependant on sent, dans toutes les pièces que je viens d'énumérer, la préoccupation anxieuse que fait peser sur le commandement franco-espagnol la marche rapide du roi de Sardaigne de l'autre côté de l'Apennin vers les sources de la Bormida, menaçant ainsi de faire irruption sur Savone d'abord, sur Finale et Albenga ensuite, barrant ainsi le route de France. Ainsi les raisons militaires de la retraite précipitée ne manquaient pas : elles devenaient graves et urgentes une fois les premières fautes commises. Le marquis de La Mina, dont j'ai réussi à trouver aux Archives nationales d'Espagne (*Estado leg.* 4118. Francia 1746) une lettre apologétique, datée de Nice, 27 septembre 1746, et adressée à l'ambassadeur extraordinaire d'Espagne à Versailles — le duc d'Huescar — n'a pas manqué de les mettre en relief : l'armée combinée hors d'état, assure-t-il, de livrer une 3^e bataille, après celles de Plaisance et du Tidone, à un ennemi très supérieur en nombre, menacée d'être coupée de la France et détruite, il met tout cela en avant. Cependant, tout en assurant qu'il a été toujours d'accord avec Maillebois, il ne peut dissimuler qu'il ne l'a pas été à Novi, à l'heure et au lieu qui décidaient de tout ! Il cherche à restreindre la valeur de leur dissentiment, mais n'y réussit pas du tout. En faisant l'aveu de son principe essentiel : ne plus livrer bataille, il dévoile son secret et endosse, avec sa cour, toutes les responsabilités, puisque Maillebois était

prêt à livrer bataille défensive à Novi en attendant les renforts qui ne pouvaient manquer d'arriver de Gênes et de la France !

Sur le renversement dramatique de la situation en Italie, après la mort de Philippe V, l'opinion de Wilkinson s'accorde parfaitement avec les vues développées ici. Il souligne la gallophobie violente du marquis de La Mina et estime que

his conduct proved that while he was determined never to fight, he was equally determined never to admit that such was the tenor of his instructions (p. 259).

Evidemment il ne devait à aucun prix mettre le nouveau souverain en fâcheuse posture ! Mais il avouera dans ses mémoires, dit Wilkinson, qu'il avait pour mission de « sauver l'armée espagnole sans exposer un seul grenadier ! » D'autre part, Wilkinson souligne la ferme volonté de Versailles et de Maillebois de tout faire pour défendre Gênes. C'était encore possible avant qu'on eût repassé l'Apennin, mais après, la situation militaire ainsi créée semble avoir rendu inévitable, dit Wilkinson, la retraite de l'armée franco-espagnole jusqu'en Provence. Il en donne pour raison que cette armée allait évidemment être coupée par l'armée austro-sarde ; or, contrainte de se jeter dans Gênes, son ravitaillement pendant l'hiver y eût été impossible par suite du blocus anglais. Et la France eût été ouverte sans défense à l'invasion, tout le reste des armées françaises étant alors en Flandre ou sur le Rhin. C'est donc, dit-il, dans les délibérations à Voghera et Novi, que tout se décida. Or, Maillebois était formellement subordonné à l'infant par les ordres récents et impérieux de Louis XV préoccupé de donner satisfaction à l'Espagne irritée ; et l'infant lui-même, en vertu du changement de règne, et d'une lettre non moins formelle de Ferdinand VI, était subordonné au nouveau général venu de Madrid, avec la mission secrète mais incontestable de retirer l'armée espagnole d'Italie ! Il est certainement du plus haut intérêt de voir que l'historien anglais disculpe entièrement le gouvernement français et le haut commandement français dans cette question émouvante de l'abandon de Gênes par ses alliés en ces terribles jours de septembre 1746 ! Son jugement sur l'attitude du maréchal Maillebois en ces heures décisives mérite bien que je le traduise :

Alors qu'il se sentait encore capable de maintenir ses positions [sur le revers N. de l'Apennin], et si on le renforçait, de reprendre tout ce qui avait été perdu, La Mina l'avait contraint à abandonner la dernière position qu'on pût tenir, et par suite de battre en retraite à travers les montagnes, de livrer Gênes à son malheureux destin, et d'acquiescer à cette évacuation de l'Italie où il voyait à la fois, tout en l'opérant avec une habileté admirable, une fuite qu'on eût pu éviter et un abandon déshonorant (p. 274).

X

SUR LA CAPITULATION DE GÈNES (6 sept. 1746).

Voir les détails de cette reddition dans Emilio Pandiani, *La Cacciata degli Austriaci da Genova nell' anno 1746* (Torino, 1923, 216 p.). Dans l'atmosphère de panique créée par des événements si totalement imprévus, le conseil de guerre assemblé d'urgence par le gouvernement génois déclare que la résistance est impossible, qu'on ne pourrait même pas tenir quelques heures ! Il semble que les alliés eussent dû, et pu, tout au moins offrir leur concours pour la défense de la place elle-même. L'intérêt militaire commun, autant que le devoir à l'égard de Gênes, semblait le commander impérieusement. Firent-ils cette offre ? Les historiens génois disent que les généraux espagnols ne vinrent même pas à ce rendez-vous qui avait été convenu pour organiser cette suprême défense. Ils étaient déjà partis ! Pandiani ne parle d'aucune offre de concourir à ce dernier effort par des forces jetées dans la place. En sens inverse, je vois Don Pietro Reboallar, intendant d'Espagne, reprocher à Francesco Maria Doria, lorsque ce dernier vient en janvier 1747 au quartier général de l'armée de Provence, le refus de Gênes de recevoir un corps allié *dans ses murs*, en ces jours néfastes, pour concourir à la défense. Doria nia énergiquement que cette offre eût été faite, disant qu'il ne s'agissait que d'une vague suggestion de Muniain, ministre de l'infant Don Philippe, à Domenico Pallavicini. Mais l'intendant espagnol fut catégorique dans son affirmation, disant qu'il était là quand l'offre avait été faite (Voir la lettre de Doria au Sénat, en date de Marseille, 26 janvier 1747. Archives de Gênes, Ministri Francia, n. g. 2226-50). Je crois que la dénégation de Doria est fondée ; d'une part, en effet, la grande lettre apologétique du marquis de La Mina, en date de Nice, 27 septembre 1746, au duc d'Huescar, ambassadeur extraordinaire d'Espagne à Paris, lettre que j'ai copiée aux archives de Madrid (Estado, Leg. 4118, Francia 1746), ne fait qu'une vague allusion à cette offre, et d'autre part, tout ce que nous devons nécessairement inférer des instructions secrètes données par le roi au marquis de La Mina, s'opposait à ce qu'on laissât ainsi en arrière une partie de l'armée espagnole. Tout corps allié laissé à Gênes eût été d'ailleurs voué à la destruction ou à la capture, et eût constitué pour l'armée alliée en retraite un affaiblissement dangereux. Mais il est bien possible — probable même — que Muniain, ministre sans responsabilité de l'infant désormais sans crédit, ait fait cette vague suggestion. Et que d'autre part Domenico Pallavicini, qui ne venait que pour discuter du plan de défense *en avant de Gênes*, ait été déconcerté par l'offre d'un secours à jeter *dans Gênes* même. A cet embaras il y avait deux explications, deux excuses : l'une militaire, car jusqu'à ce moment le commandement allié (en fait espagnol)

avait formellement promis la défense *en avant de Gênes*, l'autre constitutionnelle, car il est exact que la constitution de Gênes n'admettait pas que des troupes étrangères même alliées fussent introduites dans la place elle-même ! Et pour déroger à cette interdiction, D. Pallavicini n'avait pas d'instruction. Il a pu, il a dû évidemment le faire observer, d'où le reproche des Espagnols — sans responsabilité — présents à cette scène, et dont il n'y a pas lieu de mettre en doute la véracité. On verra en effet ces difficultés d'ordre constitutionnel faire leur apparition même quand les corps de secours français et espagnol arriveront parmer en mars 1747, difficultés qu'on surmontera avec quelque peine ! Si, de ce fait, Gênes avait aussi des reproches à se faire, et une responsabilité à encourir, elle aussi, comme le soutint énergiquement Don Pietro Reboallar à M. F. Doria dans la discussion précitée et le marquis de la Mina dans la lettre du 27 septembre, il est clair cependant que cette responsabilité était tout à fait secondaire, en principe, et inexistante en fait parce que la question ne fut pas réellement posée ! Le marquis de La Mina, dans la lettre précitée, se défend en partie avec quelques bonnes raisons, et en partie avec de fort mauvaises. Il a l'air de dire notamment non seulement que Gênes, victime de sa constitution, ne fut capable dans cette crise d'aucune résolution prompte et énergique, mais de plus, et c'est plus grave, que Gênes était décidée à s'entendre avec les Autrichiens, comme le prouve, dit-il, la reddition de Serravalle sans tirer un coup de canon, et celle de Gavi par ordre même du Sénat, mais c'est tout confondre. La reddition de Serravalle dès la fin août, sans combat, fut certes un acte de faiblesse inexcusable et qui scandalisa à Paris non seulement l'opinion publique mais aussi et surtout l'envoyé génois, mais ce n'était qu'une défaillance individuelle. Quant à la reddition de Gavi, après le 6 septembre, elle eut lieu en vertu de la capitulation générale du gouvernement génois ce jour-là, capitulation qui était précisément due, pour la plus large part, à l'abandon des alliés ! Les historiens génois se sont à juste titre indignés de ce renversement des responsabilités ! Et nous voilà ramenés au changement de règne à Madrid qui est le point de départ et l'explication de tout dans cette affaire. Ne soyons pas plus Espagnols que les Espagnols eux-mêmes. La *Historia general de Espana* de Lafuente (continuada por Don Juan Valera, etc.) (Barcelona Montaner, 1889) reconnaît (t. XIII, livre VII) que La Mina *dès qu'il eut pris possession de son commandement en chef* « décida la retraite sur Gênes et l'abandon de l'Italie ». Et elle ajoute que le maréchal de Maillebois « ne pouvant se soutenir seul contre les Sardes et les Autrichiens fut bien obligé de le suivre ! » La cause est donc entendue.

TEXTE DE LA CAPITULATION

Je cite ou résume le texte — français — de la capitulation de Gênes, tel que notre légation le communique, dans une pièce manuscrite, au ministère des Affaires étrangères. La capitulation est datée du 6 septembre 1746.

(*Correspondance politique de Gênes*, vol. CXXI.)

Art. 1^{er}. On consignera à l'instant toutes les Portes de la ville aux troupes de Sa Majesté Impériale la Reine de Hongrie et de Bohême.

Art. 2. Toute la garnison de Gennes sera prisonnière de guerre.

Art. 3. On consignera au commandant de l'artillerie Impériale Royale toute l'artillerie et toutes les armes qui se trouveront à Gennes et toutes les munitions de guerre. ... toutes les munitions de bouche... et tout ce qui se comprend sous le nom d'équipages et mesme habits et vetemens militaires.

Art. 4 [prescrit l'abstention de toute hostilité de la part de la République pour toute la durée de la guerre].

Art. 5 [prescrit la libre entrée du port pour tous les bâtimens anglais ou alliés].

Art. 6 [stipule la livraison de tout ce qui appartient aux troupes françaises, espagnoles et napolitaines, la liste des soldats de ces 3 nations].

Art. 7 [stipule l'ordre au commandant de Gavi de cesser sa résistance].

Art. 8 [stipule le libre passage sur toute l'étendue du territoire de la République aux troupes alliées pendant toute la durée de la guerre].

L'article 9 est ainsi rédigé :

Le Sérénissime Doge et six des principaux sénateurs partiront d'icy à un mois pour la cour de Vienne, à fin de luy demander pardon des fautes qu'ils ont commises en dernier lieu et pour implorer la clémence Royale Impériale.

L'article 10 ordonne la restitution des prisonniers alliés ; l'article II le paiement de 50.000 génovines à titre de « rafraichissement », indépendamment des contributions ultérieures à fixer,

moyennant quoy l'armée sera obligée d'observer la plus exacte discipline et de payer toutes choses argent comptant.

Enfin l'article 12 et dernier ordonne l'envoy de 4 sénateurs à Milan en ôtages.

Suit le même texte, imprimé, traduit en allemand (en caractères gras) et en italien (Regensburg, 1746).

XI

LE RAPPORT OFFICIEL FRANÇAIS SUR LA RETRAITE D'ITALIE EN PROVENCE

Sur la retraite de l'armée franco-espagnole, il existe à nos archives

du ministère de la guerre (vol. 3.175, Italie, 1746, 4 derniers mois, 4^e volume), un mémoire de 52 pages, non signé, en style impersonnel mais évidemment établi par les soins du maréchal de Maillebois. J'en donne l'extrait suivant remarquable par la lucidité :

Les causes de la décadence de nos affaires en Italie ayant toujours augmenté au lieu de diminuer elles en précipitèrent la ruine sans ressource. Les ordres secrets du Roi Ferdinand de retirer les Espagnols de cette région, la conduite dissimulée du marquis de Lamina leur général, la continuation du peu d'harmonie entre les troupes des deux nations, le défaut des renforts espagnols, le retard des nôtres, la foiblesse de l'armée combinée inférieure de moitié à celle des ennemis, la supériorité des Autrichiens augmentés de plus de 40.000 hommes de renfort depuis le mois de mars, et le concours exact du roi de Sardaigne dans leurs opérations, toutes ces circonstances qui avoient occasionné la perte de toute la Lombardie entraînèrent encore celle de l'Etat de Gênes, de notre communication du comté de Nice et une invasion en Provence. Le 1^{er} septembre, à 10 heures du matin, le général Braun à la tête d'un gros corps d'Autrichiens vint fondre sur les retranchements et les redoutes qui étaient sur les hauteurs de la Boquette et força le poste défendu par un détachement d'Espagnols qui lâchèrent le pied et abandonnèrent deux petites pièces de canon.

M. le maréchal de Maillebois campé à Cornigliano et M. de Lamina à Sestri se portèrent sur-le-champ au-dessous de ce poste avec ce qu'ils purent rassembler de troupes, et se soutinrent le reste du jour à Borgo la Vezara ; mais ils ne purent reprendre la Boquette et ils furent obligés de se retirer pendant la nuit avec une perte de 40 Français et Espagnols tués, 90 blessés et plusieurs prisonniers.

Le 2, le général Braun poussa jusqu'à Pontedecimo, à 2 lieues de Gênes avec 31 bataillons suivi du reste de l'armée autrichienne commandée par le général Botta, excepté 10 bataillons qui continuèrent le siège de Gavi.

Le 3, l'Infant don Philippe dont le quartier était à Sestri près de Cornigliano, ordonna la retraite de toute l'armée combinée qui fut obligée d'abandonner les environs de Gênes pour se retirer à Savone, ce qui fut exécuté le même jour et le lendemain avec d'autant plus de diligence que le roi de Sardaigne marchoit de ce côté-là pour nous couper la communication de Nice.

Le 10, l'armée combinée décampa de Final et il y eut une nouvelle escarmouche. Les mêmes troupes des ennemis revinrent attaquer notre avant-garde à la Pietra à 3 heures après midi. Nos généraux s'y portèrent avec quelques compagnies de grenadiers. Le feu continua mollement jusqu'à la nuit qu'on vint camper à Luano. Les ennemis n'osèrent s'avancer et ils s'arrêtèrent au village de Borgi et sur la hauteur de Goura.

Le même jour, M. le comte d'Argenson fit réponse à la lettre que M. le maréchal de Maillebois lui avoit écrite le 24 août pour savoir quel parti l'on prendroit dans la situation où l'on se trouvoit alors. Ce ministre lui manda que le Roi persisteroit jusqu'à la fin à soutenir les intérêts de l'infant et de la République de Gênes. Cependant comme il n'étoit plus tems de penser à la défense de la République, que les français n'en avoient pas les forces ni les Espagnols la volonté, que les Autrichiens devoient avoir dans le courant de ce mois 86 bataillons et 100 escadrons complets en Italie, et que le roi de Sardaigne tiroit de ses places quantité de troupes pour augmenter aussi son armée, il ne restoit plus à l'armée combinée d'autre parti à prendre que celui de continuer sa retraite vers le comté de Nice !

TABLE DES MATIÈRES

DU LIVRE II

DE LA NEUTRALITÉ A LA GUERRE, AUX VICTOIRES ET
AUX CATASTROPHES

(Septembre 1743-novembre 1746).

CHAPITRE I. — Vers la riposte génoise au traité de Worms. L'alliance de Gênes avec l'Espagne et la France (traité d'Aranjuez, 1 ^{er} mai 1745).....	5
CHAPITRE II. — L'alliance franco-hispano-génoise et ses victoires initiales (du traité d'Aranjuez, 1 ^{er} mai 1745, à la victoire du Tanaro, 27 septembre 1745).....	59
CHAPITRE III. — Des victoires aux catastrophes : De la victoire du Tanaro (27 septembre 1745) et de la conquête de la Lombardie à la prise de Gênes et à l'invasion de la Provence (septembre 1746).....	83
CHAPITRE IV. — Gênes sous le talon de l'Autriche, la Provence envahie (septembre-décembre 1746).....	107
APPENDICE AU LIVRE II.....	123
PLANCHES HORS TEXTE :	
CASTRUCCIO BONAMICI.....	64-65
Carte pour l'intelligence de la bataille du Tidone et du passage du Pô (8-9 août 1746)	138-139

INDEX SOMMAIRE

DU LIVRE II

- Aix-en-Provence, 117, 120.
Alexandrie, 41, 42, 71, 92, 128.
Amelot, 6, 10, 13, 17, 30.
Angleterre, 7, 15, 18, 19, 23, 27, 30, 39, 50, 53, 68, 72, 73, 86, 111, Antibes, 119.
Apennin, 107, 143.
Aranjuez, 58, 60, 123.
Argeus, 120.
Argenson (C^{te} d'), 31, 39, 47, 52, 141.
Argenson (M^{ie} d'), 21, 47, 48, 49, 51, 52, 61, 84, 89, 100, 128, 131, 135.
Asti, 92, 93, 134.
Autriche, 7, 10, 15, 18, 19, 50, 64, 85, 112.
Barbier (Journal de), 26, 28, 30, 48.
Bassignana, 71, 79.
Baudrillart, 94, 131, 135.
Bavière, 54, 55, 56.
Belle-Isle (M^{ai} de), 51, 117, 119, 120, 121.
Bocchetta (col de la), 69, 99, 101, 102, 103, 142, 143, 148.
Bonamici (Castruccio), 63, 67, 69, 70, 81, 85, 86, 93, 101, 132, 136, 137.
Boffa (G^{ai}), 110 et s.
Brignoles, 121.
Bourcet, 22, 28, 45, 69, 81, 97, 99, 114, 138.
De Broglie (l'historien), 51, 93, 133, 135.
Bourgeois (Emile), 133.
Conti (Prince de), 22, 33, 34, 35, 45, 117.
Corse, 32, 86, 126.
Court de la Bruyère (Amiral), 23.
Coutlet, 5, 26, 34, 39, 65, 104, 108, 109.
Démont, 46, 48.
Doria (G.-F.), 6, 7, 8, 12, 14, 17, 18, 24, 27, 31, 44, 46, 56, 62, 83, 88, 115, 145, 146.
Dunkerque, 23.
Dupont, 5, 17, 26, 31, 65.
Empereur, 29, 50, 54, 55.
Empire, 13, 16, 83.
Espagne, 15, 22, 38, 45, 49, 64, 105, 120, 121.
Elisabeth Farnese, 85, 88, 90, 91, 93, 98, 131, 137.
Exiles, 21, 40.
Fenestrelle, 21, 40.
Ferdinand VI, 98, 118, 148.
Finale, 5, 16, 17, 105, 111.
Flandre, 29, 35.
Fontainebleau, 13.
(T^{te} de —), 21.
Fontenoy, 58, 59.
France, 8, 10, 13, 14, 16, 17, 23, 27, 28, 29, 33, 39, 40, 45, 49, 83, 121.
François I^{er} (Empereur), 83.
Gages (C^{te} de), 52, 57, 64, 67, 79, 100, 138.
Gastaldi, 18.
Gênes, 5, 7, 8, 9, 10, 13, 16, 20, 26, 38, 39, 40, 50, 53, 54, 61, 62, 65, 74, 75, 79, 95, 102, 103, 107, 108, 109, 122, 124, 147.
Gibraltar, 21.
Le Glay, 86.
Goldoni, 64.
Grasse, 120.
Grimaldi, 41, 42, 54, 56, 57.
Guymont, 102, 103, 109, 113.
Hanovre, 28.
Hollande, 28, 36.
Huescar (duc d'), 91, 98, 117.
Italie, 89, 90, 130, 132.
Jonville, 5, 13, 34, 35, 39, 53, 65, 75.
Lafuente, 146.
Leadham, 25, 27.
Ligures, 68.
Lille, 38.
Lodge, 51, 89, 95, 134.
Lombardie, 84, 85, 95, 98, 148.
Lorraine, 36, 37.
Louis XV, 32, 35, 37, 52, 91, 131, 144.
Madrid, 34.
Maillebois (M^{ai} de), 57, 60, 69, 71, 94, 95, 99, 103, 115, 116, 117, 121, 136, 138, 141, 144.

- Maillebois (C^{te} de), 57, 92, 102, 120.
Marie de Portugal (reine d'Espagne), 98.
Marie-Thérèse, 19, 83, 110, 111.
Marseille, 120, 121.
Matthews (Amiral), 24, 25.
Maurepas, 7, 8, 17, 31, 40, 43.
Mina (M^{ie} de la), 33, 34, 46, 100, 102, 103, 115, 116, 117, 118, 120, 121, 141, 143, 145, 146.
Minorque, 21.
Modène (duchesse de), 13, 38.
Montal Lt^{gal}, 92, 135, 136, 137.

Naples, 58, 63, 79, 114, 116, 121.
Navarro (don José, Amiral), 23, 25.
Nice, 15, 23, 28, 32, 34, 43, 106, 112, 115, 148.
Novi, 95, 96, 101, 143, 144.

Oneglia, 28, 34, 105, 126, 130.

Pallavicini (G.-F.), 43, 44, 115.
Pandiani, 145.
Parme, 74.
Pavie, 16, 78, 84.
Plaisance, 16, 74, 196, 97.
Pezay (M^{ie} de), 69, 75, 81, 94, 116, 120, 123, 132, 136, 138, 143.
Philippe (don), Infant d'Espagne, 33, 64, 85, 94, 96, 104, 131, 133.
Philippe V, 42, 93, 98, 131.
Pô (passage du), 99, 138.
Pologne, 51.
Prague, 37.

Provence, 11, 114, 116, 118, 119, 120, 122, 147.
Prusse (Frédéric de), 37, 50, 61, 81.
Rhône, 121.
Richelieu (duc de), 31.
Saint-Nectaire (M^{ie} de), 14.
San-Remo, 76, 77.
Sardaigne (Roi de), 5, 6, 14, 16, 19, 20, 30, 38, 40, 45, 54, 61, 71, 79, 80, 88, 91, 96, 101, 105, 134, 135, 139.
Saxe, 51, 87.
Savoie, 7, 73, 118.
Savone, 20, 105, 111.
Spezia, 19, 20, 111.

Tanaro, 71, 79.
Tencin (Cardinal de), 11, 15, 40, 43, 52.
Tidone (bataille du), 99, 100, 138.
Tortone, 41, 42, 71, 128.
Toscane (g^d-duc de), 55, 83.
Toulon, 23, 24, 29, 120, 121.
Turbie (la), 28, 62, 114.
Turin (T^{ie} de), 90, 129.

Var, 15, 23, 28, 52, 116, 118, 119, 120.
Vauréal (ambassadeur), 56, 98, 128.
Villarias (M^{ie} de), 41, 42, 56.
Villefranche, 23, 28.
Vintimille, 14, 20, 29, 52, 62, 105.
Voltaire, 87.

Wilkinson, 46, 81, 136, 144.
Worms (T^{ie} de), 5, 6, 11, 13, 14, 15, 18, 20.
Zevort, 31, 48.

LIVRE III

L'Iliade Franco-Hispano-Génoise
(décembre 1746 — juin 1748)

Paix d'Aix-la-Chapelle
(18 octobre 1748)

